

Rapport annuel 2001

Présentation annuelle

Vers un meilleur avenir



Banque Européenne
pour la Reconstruction et le Développement

La mission de la BERD

“L’objet de la Banque est, en contribuant au progrès et à la reconstruction économique des pays (...) qui s’engagent à respecter et mettre en pratique les principes de la démocratie pluraliste, du pluralisme et de l’économie de marché, de favoriser la transition de leurs économies vers des économies de marché et d’y promouvoir l’initiative privée et l’esprit d’entreprise.”

(Article 1 de l’Accord portant création de la BERD)

“Pour remplir à long terme ses objectifs qui consistent à favoriser la transition (...), la Banque aide les pays membres bénéficiaires à mettre en œuvre des réformes économiques structurelles et sectorielles, y compris celles visant au démantèlement des monopoles, à la décentralisation et à la privatisation, propres à aider leurs économies à devenir pleinement intégrées à l’économie internationale.”

(Article 2 de l’Accord portant création de la BERD)

Pays d’opérations

au 31 décembre 2001

Albanie
Arménie
Azerbaïdjan
Biélorus
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Croatie
ERY de Macédoine
Estonie
Fédération de Russie
Géorgie
Hongrie
Kazakhstan
Kirghizistan
Lettonie
Lituanie
Moldova
Ouzbékistan
Pologne
République fédérale de Yougoslavie
République slovaque
République tchèque
Roumanie
Slovénie
Tadjikistan
Turkménistan
Ukraine

Rapport annuel 2001

Présentation annuelle

Table des matières

02	Principaux repères 2001	49	Respect de l'environnement et évaluation des projets de la BERD
07	A l'écoute des besoins de la région et de ses habitants		Environnement
	Vue d'ensemble		Evaluation des opérations de la BERD
	Une stratégie qui va de l'avant	59	Travail en partenariat
	Des actions adaptées aux besoins régionaux		Cofinancement
	Soutien aux partenariats dans la transition		Fonds de coopération technique
	Bonne gestion des affaires publiques		Programme de transition juridique
	Evolution de l'institution		Redressement d'entreprises
	Défis à venir		Achats et marchés
17	Tendance du processus de transition		Sûreté nucléaire
	Progrès de la transition	75	Projets signés en 2001
	Evolution économique récente	85	Gestion
	Environnement juridique		Gouverneurs
25	L'investissement dans la région		Administrateurs
	Europe centrale et Etats baltes		Informations – Contacts
	Russie		Bureaux résidents
	Asie centrale		Notes aux lecteurs
	Europe méridionale et orientale et Caucase		Renseignements divers

Le rapport annuel 2001 de la BERD est constitué de deux volumes distincts : la présentation annuelle et le rapport financier, qui comprend les comptes annuels et les notes explicatives.

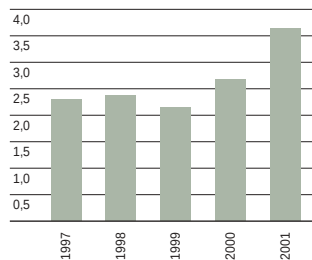
Ces deux volumes sont publiés en allemand, en anglais, en français et en russe. Des exemplaires peuvent être fournis gratuitement par le Bureau des publications de la BERD
 One Exchange Square
 Londres EC2A 2JN
 Royaume-Uni
 Téléphone : +44 20 7338 7553
 Télécopie : +44 20 7338 6102
 Mél : pubsdesk@ebrd.com

Engagements annuels

Engagements annuels

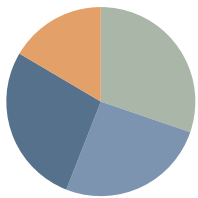
1997-2001

(en milliards d'euros)



Engagements par secteur

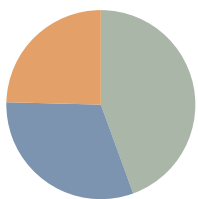
2001



■ Institutions financières 29 %
■ Industrie et commerce 26 %
■ Infrastructures 28 %
■ Industrie générale 17 %

Engagements par région

2001



■ Europe centrale 44 %
■ Russie et Asie centrale 31 %
■ Europe méridionale et orientale et Caucase 25 %

Principaux repères 2001

En 2001, les pays d'opérations de la BERD ont progressé de manière significative dans leur transition vers l'économie de marché, permettant à la Banque de renforcer son soutien à la poursuite des réformes économiques dans la région.

Pendant l'année, la Banque a continué d'appuyer le processus de transition et a dépassé ses principaux objectifs de rendement. Le volume des opérations (3,66 milliards d'euros) et les décaissements nets (2,4 milliards d'euros) ont atteint un niveau record.

Ces résultats sont dus à la croissance économique soutenue dans les pays d'opérations de la Banque. Leur résistance face au ralentissement de l'économie mondiale a été favorisée par les progrès continus des réformes, les préparatifs d'adhésion à l'UE et la croissance en Russie.

La BERD a démarré ses opérations en République fédérale de Yougoslavie dans le cadre du développement de ses projets en Europe du Sud-Est. Elle a renforcé ses activités en Russie, maintenu un important volume d'affaires en Ukraine, continué à explorer les possibilités offertes dans le Caucase et développé un plan d'action pour l'Asie centrale. Elle a également soutenu les efforts des pays qui se préparent à adhérer à l'Union européenne.

La Banque a continué à mettre l'accent sur la qualité de ses projets, mesurée par leur impact potentiel sur le processus de transition, à tirer les enseignements de ses opérations passées et à élargir l'éventail de ses partenaires de cofinancement. En 2001, priorité a été donnée au développement de nouveaux projets afin de maintenir l'élan acquis.

En réponse aux nouveaux défis posés par le processus de réforme, la BERD a créé de nouveaux outils d'investissement pour répartir les risques, soutenir les échanges, offrir des financements en monnaie locale et prêter davantage aux petites entreprises.

Les solides bénéfices réalisés en 2001 ont renforcé les capacités de la BERD en termes de prise de risque. Malgré une conjoncture plus incertaine et l'instabilité des marchés financiers, la Banque a bénéficié de fortes reprises de provisions sur actifs douteux et de bons résultats du portefeuille des opérations bancaires et de la trésorerie.

Lors de l'Assemblée annuelle, tenue à Londres, les gouverneurs de la Banque ont approuvé le deuxième examen des ressources en capital, qui fournit un plan directeur pour les activités de la BERD à moyen terme (2001-2005) dans le cadre des ressources disponibles.

La détermination de la BERD en termes de transparence et de bonne gouvernance a été mise en évidence par le respect de ses engagements au titre de la Politique de l'information.

Résultats financiers

(en millions d'euros)	2001	2000	1999	1998	1997
Produit d'exploitation	501,5	519,2	376,4	450,5	346,0
Frais généraux et dotations aux amortissements	(206,7)	(192,1)	(172,8)	(158,7)	(152,1)
Résultats bruts d'exploitation	294,7	327,1	203,6	291,8	193,8
Dotation aux provisions	(137,6)	(174,3)	(160,9)	(553,1)	(177,7)
Bénéfice/(perte) de l'exercice	157,2	152,8	42,7	(261,2)	16,1
Capital libéré	5 197	5 186	5 163	5 084	4 877
Fraction reçue (cumulée) du capital	4 063	3 769	3 480	3 217	2 949
Total des provisions et des réserves	1 713	1 278	1 040	762	508
Total des actifs	20 947	21 290	19 595	16 047	13 495

Résultats opérationnels

Le **volume annuel des opérations** a atteint 3,66 milliards d'euros pour 102 opérations, soit une augmentation de 37% par rapport à l'année précédente. Plus des trois quarts de ces opérations ont concerné des investisseurs privés.

Les **décaissements bruts** ont atteint 2,44 milliards d'euros, une hausse de 67 % par rapport à l'année 2000. Les **décaissements nets** ont atteint 1,1 milliard d'euros, soit plus du triple du niveau atteint en 2000.

Le total des **diminutions des actifs en portefeuille** (cessions, passages en pertes et profits, préremboursements et remboursements)

a atteint 1,3 milliard d'euros pour 2001, contre 972 millions d'euros l'année précédente, évidence d'un portefeuille mûr et performant. Le **portefeuille** a atteint 14,2 milliards d'euros, contre 12,2 milliards fin 2000.

Les **actifs d'exploitation** ont atteint 8,8 milliards d'euros, soit une hausse de 17 %. Les actifs productifs ont atteint 8,2 milliards d'euros, une hausse de un cinquième par rapport à 2000.

Le **volume net cumulé**, depuis la création de la Banque, s'est élevé à 20,2 milliards d'euros pour un montant total de projets de 67,8 milliards d'euros.

Engagements annuels	2001	2000	1999	1998	1997
Nombre de projets	102	95	88	96	108
Financement de la BERD (en millions d'euros)	3 656	2 673	2 162	2 373	2 315
Ressource mobilisation (en millions d'euros)	6 212	5 188	4 862	7 541	4 210

Portefeuille (en millions d'euros)¹

Opérations bancaires	14 160	12 218	10 835	10 182	8 932
Actifs d'exploitation	8 838	7 563	6 955	5 761	4 580
Actifs productifs	8 160	6 805	6 160	5 247	4 393
Fonds mobilisés (cumulés)	47 546	41 949	33 964	29 102	22 335

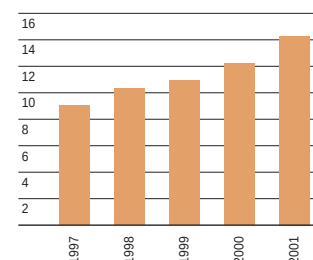
¹ Les chiffres de 1997-2000 sont les chiffres déclarés pour les années considérées. Ils n'incluent pas les changements ultérieurs dus par exemple aux variations de taux de change, aux annulations, aux syndications ou aux restructurations. Les définitions des termes utilisés se trouvent à la page 90. Les chiffres des graphiques ont été recalculés.

Portefeuille

Portefeuille des opérations bancaires

1997-2001

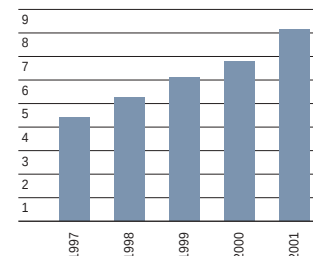
(en milliards d'euros)



Actifs productifs

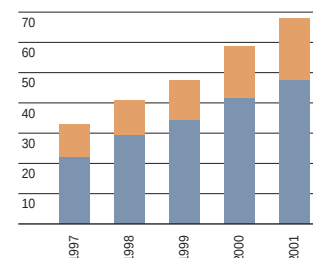
1997-2001

(en milliards d'euros)



Volume des opérations de la BERD et total des fonds mobilisés

(en milliards d'euros)



■ Volume des opérations de la BERD
■ Total des fonds mobilisés

Lettre de transmission aux gouverneurs

Londres, le 12 mars 2002

Conformément à l'article 35 de l'Accord portant création de la Banque et à la section 11 de son Règlement général, le présent Rapport annuel 2001 de la Banque est soumis au Conseil des gouverneurs par le Conseil d'administration.

Le Rapport annuel comprend les comptes annuels approuvés et vérifiés dont la présentation est requise par l'article 27 de l'Accord et la section 13 du Règlement

général. Il comprend également un résumé séparé sur les Fonds spéciaux, conformément à l'article 10 de l'Accord portant création de la Banque, et examine l'impact sur l'environnement des opérations de la Banque, comme prévu par l'article 35 de l'Accord.

Président

Jean Lemierre

Administrateurs

Jan Bielecki
 Scott Clark
 António de Almeida
 Joaquin de la Infiesta
 Jos de Vries
 Peter Engström
 Michael Flynn
 Erzsébet Gém
 Gerlando Genuardi
 Laurent Guye
 Tor Hernæs
 Byung-Hwa Jin
 John Kerby
 Jean-Pierre Landau
 Heiner Luschin
 Serguei Ovseitchik
 Philippe Petit-Laurent
 Yuri Poluneev
 Enzo Quattrocioche
 Norbert Radermacher
 Karen Shepherd
 Bernard Snoy
 Kunimitsu Yoshinaga

Administrateurs suppléants

Valentin Tsvetanov
(Vacant)
 Stefanos Vavalidis
 León Herrera
 Hidde van der Veer
 Martin Pöder
 Torsten Gersfelt
 Igor Očka
 Grammatiki Tsingou-Papadopetrou
 Ayşe Dönmezer
 Rauli Suikkanen
 Gary Johnston
 Andrew Lewis
 Marc Jullien
 Gideon Schurr
 Igor Kovtun
 Vassili Lelakis
 Ionut Costea
 Francesco Saverio Nisio
 Clemens Kerres
 –
 Georges Heinen
 Osamu Sakashita

Message du Président



Alors que la plupart des pays du monde voyaient leur croissance économique ralentir, ceux de notre région ont enregistré en 2001 des progrès significatifs. La BERD est partie prenante de ce processus et ses résultats, à l'issue de sa dixième année d'existence, sont les meilleurs enregistrés à ce jour.

La déstabilisation provoquée par les attentats du 11 septembre, le repli de l'économie mondiale et le risque de contagion des tensions affectant certains marchés émergents constituaient autant de risques en matière d'investissement de l'Europe centrale à l'Asie centrale. Pourtant, les revers sont restés limités. Presque tous les pays de la région ont vu leur économie croître. Les investisseurs ont continué d'opérer et les résultats de la Banque en 2001 sont un signe encourageant de leur motivation et de la vitalité de la région.

Cette situation positive est due au travail que les Etats eux-mêmes ont accompli pour améliorer le climat d'investissement. Ce sont les pays qui ont fait les efforts nécessaires pour créer un système véritablement démocratique, ouvrir leurs marchés et réformer leurs cadres juridiques et la structure de leurs entreprises qui enregistrent les progrès économiques les plus évidents.

Le processus d'accession à l'Union européenne a eu un impact considérable, en établissant de nouvelles normes et en appelant à de nouvelles méthodes. Ses effets sont apparents, non seulement dans les dix pays candidats, mais aussi dans les Etats voisins engagés dans le même effort de compétitivité.

De toute évidence, l'amélioration de la stabilité politique a favorisé la conduite des affaires. Les progrès ont été remarquables en République fédérale de Yougoslavie dans l'année qui a suivi la chute du régime de Slobodan Milosevic, et le programme de réformes adopté par ce pays est particulièrement ambitieux. La BERD a répondu au dynamisme

des autorités de Belgrade en lançant un programme d'investissements en faveur du système bancaire, du réseau de distribution d'eau et des transports publics.

En fait, la BERD a agi dans toute la région. Le volume de ses nouveaux engagements a atteint le chiffre record de 3,6 milliards d'euros. Ses bénéfices nets ont été les plus élevés à ce jour et elle a doublé le niveau de ses décaissements annuels. A nouveau, la Banque a été le premier investisseur dans la région, utilisant non seulement les outils traditionnels que sont les prêts et les prises de participation, mais mettant également en place des produits adaptés aux besoins locaux : programme pour favoriser le commerce, crédit-bail, prêts en monnaie locale, etc. La Banque a également créé de nouveaux programmes pour soutenir financièrement les petites entreprises.

Il s'agit cette année de conserver cet élan. Tant la BERD que les pays dans lesquels elle opère ont besoin de stratégies solides pour attirer les investissements capables de stimuler l'économie, de créer des emplois et d'assurer le bien-être des habitants de la région.

Pour ce qui la concerne, la Banque va se consacrer au développement de projets, sous forme d'investissement dans des entreprises entièrement nouvelles ou déjà existantes, en partenariat avec des investisseurs impliqués dans des secteurs et des régions stratégiques.

En 2002, la BERD va s'efforcer de stabiliser le volume de ses nouvelles opérations, mais son objectif premier est d'améliorer de manière décisive la qualité de vie des habitants de la région. La restructuration des grandes entreprises constitue un défi majeur, mais elle est essentielle à une économie solide. Elle va peut-être entraîner des suppressions d'emploi et de profonds changements en termes de priorités et de culture. La BERD, avec les institutions dont c'est la mission, comme

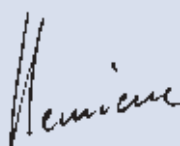
la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, va apporter son concours pour faire des restructurations et des privatisations des opérations efficaces et positives. La BERD va travailler avec les municipalités pour améliorer les infrastructures, la qualité de l'eau et les autres services et saura prendre les risques financiers supplémentaires qu'implique l'absence de garantie souveraine. Elle va soutenir la réforme agricole, encourageant la gestion privée d'un secteur capable de contribuer directement à réduire la pauvreté et à élever le niveau de vie. A chaque étape, notre objectif consiste à fournir l'investissement qui favorisera la prospérité sans grever les budgets nationaux.

Les investissements les plus novateurs demandent parfois un effort supplémentaire en amont et la BERD va poursuivre sa fructueuse collaboration avec les donateurs afin de diriger les fonds de coopération technique vers le travail de préparation de projets qui serviront de référence à d'autres investisseurs.

De bons résultats sont, et seront, le fruit de la capacité du personnel de la Banque à écouter les clients. C'est cette combinaison d'attention et de compétences qui, selon moi, caractérise au mieux la BERD.

La Banque va travailler avec les 27 pays d'opérations pour relever les défis à venir, en bâtissant une solide économie locale fondée sur les investissements nationaux et étrangers. Nous entendons renforcer les investissements en Russie et dans les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition. Nous allons accélérer la mise en œuvre de projets et soutenir le renforcement des institutions dans les pays d'Asie centrale, du Caucase et de l'Europe du Sud-Est. En Europe centrale et orientale, nous allons poursuivre notre soutien au processus d'accession à l'Union européenne, complémentaire du processus de transition.

La BERD a pour mission de servir les habitants de la région, en s'appuyant sur ses connaissances et son expérience. Notre objectif est de faire plus et mieux. Grâce au soutien de ses actionnaires et au dévouement de son personnel, la Banque est bien placée pour relever les défis de l'année 2002 et dispose de la motivation et de la capacité nécessaires pour être le catalyseur des progrès à venir.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Jean Lemierre', with a stylized, cursive script.

Jean Lemierre
Président

A l'écoute des besoins de la région et de ses habitants

Au moment où les pays d'opérations de la BERD abordent la deuxième décennie de leur transition vers la démocratie et l'économie de marché, la Banque a renforcé ses activités d'investissement pour soutenir cette vaste région (27 pays s'étendant de l'Europe centrale à l'Asie centrale) et ses habitants dans un processus de transition sans précédent.





Vue d'ensemble

En 2001, les investissements annuels de la BERD ont atteint le niveau record de 3,66 milliards d'euros, soit une augmentation de 37 % par rapport à l'année 2000. La BERD a réagi aux nouveaux défis posés par le processus de réforme en développant de nouvelles formes de financement et en investissant dans de nombreux secteurs économiques de ses 27 pays d'opérations. Dans les pays aux premiers stades du processus de transition, la BERD a accru ses investissements de 14 %, les portant à 1,2 milliard d'euros, grâce principalement à une accélération significative des opérations en Asie centrale et en Europe du Sud-Est. En Russie, la croissance des investissements a atteint 42 %, passant de 579 à 822 millions d'euros. Dans les pays plus avancés d'Europe centrale, 1,6 milliard d'euros ont été investis, soit une augmentation de volume de 57 %.

La BERD adapte ses efforts en fonction des besoins spécifiques des différents pays de la région. En 2001, la BERD a lancé un plan d'action pour la République fédérale de Yougoslavie, qui est devenue en début d'année le 27^e pays d'opérations de la Banque. Elle a également maintenu son rôle de premier plan dans le développement

régional du secteur privé dans le cadre du Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est, en contribuant à atténuer certaines des difficultés économiques entraînées par les récents conflits. Dans les pays les plus avancés d'Europe centrale, la BERD a accru ses activités, soutenant le processus d'adhésion à l'UE. Ailleurs, elle a continué à promouvoir les investissements en Russie et en Ukraine, où la croissance est restée solide en 2001, ainsi que dans le Caucase. En fin d'année, la Banque a développé un plan d'action pour l'Asie centrale visant à accélérer les projets d'investissement, tout particulièrement pour les petites entreprises et les infrastructures.

La croissance des activités de la BERD en 2001, y compris un niveau record de décaissements, a eu lieu malgré l'incertitude économique mondiale aggravée par les événements du 11 septembre. Les décaissements bruts ont atteint 2,4 milliards d'euros, soit une augmentation de plus de 60 % par rapport à 2000. Cette tendance a été particulièrement évidente dans l'attribution à la Russie et à l'Asie centrale de financements qui ont dépassé 810 millions d'euros en 2001. Pendant toute l'année, la BERD a mis l'accent sur le développement des opérations afin que le solide élan de 2001 se maintienne. Le nombre de projets en cours s'est considérablement accru, la principale augmentation concernant la Russie et les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition.

En 2001, la croissance des activités de la BERD a été rendue possible par la résistance de la région face au ralentissement de l'économie mondiale. La croissance ne s'est que faiblement infléchie, la région continuant à progresser vers la libéralisation des marchés et les réformes structurelles. D'autres facteurs ont contribué à ces bons résultats : amélioration de la stabilité politique, progrès vers l'adhésion à l'UE, forts niveaux d'échange pour les économies exportatrices d'énergie, processus de paix en Europe du Sud-Est et poursuite du redressement en Russie. En 2001, pour la deuxième année consécutive, presque tous les pays de la région ont connu une croissance économique, qui s'est élevée en moyenne à 4,3 %.

La BERD a intensifié ses échanges avec des organisations non gouvernementales et d'autres groupes sur la question de l'impact environnemental de ses investissements. En particulier, elle a mis l'accent sur la responsabilité de ses clients en insistant sur l'application de la meilleure pratique internationale en matière de consultation du public. La Banque a renforcé son soutien aux projets susceptibles d'améliorer les conditions sociales dans la région, particulièrement en recherchant le soutien d'autres institutions financières internationales spécialisées dans ce domaine.

En 2001, plus des trois-quarts des opérations de la BERD ont été menées avec le secteur privé. Pour promouvoir les réformes, la BERD a intégré dans ses accords de financement des conditions spécifiques visant à améliorer le climat d'investissement et a fermement soutenu le développement de la politique économique en offrant ses conseils aux autorités nationales. La Banque a accompli un effort particulier pour améliorer la qualité de ses opérations en termes d'impact sur le processus de transition.

La BERD applique à ses opérations les principes d'une saine gestion bancaire. Pour structurer ses financements en 2001, la Banque a tenu compte de l'incertitude du climat d'investissement, des limites des autres investisseurs en matière de prises de risques et de l'instabilité des marchés de capitaux. Elle a enregistré un bénéfice après dotation aux provisions de 157,2 millions d'euros, contre 152,8 millions d'euros en 2000. Cette augmentation est principalement due à la hausse du produit net des intérêts, aux importants reversements opérés au titre de projets qui avaient connu des difficultés (en particulier après la crise russe de 1998), à de solides performances de la Trésorerie et à la poursuite de la discipline budgétaire. Au cours de l'année, la Banque a consolidé son retour à des réserves positives, passées de 65,9 millions d'euros fin 2000 à 488,7 millions d'euros fin 2001.

Une stratégie qui va de l'avant

En avril 2001, le Conseil des Gouverneurs de la BERD a approuvé le deuxième *Examen des Ressources en Capital* qui a confirmé que la Banque dispose de ressources suffisantes pour mettre en œuvre les priorités définies dans son document stratégique *Comment faire avancer la transition*. L'*Examen* a constaté qu'après dix années de fonctionnement, la BERD a accompli plusieurs performances :

- > elle est devenue un investisseur majeur dans la région, son portefeuille ayant plus que doublé depuis le précédent *Examen* de 1996 ;
- > elle a eu un impact croissant sur le processus de réforme, contribuant à la mise en place d'un système d'économie de marché ;
- > elle s'est engagée à investir dans tous les pays qui se conforment aux principes démocratiques et sont déterminés à promouvoir l'économie de marché (Article 1 de l'Accord portant création de la BERD) ; et
- > elle est parvenue à un contrôle rigoureux des coûts.

L'*Examen des Ressources en Capital* a confirmé que la BERD devrait disposer d'un capital suffisant pour soutenir un

développement solide et équilibré de son portefeuille. Elle pourra, entre autres, accroître le niveau de ses opérations en Russie et dans les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition et maintenir son niveau d'opérations dans les pays avancés. Le portefeuille de la Banque devrait ainsi dépasser les 17 milliards d'euros en 2005.

Pendant l'année 2001, les priorités institutionnelles définies dans le document *Comment faire avancer la Transition* ont continué à fournir les orientations stratégiques des activités de la BERD.

Développement d'un secteur financier efficace

En 2001 la BERD a renforcé les systèmes financiers de la région, reconnaissant leur rôle essentiel dans le développement de l'économie de marché. Elle a continué à fournir des fonds aux institutions financières et à soutenir le renforcement des institutions et l'amélioration de la gestion des entreprises. Pendant l'année, la Banque a investi 1,1 milliard d'euros dans le secteur financier de 23 pays, soit une augmentation de 40 % par rapport à l'année précédente. En particulier, la BERD a participé à la privatisation et à la recapitalisation de banques. Les nouveaux produits comprennent des mécanismes de garantie (voir page 33), de crédit-bail et d'hypothèque.

Soutien à l'esprit d'entreprise

La BERD encourage l'esprit d'entreprise en soutenant les petites et moyennes entreprises (PME) dans toute la région. En 2001, elle a renforcé ce soutien en investissant dans des banques spécialisées dans les PME, en augmentant le nombre de lignes de crédit aux intermédiaires financiers et en développant ses programmes pour micro et petites entreprises. Les nouveaux engagements de financement des PME ont atteint presque 700 millions d'euros. Dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE, la BERD a renforcé ses opérations via le mécanisme UE/BERD de financement des PME, engageant un total de 223 millions d'euros dans 17 banques (voir page 46). La taille moyenne des sous-prêts a été de 24 000 euros. La Banque a également développé ses programmes de microcrédit, qui ont accordé pendant l'année 70 000 micro et petits prêts pour une valeur de plus de 650 millions d'euros. Le Fonds pour les petites entreprises de Russie a fourni à lui seul un financement de plus de 280 millions d'euros aux micro et petites entreprises. Fin 2001, les programmes de microcrédit de la BERD avaient accordé plus de 150 000 prêts aux entreprises pour une valeur de plus de 1,4 milliard d'euros.



Page de gauche En 2001, la BERD a investi dans le secteur des transports environ 400 millions d'euros, dont 78 millions pour la modernisation des chemins de fer en Europe du Sud-Est.

Ci-contre En 2001, la BERD a consacré 17 % de son financement à des projets industriels.



Protection de l'environnement

De par son mandat, la BERD doit prendre en compte les questions d'environnement dans toutes ses opérations. En 2001, la Banque a fourni plus de 240 millions d'euros de financement pour soutenir des projets présentant des avantages fondamentaux en termes d'environnement dans les secteurs des infrastructures municipales et du rendement énergétique. Beaucoup d'autres projets ont également inclu un volet environnemental, comme les réductions des émissions dans l'atmosphère et le traitement des eaux usées. Dans le secteur de l'énergie, de nouveaux projets ont été développés pour promouvoir les technologies non polluantes, les énergies renouvelables, mais aussi le rendement énergétique et la réduction et le recyclage des déchets. Pour contribuer à relever les considérables défis environnementaux de la région, le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale a été lancé en 2001. Ce partenariat vise à renforcer et à coordonner le financement en Europe du Nord d'importants projets environnementaux à effets transfrontaliers, particulièrement dans le nord-ouest de la Russie (voir page 52).

Grâce à ses investissements, la Banque continue à jouer un rôle important dans la protection de la région contre les risques engendrés par les installations nucléaires. A l'heure actuelle, la BERD gère des projets pour un montant total de 1,5 milliard d'euros, parmi lesquels le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl et la mise hors service des réacteurs nucléaires soviétiques de première génération en Bulgarie, Lituanie, République slovaque et Ukraine (voir page 71).

Objectif : les infrastructures

En réponse aux besoins d'investissement dans les infrastructures qui sont d'environ 35 milliards d'euros par an, la BERD a développé son programme d'investissement, en mettant particulièrement l'accent sur les projets dans les secteurs des infrastructures municipales et environnementales (IME), du rendement énergétique, de l'électricité et des transports. Dans le secteur des IME, la BERD a développé des projets dans les domaines du traitement et de la distribution de l'eau, de la collecte et du traitement des eaux usées, de la gestion des déchets solides, du chauffage et des transports urbains. Dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE, les investissements de la Banque dans le développement des infrastructures soutiennent les efforts de ces pays pour se conformer aux normes de l'UE.

Aide à la restructuration des entreprises

La BERD a continué à s'attaquer au problème des industries vieillissantes et non rentables de la région en participant à la restructuration dans des domaines tels que l'énergie, les chemins de fer et la construction navale. Pendant l'année, la Banque a joué un rôle important dans le processus de restructuration du secteur russe de production d'électricité grâce à un prêt de 50 millions d'euros à RAO UES, qui contrôle et exploite le réseau national (voir page 40). En Roumanie, la Banque a entrepris son premier grand projet de restructuration avec un investissement de 113 millions d'euros pour soutenir l'aciérie Sidex (voir page 47). En Croatie, la Banque a contribué à relancer la restructuration du secteur de la construction navale par son soutien aux chantiers d'Uljanik (voir page 35).

Soutien aux participations privées

En 2001, la BERD a continué à jouer un rôle important dans le processus de transition par ses prises de participation, même si leur volume est tombé à 476 millions d'euros, contre 695 millions en 2000. En désignant des participants aux Conseils d'administration des entreprises concernées, la Banque contribue à en améliorer la gestion et à apporter une valeur

ajoutée à ses investissements. En 2001, une grande partie des prises de participation de la BERD a concerné des banques et des compagnies d'assurance/fonds de pension d'Europe centrale. Ces investissements sont venus compléter des activités importantes dans les secteurs des télécommunications et de l'immobilier. Les investissements dans les fonds de placement sont restés un élément clé des activités de la Banque et plusieurs opérations complémentaires ont été réalisées en faveur de bons gestionnaires de fonds. La BERD a également accru le rythme de ses investissements dans le programme de Fonds régionaux de capital-risque en Russie et en Asie centrale.

Amélioration de la gouvernance dans la région

En contribuant à la création d'un solide cadre réglementaire dans ses pays d'opérations, la BERD encourage une bonne gouvernance et prépare le terrain pour les investissements étrangers. En 2001, la Banque a aidé la Commission fédérale russe du marché boursier à développer un Code de gestion des entreprises adopté en novembre par le Gouvernement russe. Ce code introduit des règles et procédures unifiées qui jetteront les bases d'une politique de l'entreprise et d'une administration des affaires justes et souples. La Banque a également aidé l'Assemblée interparlementaire de la CEI à rédiger une loi type sur les opérations de bourse qui donne

aux douze pays de la CEI une norme unique pour établir des règles nationales pour leurs marchés de capitaux. Par ailleurs, la BERD a aidé les pays d'Europe du Sud-Est et a largement contribué aux mesures visant à améliorer la gouvernance dans ces pays.

Amélioration des conditions de vie

Grâce à la forte croissance économique qu'ont connue en 2001 certains des pays les plus pauvres de la région – notamment l'Albanie, l'Arménie, le Bélarus, le Kirghizistan et la Moldova – on a constaté une amélioration générale des niveaux de vie dans la plupart des pays. Toutefois, les inégalités économiques se sont accrues depuis le début des réformes et le nombre de personnes vivant dans la pauvreté reste élevé, particulièrement dans la CEI et en Europe du Sud-Est. La gestion des conséquences sociales des changements structurels et institutionnels reste l'un des principaux défis du processus de transition. Le secteur privé a un rôle essentiel à jouer dans l'atténuation des conséquences sociales de la transition : création de nouveaux emplois, investissements dans des technologies non polluantes et amélioration des services publics, particulièrement dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures municipales et environnementales.

Conformément à son mandat qui l'appelle à soutenir les activités du secteur privé, la BERD a continué l'an passé à financer des projets qui améliorent les conditions de vie de nombreux habitants de la région. Ces résultats ont été obtenus par des investissements en faveur des PME (soutien à plus de 600 000 emplois dans la seule Fédération de Russie), de la gestion des déchets et de la distribution de l'eau et du rendement énergétique. Dans certains cas, une aide spécifique a été fournie à de grandes entreprises, telles que les chemins de fer polonais, pour les aider à gérer les suppressions d'emplois rendues nécessaires par le processus de restructuration.



Pour soutenir la reprise en Russie, la BERD a largement investi dans des projets liés aux agro-industries, étendant ainsi le choix des produits destinés aux consommateurs russes.

Des actions adaptées aux besoins régionaux

Appui au redressement en Russie

Le volume croissant de ses investissements en Russie témoigne de la volonté de la BERD d'aider ce pays à mettre en valeur les progrès de la réforme. En 2001, la BERD a porté le niveau de ses investissements annuels dans ce pays à 822 millions d'euros, le montant total de ses investissements en Russie atteignant ainsi 4,3 milliards d'euros. Pendant l'exercice, la BERD a cherché à encourager le développement du secteur privé par le biais d'investissements dans le secteur financier, les ressources naturelles, l'agro-industrie, les projets industriels, les infrastructures municipales, les télécommunications et les petites entreprises. La BERD a également poursuivi ses pourparlers avec les pouvoirs publics au sujet de la réforme du secteur bancaire et d'autres secteurs.

Accélération de l'activité en Asie centrale

Au cours de la dernière décennie, la BERD a constitué un portefeuille de plus 1,3 milliard d'euros en Asie centrale, ce qui la place au nombre des plus gros investisseurs dans la région. Par suite du ralentissement de l'économie mondiale, l'intérêt des investisseurs étrangers pour la région a diminué. La région s'est aussi heurtée à des restrictions aux emprunts souverains, à une nouvelle détérioration de la conjoncture et à l'éloignement des marchés mondiaux. Pendant l'exercice, la Banque a dressé un Plan d'action – *Accelerating Activity in Central Asia* (Accélération de l'activité en Asie centrale) – qui porte en priorité sur le développement du secteur privé et la facilitation du commerce étayés par un mécanisme régional de partage des risques. En collaboration avec d'autres institutions et donateurs, ce plan vise à accélérer l'élaboration des projets, à financer le renforcement des institutions, à accroître les prêts aux PME, à encourager le financement du commerce et à moderniser l'infrastructure de la région. Ce plan contribuera aussi à soutenir la région après les événements du 11 septembre.

Renforcement du processus de réforme dans le Caucase

En 2001, la BERD s'est employée à affermir la réforme économique en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie en renforçant le secteur financier de la région, en favorisant le développement du secteur privé par le biais d'une assistance financière aux PME et aux micro-entreprises et en envisageant la possibilité de procéder à des investissements sélectifs dans l'infrastructure. En particulier, la BERD a augmenté son appui au financement des micro, petites et moyennes entreprises.

Transition économique et processus d'adhésion à l'UE

Le processus d'adhésion à l'UE a continué d'offrir à la BERD la possibilité d'accroître ses investissements dans les pays candidats à l'adhésion et de servir les objectifs qui sont communs à son mandat et au processus d'adhésion à l'UE. En 2001, la Banque a encouragé le développement des institutions dans des domaines tels que le droit des sociétés, les règles de la concurrence, les transports, l'énergie et les télécommunications, la réglementation financière et l'agriculture. Le volume des opérations de la BERD est resté conséquent, représentant 54 % de l'ensemble des engagements de la Banque en 2001. La BERD se propose de maintenir un haut niveau d'activité dans ces pays jusqu'à leur adhésion à l'UE et au-delà. Parallèlement, elle continuera de veiller à ce que ses investissements ne se substituent pas à d'autres sources de financement disponibles sur le marché.

Appui continu à l'Europe du Sud-Est

En vertu du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, la BERD a pris la tête du mouvement en faveur du développement de l'activité dans le secteur privé. La Banque s'est intéressée en particulier à l'appui aux PME et au commerce transfrontière en mobilisant une aide notable auprès de donateurs tels que l'Union européenne. En 2001, la BERD a sensiblement développé ses activités dans la région, prenant des engagements à hauteur de 678 millions d'euros dans 46 nouveaux projets dans les pays ci-après : Albanie, Bosnie-Herzégovine,

Bulgarie, ERY de Macédoine, République fédérale de Yougoslavie et Roumanie.

En collaboration avec d'autres institutions, la BERD a participé à des privatisations, à la restructuration de grandes entreprises industrielles et au financement de projets d'infrastructure d'une importance vitale. Ne serait-ce qu'en République fédérale de Yougoslavie, la Banque a investi 232,6 millions d'euros, le plus souvent dans des projets d'infrastructure revêtant un caractère urgent dans les secteurs de l'énergie et des transports et dans des projets faisant appel aux municipalités locales et aux services d'utilité publique.

La Banque a également constitué un fonds de roulement pour aider un certain nombre d'entreprises industrielles yougoslaves à retrouver leur ancien niveau de production et des marchés d'exportation.

Action sur le plan régional

Pour répondre aux besoins de régions particulières, la BERD a intensifié en 2001 l'aspect régional de ses activités. Vers la fin de l'exercice, elle a mis au point un Plan d'action pour l'Asie centrale afin d'accroître son appui aux pays touchés par le récent conflit en Afghanistan. Agissant en partenariat avec d'autres institutions financières internationales et des donateurs, elle a aussi contribué à lancer le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale afin de s'attaquer aux énormes problèmes écologiques que connaît l'Europe septentrionale (voir page 52) et a renforcé sa participation dans les programmes régionaux existants tels que le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est. En Russie, la Banque a élaboré un Plan d'action pour Kaliningrad, qui est un élément central du Partenariat pour l'environnement dont il a été question plus haut, compte tenu des graves problèmes environnementaux de la région (voir page 38).



Consciente du rôle essentiel joué par les institutions financières dans le développement de l'économie de marché, la BERD a investi 1,1 milliard d'euros dans le secteur financier en 2001.

Soutien aux partenariats dans la transition

En obtenant des fonds de cofinancement, la BERD joue un rôle central dans l'accroissement des ressources mises à la disposition des pays où elle opère. Ce cofinancement permet aux pays d'avoir accès aux marchés internationaux de capitaux, encourage les investissements étrangers directs et met en place un partage approprié des risques. En 2001, la Banque s'est vigoureusement employée à tirer parti de sa solide expérience en mobilisant d'autres sources de financement : le total des fonds de cofinancement a ainsi atteint un total de 2,85 milliards d'euros pour l'exercice. Sur ce montant, 2 milliards d'euros émanaient d'institutions commerciales et 844 millions d'euros d'institutions officielles de cofinancement. Pour atteindre ces volumes, la BERD a mis à profit le rétablissement progressif de la confiance des investisseurs et la multiplication des projets en Russie, la vigueur des opérations pétrolières et gazières et son aptitude permanente à intéresser des banques commerciales à des projets à long terme relatifs aux infrastructures municipales.

Les fonds provenant de donateurs occupent une place importante dans l'appui aux opérations de la BERD, ces ressources servant à élaborer et à exécuter des projets et à renforcer les institutions (amélioration de l'environnement juridique par exemple).

La BERD a encore renforcé sa capacité à mobiliser d'autres sources de financement, avec la mise en place en 2001 de cofinancements atteignant 2,85 milliards d'euros.

On a constaté que les projets qui nécessitent le financement de donateurs ont un impact beaucoup plus marqué sur le processus de transition que les projets uniquement financés par la BERD. Dans des domaines tels que les infrastructures municipales et environnementales et le financement des PME, bon nombre des projets de la BERD n'auraient pas été réalisables sans la contribution capitale du financement des donateurs. En 2001, la BERD a lancé une initiative spéciale pour le renforcement des institutions dans le dessein d'utiliser le financement des donateurs pour améliorer le climat de l'investissement et relever le niveau des compétences dans les pays où elle opère.

Collaboration avec d'autres institutions

La BERD s'efforce dans toute la mesure du possible de travailler avec d'autres institutions afin d'accroître l'impact de son financement et d'acquérir d'autres domaines de spécialisation. En 2001, la BERD a collaboré avec d'autres institutions financières internationales au titre de 18 projets qui ont nécessité 489 millions d'euros de cofinancement. En collaborant avec des institutions qui ont une mission sociale, comme par exemple la Banque mondiale et la Banque de développement du Conseil de l'Europe, la BERD peut contribuer à améliorer les conditions sociales par le biais de projets élaborés conjointement. La collaboration avec les institutions financières internationales renforce également l'impact régional de la BERD. En 2001, la Banque a collaboré avec la Banque asiatique de développement pour des projets en Asie centrale et avec la Banque européenne d'investissement pour des projets en Europe centrale. La Société financière internationale demeure un important partenaire social pour la BERD. La Commission européenne a fourni un cofinancement à hauteur de 193 millions d'euros, essentiellement sous forme de subventions pour des projets portant sur les infrastructures municipales et environnementales, l'électricité et l'énergie et les chemins de fer.

Transparence dans les activités de la Banque

La politique de l'information est à la base de la volonté de transparence de la BERD dans ses activités. Dans cette optique, la Banque diffuse une part importante de l'information dont elle dispose sur son site Internet : www.ebrd.com. Tous les projets de politique sectorielle, les stratégies de pays approuvées ainsi que les résumés des rapports financiers et autres documents d'orientation sont publiés, de même que les résumés de projets, avant leur examen par le Conseil d'administration. Pendant l'exercice, deux projets de politique sectorielle, 12 stratégies de pays et 136 résumés de projets ont été diffusés de la sorte. Pour alimenter ce courant croissant d'information, la Banque a renforcé le service chargé de l'actualisation du site web et du contrôle de l'application des orientations choisies. De nouvelles mesures ont été prises en cours d'exercice pour s'assurer que les résumés de projets sont publiés dans les délais prévus par la politique de l'information. Dans le courant de l'été, la BERD a procédé à la première évaluation de la mise en œuvre de la politique de l'information et décidé de la réviser sous peu.

Conformément à un engagement au centre de la politique de l'information qui a été adoptée, la Banque a intensifié ses activités de sensibilisation. C'est ainsi que, pendant tout l'exercice, elle a eu des pourparlers avec les représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) et des milieux d'affaires, par exemple à l'occasion de l'Assemblée annuelle, ainsi que dans les pays où elle opère. Afin d'élargir ce dialogue, la Banque a désigné un fonctionnaire spécialement chargé de la sensibilisation et des relations avec les ONG.

Bonne gestion des affaires publiques

Renforcement de la bonne gestion des institutions

En 2001, la BERD a de nouveau renforcé les mesures prises pour améliorer la bonne gestion des institutions. Depuis les événements du 11 septembre, la BERD a adopté comme principe de bonne gestion bancaire de veiller à ce que ses clients appliquent les normes les plus élevées dans ce secteur. La Banque procède à des contrôles d'intégrité avant d'engager des fonds pour s'assurer qu'aucun client éventuel ne figure sur les listes des personnes soupçonnées de fournir un appui aux activités terroristes qui ont été établies par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Une importance particulière a été accordée aux mesures de lutte contre le blanchiment d'argent qui ont été prises par les entreprises et les institutions financières. A cet égard, le rôle du Responsable de la conformité de la BERD et la collaboration avec le groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux – organe international qui contrôle la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement de terroristes – revêtent désormais un intérêt particulier.

Souci d'efficacité

En 2001, la BERD a poursuivi la mise en œuvre du programme énoncé dans *Moving Transition Forward* (Comment faire avancer la transition), tout en rationalisant le traitement des projets et en relevant le niveau des investissements. La Banque a réussi à améliorer sa productivité en parvenant à un niveau d'opérations record sans accroître ses frais généraux en termes réels. Parallèlement, la BERD s'est employée très activement à améliorer la qualité de ses opérations en augmentant leur impact sur le processus de transition et à relever ses normes en matière de gestion des entreprises.

Sens de l'innovation

La BERD s'efforce d'encourager la souplesse et l'esprit novateur dans toutes ses opérations. En 2001, elle a élargi la gamme des formes de financement pour répondre aux besoins des pays où le processus de transition demeure particulièrement

difficile. Parmi les mécanismes nouveaux ou améliorés figurent le Programme de facilitation du commerce, le mécanisme d'investissement direct et le financement en monnaie locale (voir pages 29 et 42).

Evolution de l'institution

Examen des politiques

En 2001, la BERD a approuvé de nouvelles politiques opérationnelles dans le secteur des transports maritimes et dans le secteur immobilier, qui se sont profondément transformés depuis les premières opérations de la Banque, au début des années 90. Conformément à la politique de l'information qu'elle a adoptée, ces politiques ont été affichées pendant 45 jours sur le site web de la Banque et les observations reçues ont été prises en considération.

Pendant le premier trimestre de 2001, la BERD a mené à bien l'examen annuel de son portefeuille stratégique, qui porte sur l'approche stratégique que la Banque applique à la gestion du portefeuille. Cet examen a comporté un certain nombre d'éléments nouveaux tels que l'analyse élargie de la répartition des risques au sein du portefeuille et l'impact possible des projets de la BERD sur le processus de transition. Cet examen a également porté sur des questions précises de gestion du portefeuille, notamment la gestion des prises de participation, les décaissements et la récupération d'actifs. Les conclusions de cet examen permettront à la BERD de préciser sa gestion du portefeuille dans le cadre de sa stratégie à moyen terme.

Application de l'Article premier

Parmi les institutions financières internationales, le rôle attribué à la BERD est unique en son genre dans la mesure où son mandat, qui consiste à favoriser la transition vers une économie de marché, se double d'une mission politique visant à faciliter l'évolution démocratique. Aux termes de l'Article premier de l'Accord portant création de la BERD, les pays où elle opère sont tenus d'adopter et d'appliquer les principes de la démocratie pluraliste, du pluralisme et de l'économie de marché.

En 2001, dans le cadre de l'examen en cours des opérations et des stratégies de prêt de la BERD, le Conseil d'administration s'est intéressé à la volonté de chaque pays de respecter les obligations qui lui incombent en vertu de l'Article premier.

En 2001, la BERD a élargi ses modes de financement pour répondre aux besoins des pays où le processus de transition reste un défi.

Des préoccupations particulières ont été exprimées au sujet de l'absence de progrès vers la réforme au Bélarus et au Turkménistan. Dans ces deux cas, le Président de la Banque s'est adressé aux autorités en indiquant que la BERD attendait une amélioration de la situation. Dans le cas du Turkménistan, on s'est inquiété de l'application insuffisante des mesures nécessaires pour améliorer le processus politique et économique sur la voie de la démocratie. Au Bélarus, les élections présidentielles en septembre ont été considérées comme ne répondant pas aux normes internationales, ce qui a suscité de graves inquiétudes dont il sera tenu compte dans la prochaine stratégie de la Banque pour le Bélarus.

Ressources humaines

Au fil des ans, un nombre croissant de membres du personnel de la BERD choisissent de faire une longue carrière au sein de l'institution. Afin de maintenir leurs compétences et leur motivation, la Banque s'est attachée pendant l'exercice à accroître les activités de perfectionnement du personnel. Le Département des ressources humaines a été restructuré, un Comité pour le perfectionnement du personnel a été institué pour s'occuper de cette question, un programme de détachements interdépartementaux a été mis sur pied et un certain nombre de postes de direction vacants ont été attribués à des candidats intérieurs. La Banque s'est aussi attachée à améliorer l'équilibre travail/vie de son personnel en créant un Comité de l'équilibre travail/vie. A la fin de décembre 2001, la BERD comptait 913 fonctionnaires permanents au siège, contre 862 en 2000, sous l'effet des efforts réalisés pour pourvoir tous les postes autorisés. Le nombre des agents recrutés localement par les bureaux résidents a atteint un total de 247, contre 238 en 2000. Le rapport homme/femme parmi les administrateurs de la BERD est d'environ 2 : 1. Les efforts se sont poursuivis pour garantir que la nationalité des fonctionnaires de la Banque correspond à son caractère multinational.

Changements dans la direction générale

En 2001, la direction générale de la BERD a connu de profonds changements. En septembre, Charles Frank a pris sa retraite après avoir occupé le poste de Premier Vice-Président de la Banque pendant quatre ans. Le Conseil d'administration de la Banque a rendu hommage aux réalisations de M. Frank et à l'énorme contribution qu'il avait apportée à l'institution. La BERD a nommé au poste de Premier Vice-Président Noreen Doyle, qui était jusque-là Vice-Présidente et Directrice du Service de gestion des risques. En début d'exercice, Hanna Gronkiewicz-Waltz, qui avait précédemment occupé le poste de Gouverneur de la Banque centrale de Pologne, a pris ses fonctions de Vice-Présidente, chargée des ressources humaines et de l'administration. Brigid Janssen a été nommée Directrice des communications.

En fin d'exercice, Steven Kaempfer a été confirmé dans le poste de Vice-Président (Finance). Ayesha Shah est devenu le nouveau Trésorier au début de 2002 à la suite de la démission de Marcus Fedder. Mike Williams a été nommé Directeur du Service de gestion des risques.



Les bureaux résidents de la BERD contribuent à la création de nouvelles opérations et au suivi des projets de la BERD. Basé à Bucarest, le bureau roumain emploie environ 20 personnes.

En accordant 588 millions d'euros de financement aux entreprises de Pologne, la Banque a contribué à renforcer l'économie du pays et à soutenir ses efforts dans la perspective de son adhésion à l'UE.



Défis à venir

La fin de 2001 a marqué la fin d'une décennie pendant laquelle la BERD a joué un rôle décisif dans la mise en place d'une économie de marché et l'amélioration des niveaux de vie dans la région. Pendant la période qui s'ouvre, les fonctions de la Banque seront différentes mais tout aussi difficiles.

Pour pouvoir contribuer à une croissance économique soutenue dans la région, la BERD doit maintenir le niveau élevé de ses engagements dans les pays d'Europe centrale et orientale et intensifier son activité en Russie et dans les autres pays de la CEI. La Banque a constitué une solide réserve de projets destinés à encourager de nouveaux progrès dans la réforme économique, le développement des institutions et la gestion des entreprises, ce qui est indispensable pour attirer des investissements étrangers. En Russie, la réforme du secteur bancaire a été placée parmi les domaines prioritaires, parallèlement à la restructuration et à l'appui aux petites entreprises. La BERD se propose d'aider le gouvernement en procédant à des pourparlers de haut niveau sur le choix des orientations et le renforcement des institutions et en finançant des banques convenablement gérées.

Dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE, qui sont les plus avancés sur la voie de la transition, la BERD a encore beaucoup à faire. En maintenant ses nouvelles

opérations à un niveau notable, la Banque secondera les efforts faits par ces pays en vue de leur adhésion à l'UE, laquelle fait avancer le processus de transition. Pour bon nombre de ces pays, la restructuration demeure une condition préalable à leur entrée à l'UE, tout comme le renforcement des structures et des institutions financières. En aidant ces pays, la Banque collaborera étroitement avec la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement. Ainsi que l'expérience passée de l'élargissement de l'UE l'a démontré, les problèmes liés à l'ajustement structurel et à la transition persisteront pendant plusieurs années.

En 2001, les difficultés auxquelles se heurtent les pays d'Asie centrale sont devenues plus apparentes en raison de la réticence des investisseurs étrangers à prendre des engagements et des capacités d'emprunt limitées de certains gouvernements. Une nouvelle détérioration de la conjoncture, l'éloignement des marchés mondiaux et la persistance des besoins d'investissements d'infrastructure ont créé de nouvelles difficultés. En cherchant à améliorer la stabilité économique et à relever le niveau des investissements dans la région, la BERD accélérera l'exécution des projets, appuiera le renforcement des institutions, augmentera les prêts aux PME, encouragera le financement des échanges et modernisera les infrastructures.

Dans l'Europe du Sud-Est et au Caucase, la BERD se propose d'accroître ses investissements afin de contribuer à maintenir l'élan en faveur du changement. Dans un certain nombre de ces pays, les problèmes sont énormes. Pour la Banque, il ne s'agira pas seulement de contribuer à favoriser le progrès économique et social, mais aussi de mettre en place les institutions indispensables pour assurer ce progrès.

La BERD s'intéressera tout particulièrement aux problèmes fondamentaux que rencontre la région dans son ensemble sur la voie de la transition. La restructuration de grandes industries monolithiques, qui demeure un élément crucial de la transformation économique, peut aussi comporter un lourd coût social. En conséquence, la Banque collaborera avec d'autres institutions afin d'atténuer les difficultés liées à ce processus. La BERD continuera à souligner l'importance d'une collaboration avec les gouvernements et les institutions internationales pour faciliter l'adoption de mesures, réformes agricoles par exemple, de nature à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie.

Tendances du processus de transition

Malgré une brusque détérioration des perspectives économiques dans d'autres régions du monde, la croissance dans la région d'opérations de la BERD s'est maintenue à un taux moyen de 4,3 % en 2001, deuxième année successive de redressement pour presque tous les pays de la région.



- > La croissance s'est appuyée sur les progrès soutenus de la réforme économique résultant principalement des perspectives d'adhésion à l'UE ainsi que du raffermissement de la stabilité politique et de la volonté de réforme en Russie et dans d'autres pays de la CEI.
- > En Europe centrale et orientale, la croissance dépend de plus en plus de l'activité économique au sein de l'UE. La plupart des pays de la CEI sont tributaires des produits de base et lourdement endettés, ce qui les rend vulnérables aux brusques fluctuations des prix des produits de base et à l'instabilité macro-économique qui en résulte.
- > L'activité législative manifeste dans toute la région en 2001 démontre l'importance que les pays accordent en permanence à la mise en place d'un cadre juridique prévisible et de nature à attirer des investissements.

Les événements du 11 septembre n'ont pas eu jusqu'ici, comme certains le craignaient, une incidence majeure sur la région. La conclusion rapide de la campagne militaire en Afghanistan a permis d'éviter une aggravation de l'instabilité politique en Asie centrale et d'importants déplacements de réfugiés vers les pays limitrophes de la partie septentrionale de ce pays. Par ailleurs, il semble que dans la perspective d'un ralentissement en Asie orientale sous l'effet de la position des technologies de l'information, de la crise en Argentine et de secousses boursières répétées en Turquie, l'Europe orientale pourrait bien avoir été considérée comme un lieu sûr parmi les marchés émergents. Cela ressort, par exemple, de la fermeté persistante de la monnaie en République tchèque, du succès de l'émission obligataire libellée en euros par la Bulgarie, de la fermeté du marché boursier en Russie ainsi que de plusieurs prêts syndiqués consentis à des sociétés dans l'ensemble de la région.

La performance économique a toutefois connu d'importantes variations. En conséquence, des difficultés diverses apparaissent dans différents pays en matière d'orientations, au niveau macro-économique comme au niveau structurel. Dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE, l'étroite intégration dans

l'économie de l'Union européenne a, dans la plupart des pays, entraîné un ralentissement sensible de l'expansion des exportations nettes qui n'a pas toujours été compensé par une augmentation de la demande intérieure. En Pologne en particulier, de forts taux d'intérêt en termes réels ont continué de freiner la demande intérieure, ce qui a eu pour effet de faire passer le pays du premier au dernier rang pour ce qui est du taux de croissance enregistré au cours des trois dernières années. Dans d'autres pays, où la demande intérieure a été soutenue, la difficulté consistera maintenant à éviter à nouveau l'apparition d'un déficit extérieur et d'un déficit budgétaire jumelés, qui ont été à l'origine de l'instabilité macro-économique dans le passé.

Dans la Communauté d'Etats indépendants (CEI), la Russie a continué de bénéficier de cours élevés du pétrole jusqu'au quatrième trimestre de 2001. En conséquence, la situation budgétaire s'est assainie, l'excédent de la balance des paiements courants est resté conséquent, quoique décroissant, les revenus réels de la majorité de la population ont à nouveau augmenté. L'appréciation effective du rouble a entraîné un relèvement de la demande d'importations, ce qui a servi les intérêts des voisins de la Russie dans la CEI. La demande de produits importés en Russie a permis à la croissance

en Ukraine d'atteindre le niveau record de 9 % en 2001. L'Arménie, le Bélarus, la Moldova et le Tadjikistan ont de même profité de la croissance en Russie tandis que les producteurs d'électricité de la Caspienne ont connu une nouvelle explosion des investissements dans le secteur de l'énergie.

Etant donné que la situation macro-économique est restée généralement favorable en 2001, les réformes structurelles ont continué de progresser dans la plupart des pays d'opérations. Ces réformes ont généralement porté sur la libéralisation et la privatisation dans les pays aux stades les moins avancés de la transition et sur la réforme des institutions dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE. En 2001, les progrès les plus marqués ont été enregistrés par la République fédérale de Yougoslavie (voir encadré), mais des progrès sensibles ont également été enregistrés dans plusieurs autres pays d'Europe centrale et orientale et dans la CEI. En particulier, la gestion des entreprises en Russie s'est considérablement améliorée au cours de l'année écoulée (voir ci-après).

Progrès de la transition

Depuis 1994, le Bureau des affaires économiques évalue les progrès de la transition dans les pays d'opérations de la BERD. Les évaluations, qui sont publiées chaque année dans le *Transition Report*, sont le résultat d'un jugement de spécialistes sur les derniers changements de politique et l'évolution des réformes structurelles. En 2001, la cote moyenne en matière de transition s'est améliorée dans 21 pays, ce qui traduit une forte progression de la réforme dans l'ensemble de la région.

L'année écoulée a vu une évolution positive de la gestion des entreprises et des pratiques commerciales en Russie, principalement sous l'effet du changement d'attitude des actionnaires dominants et du personnel de direction, qui commencent à se conduire de manière à accroître la valeur des actions plutôt qu'à démanteler les actifs des entreprises et leurs revenus dans leur intérêt



République fédérale de Yougoslavie – dernier en date des pays d'opérations de la BERD

La ferme volonté de la République fédérale de Yougoslavie de rattraper le temps perdu a été l'un des faits les plus encourageants observés en 2001. Avant les transformations politiques d'octobre 2000, l'économie yougoslave était caractérisée par l'application générale de mesures de contrôle des prix, de restrictions aux échanges et à l'accès aux devises, par le volume des arriérés des entreprises et l'insolvabilité du secteur bancaire. Plusieurs tentatives de privatisation timidement lancées pendant les années 90 avaient échoué. Le pays était en fait en faillite après dix ans de conflits et de sanctions internationales et était en défaut de paiement à l'égard de la plupart de ses créanciers, y compris les institutions financières internationales telles que le FMI et la Banque mondiale.

De nouvelles équipes gouvernementales décidées à procéder à des réformes et constituées par une coalition de 18 partis, l'Opposition démocratique de Serbie, ont pris la relève à l'échelon fédéral en octobre 2000 et à l'échelon de la République de Serbie en janvier 2001. Les nouvelles équipes à l'échelon de la Fédération et des Républiques (Serbie et Monténégro) ont témoigné d'une solide volonté de réforme et du désir de rattraper le temps perdu.

La libéralisation des prix a été la première étape sur la voie des réformes. Dès le milieu de l'année 2001, presque tous les prix – mis à part ceux du pain, de la farine et des services d'utilité publique – avaient été libéralisés. Parallèlement à ces mesures la Banque centrale a appliqué une politique stricte de stabilisation. En conséquence, le taux annuel d'inflation, qui dépassait 100 % à la fin de l'année 2000, avait été ramené à environ 40 % à la fin de 2001. Le prix de l'électricité, qui était inférieur à 1 cent EU par kilowattheure à la fin de 2000, a été majoré de 60 % en avril 2001, bien que le taux officiel ne s'applique qu'à un petit nombre de personnes qui ont les moyens de l'assumer. Les prix des services d'utilité publique sont également en passe d'être majorés. En janvier 2001, les autorités fédérales ont aboli les taux de change multiples pour les remplacer par un flottement contrôlé et ont décidé de rendre les comptes courants convertibles. Un programme global de libéralisation du commerce a fait suite à ces mesures pendant la première moitié de 2001. Une nouvelle loi sur la privatisation a été approuvée en juin ; en vertu de cette loi, les investisseurs stratégiques peuvent acquérir des parts majoritaires, ce qui leur permet d'obtenir le contrôle effectif de la société.

Ci-contre Le jardin d'enfants et l'école primaire Happy Kids International de Cluj, en Roumanie, ont pu agrandir leurs installations et augmenter les inscriptions grâce à un prêt de 56 000 euros accordé dans le cadre du Mécanisme UE-BERD de financement des PME. L'école accueille plus de 200 élèves et offre une garde parascolaire à 150 autres.

Page de droite La Pologne est l'un des dix pays d'Europe centrale et orientale à avoir commencé les négociations d'adhésion à l'UE.



Les Etats moins avancés sur la voie de la transition sont en train de réduire l'écart avec les pays mieux placés comme la Hongrie, la Pologne et les autres candidats à l'adhésion à l'UE.

personnel. Cette évolution est également encouragée par le gouvernement par le biais d'une nouvelle législation (nouvelle loi sur les sociétés par actions et code sur la gestion des entreprises) ou d'intervention directe lorsque l'Etat garde un contrôle important. Toutefois, l'amélioration de la gestion des entreprises en Russie est loin d'être achevée et exigera l'attention suivie des décideurs, des institutions internationales et des investisseurs.

L'une des raisons à l'origine du changement d'attitude a été l'évolution des encouragements donnés aux entreprises en faveur d'une optimisation des possibilités à long terme. Les sociétés qui ont renforcé leur appui à la bonne gestion des entreprises et aux bonnes pratiques commerciales ont vu la valeur de leurs actions augmenter sensiblement et ont obtenu des résultats relativement probants sur le marché boursier. Le secteur pétrolier, dans lequel des sociétés telles que Yukos ont procédé à des transformations pour devenir des partenaires commerciaux susceptibles d'attirer des sociétés énergétiques occidentales, fournissent quelques-uns des meilleurs exemples de cette évolution. L'accroissement des investissements étrangers directs en Russie et le ralentissement de la fuite de capitaux témoignent également de ces améliorations récentes. Un appui sans faille des organismes chargés de faire respecter l'ordre public, tels que le pouvoir judiciaire et la

Commission fédérale du marché boursier, sera nécessaire pour que cette tendance puisse persister.

On constate que les pays aux stades les moins avancés de la transition commencent à rattraper en matière de réformes structurelles les pays les plus avancés tels que la Hongrie, la Pologne et les autres pays candidats à l'adhésion à l'UE. Cela a notamment été le cas au Tadjikistan, en Ukraine et dans l'Europe du Sud-Est mais, dans un petit nombre de pays, les progrès demeurent incertains. Le Bélarus et l'Ouzbékistan ont tous deux progressé en 2001 en ce qui concerne la libéralisation de l'accès aux devises. Le Bélarus a unifié ses taux de change en septembre 2000 et a encore libéralisé le marché en juillet 2001 en autorisant les étrangers à participer aux échanges interbancaires. En Ouzbékistan, une certaine libéralisation des pratiques de change est intervenue, bien que l'accès au marché officiel reste soumis à des restrictions. Le Gouvernement ouzbek s'est engagé à procéder à une rapide unification monétaire en 2002. En outre, l'Ouzbékistan a considérablement progressé dans la réforme des infrastructures et a lancé une nouvelle étape de privatisation, ce qui pourrait jeter les bases d'un accroissement des investissements privés à l'avenir. Toutefois, aussi bien au Bélarus qu'en Ouzbékistan, la situation demeure difficile pour les entreprises privées.

Au Turkménistan, la distorsion des taux de change et d'autres mesures interventionnistes ont été maintenues en 2001. En outre, les plans de privatisation semblent en fait avoir été abandonnés, ce qui a valu au Turkménistan un nouveau déclassement dans la notation de la transition par la BERD, le seul déclassement intervenu dans la région en 2001.

Les exemples cités plus haut montrent que les pays de la région évoluent vers l'économie de marché en suivant diverses voies. Les pays candidats à l'adhésion à l'UE sont ceux qui donnent les signes les plus évidents de convergence systématique, de solides résultats ayant notamment été enregistrés dans les pays qui ont rejoint le groupe des candidats à l'adhésion après le sommet d'Helsinki de 1999. La BERD peut jouer un rôle de premier plan en appuyant la réforme structurelle dans les pays aux premiers stades de la transition par le truchement de projets d'assistance technique. La Banque continuera à faire porter ses efforts plus particulièrement sur les secteurs dans lesquels des problèmes de réforme sont particulièrement évidents et où l'engagement du gouvernement conduira probablement à des progrès rapides. En revanche, lorsque cet engagement fait défaut, l'appui de la communauté internationale des donateurs a beaucoup moins de chances d'être efficace.

Evolution économique récente

La conjoncture économique mondiale s'est transformée de manière spectaculaire au cours de l'année écoulée. En 2000, lorsque l'économie mondiale connaissait une croissance rapide et lorsque la confiance des investisseurs était robuste, les pays en transition de l'Europe centrale et orientale et de la CEI ont enregistré le taux de croissance moyenne le plus élevé depuis le début des réformes. Pendant la deuxième moitié de 2000 toutefois, la performance de l'économie mondiale s'est progressivement tassée, ce qui a affecté les pays en transition en raison du ralentissement des exportations. Les attaques terroristes menées contre les Etats-Unis en septembre 2001 ont encore aggravé l'incertitude économique mondiale, même si les indicateurs récents semblent indiquer qu'aussi bien les Etats-Unis que les pays de l'UE sont sortis de la récession depuis le quatrième trimestre de 2001.

Parallèlement au ralentissement de la situation extérieure, la croissance dans la région est retombée à 4,3 % en 2001, contre 5,5 % en 2000. Malgré cela, les pays de la région figurent parmi les pays émergents qui ont obtenu les meilleurs résultats en 2001. De fait, dans 14 des 27 pays de la région, la croissance a été plus forte en 2001 que pendant l'année précédente, surtout dans la CEI. Il n'en reste pas moins que la plupart

Croissance du PIB en termes réels dans les pays d'opérations de la BERD

	2000 (en pourcentage)	2001 (en pourcentage)
Albanie	7,8	7,3
Bosnie-Herzégovine	5,0	5,0
Bulgarie	5,8	4,5
Croatie	3,7	4,4
ERY de Macédoine	5,1	-4,5
Estonie	6,9	4,5
Hongrie	5,2	4,0
Lettonie	6,6	7,0
Lituanie	3,9	5,7
Pologne	4,0	1,1
République fédérale de Yougoslavie	5,0	5,5
République slovaque	2,2	3,0
République tchèque	3,1	3,5
Roumanie	1,6	4,5
Slovénie	4,6	2,8
<i>Europe centrale et orientale et Etats baltes</i> ¹	4,0	2,9
Arménie	6,0	9,6
Azerbaïdjan	11,1	9,2
Bélarus	5,8	4,0
Géorgie	1,9	3,0
Kazakhstan	9,6	13,0
Kirghizistan	5,1	5,3
Moldova	1,9	4,5
Ouzbékistan	4,0	3,0
Russie	8,3	5,2
Tadjikistan	8,3	10,2
Turkménistan	17,6	12,0
Ukraine	5,8	9,0
<i>Communauté d'Etats indépendants</i> ¹	7,9	6,0
Total pour la région	5,5	4,3

Notes :

Les données pour 2000 sont les résultats préliminaires, estimations officielles pour la plupart. Les données pour 2001 correspondent aux projections de la BERD.

¹ Les estimations du PIB en termes réels sont des moyennes pondérées. Les coefficients de pondération utilisés pour les taux de croissance étaient des estimations par la BERD du PIB nominal en dollars décalé d'une année.



En 2001, la BERD a bénéficié des solides performances économiques de la région, de plus en plus d'investisseurs prenant conscience de son immense potentiel.

des pays de la région s'attendent à un ralentissement de la croissance en 2002 du fait que les exportations nettes régresseront probablement encore avant qu'une reprise de l'économie mondiale n'intervienne pendant la deuxième moitié de l'année. Les ralentissements les plus marqués de la croissance ont été enregistrés dans les plus grands pays de la région, à savoir la Pologne et la Russie. A la suite de troubles ethniques, l'ERY de Macédoine a été le seul pays de la région à entrer nettement dans une période de récession au cours de l'année écoulée.

En Pologne, le fléchissement de la demande intérieure a continué de freiner la croissance alors que le ralentissement au sein de l'UE a limité la contribution des exportations nettes. De gros déficits budgétaires ont amené la Banque centrale à relever les taux d'intérêt, qui sont encore parmi les plus élevés en Europe orientale. Cela a eu pour effet de paralyser les investissements et, parallèlement à un chômage croissant, d'infléchir la consommation. Une forte reprise de l'économie polonaise n'est pas attendue avant la deuxième moitié de 2002.

Un resserrement budgétaire s'impose dans un certain nombre d'autres pays d'Europe centrale et orientale si l'on veut éviter des déséquilibres extérieurs de plus en plus marqués au cours des prochains mois. En 2001, le déséquilibre budgétaire a dépassé 3 % du PIB en Croatie, en Hongrie, en République slovaque et en République tchèque. Dans l'Europe du Sud-Est, cela a été le cas dans tous les pays à l'exception de la Bulgarie. Le déficit de la balance des opérations courantes,

qui s'était quelque peu atténué en 2000, a recommencé à augmenter dans la plupart des pays en 2001, faisant apparaître la nécessité de faire preuve de prudence budgétaire. Les exportations à destination de l'UE, qui représentent environ les deux tiers du total des exportations pour la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, resteront sans doute déprimées pendant encore plusieurs mois, même si la situation s'améliore dans la zone euro. Dans ces conditions, il est peu probable que la croissance moyenne en Europe centrale et orientale s'améliorera en 2002.

Il n'en reste pas moins que le processus d'adhésion à l'UE s'est à nouveau avéré être un important facteur de stabilisation, comme en témoignent très clairement les marchés de capitaux et le volume des IED. Le montant net des IED dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE a atteint 18,2 milliards de dollars EU en 2001, c'est-à-dire à un niveau à peine inférieur au niveau de 20,2 milliards de dollars EU enregistré en 2000, ou encore plus de 70 % du total des apports d'IED dans la région. Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts émis par les pays d'Europe centrale et orientale ont continué de s'effriter pendant tout l'exercice malgré une diversification des investissements internationaux aux dépens des pays émergents. Fait encourageant, les IED en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, dans l'ERY de Macédoine et en République fédérale de Yougoslavie semblent aussi amorcer une reprise, après toutefois être tombés à un niveau très bas, pour se situer autour de 800 millions de dollars EU dans l'ensemble de la partie méridionale des Balkans.

Dans la CEI, le léger fléchissement de la croissance qu'a connu la Russie était largement attendu et, en réalité, les résultats obtenus par la Russie ont dépassé la plupart des prévisions. La persistance des cours élevés du pétrole jusqu'au troisième trimestre de 2001 a de toute évidence contribué à cette situation en renforçant la position budgétaire et en assainissant la balance des paiements courants. La demande intérieure, qu'il s'agisse des investissements et de la consommation, demeure le principal facteur de croissance





Page de gauche En 2001, l'économie russe a dépassé la plupart des prévisions, la demande intérieure ayant stimulé la croissance

Ci-contre La Croatie a enregistré une croissance de 4,4 % en 2001.

en Russie. De solides bénéfices ont permis aux entreprises de moderniser leurs équipements et de disposer des fonds de roulement nécessaires pour accroître l'utilisation du capital. Les prêts bancaires ont également progressé d'environ 35 %. De nouveaux relèvements des salaires réels et la réduction des arriérés de salaires ont contribué à accroître la consommation intérieure, dont la progression pourrait avoir atteint 9 %. Un phénomène analogue d'expansion de la demande intérieure s'est produit au Kazakhstan en 2001, provoquée dans ce cas par le relèvement des prix du pétrole. L'expérience de l'Ukraine, où la croissance liée aux effets sur les exportations de l'accroissement de la demande d'importations en Russie, est caractéristique de la plupart des autres pays de la CEI.

S'agissant de 2002, le principal élément d'incertitude dans l'économie russe est lié aux prix du pétrole. Si ces prix tombent au dessous de 16 dollars EU le baril, la croissance pourrait connaître un repli marqué par rapport au niveau actuel. Dans plusieurs autres pays de la CEI, un ralentissement de la croissance est également à prévoir. Les frais de transport à destination des marchés mondiaux demeurent élevés, ce qui rend les pays plus tributaires des marchés régionaux, en particulier pour les exportations d'articles manufacturés. Toutefois, de nombreux obstacles aux échanges, l'instabilité régionale et la distorsion des taux en Ouzbékistan et au Turkménistan ont continué de d'entraver

l'intégration régionale. A cet égard, une solution politique durable aux conflits en Transnistria, dans le sud du Caucase et en Asie centrale demeure la clé des perspectives économiques à long terme de la région.

Par ailleurs, la plupart des pays de la CEI demeurent fortement tributaires des exportations de produits de base. On a observé au cours des quelques dernières années d'énormes fluctuations des prix de certaines exportations vitales, le coton et les métaux ferreux par exemple. C'est ainsi que les prix du coton ont diminué de moitié en 2001. Les IED dans les pays de la CEI demeurent concentrés dans le secteur des produits de base, la prospection pétrolière et gazière en particulier. En Azerbaïdjan et au Kazakhstan, le secteur pétrolier a absorbé 75 % du volume net des IED en 2001, dont le total s'est situé à près de 2 milliards de dollars EU, soit un tiers du total pour la CEI. Les mines d'or absorbent une proportion analogue des IED au Kirghizistan. Dans l'immédiat, le secteur des ressources offre pour la région la meilleure chance d'attirer de gros investissements étrangers mais, pour que cela devienne une prospérité économique durable, la manière dont les recettes publiques ainsi obtenues seront gérées sera d'une importance capitale. L'Azerbaïdjan et le Kazakhstan ont tous deux créé des fonds pétroliers nationaux en 2000-2001, qui feront fonction de fonds "régulateurs" en cas d'effondrement des cours du pétrole à l'avenir.

En 2001, la BERD a profité des bons résultats économiques enregistrés dans la région, un nombre de plus en plus grand d'investisseurs prenant conscience des énormes possibilités qu'elle offre. Dans une conjoncture mondiale moins favorable, l'intérêt que les investisseurs attachent à la région peut temporairement fléchir. En dépit toutefois du ralentissement récent de l'activité économique dans une grande partie de la région, les perspectives à moyen terme demeurent bonnes. Le processus d'adhésion à l'UE continuera d'attirer des investisseurs vers l'Europe centrale et orientale tandis que les réformes qui ont maintenant été entreprises en République fédérale de Yougoslavie devraient améliorer les perspectives pour l'Europe du Sud-Est. Dans la CEI, les perspectives de la Russie restent favorables en raison de la relance de la réforme sous le Président Poutine, même si l'ajustement des entreprises est loin d'être achevé. Il semble toutefois que des améliorations sensibles se soient produites en 2001, même dans ce domaine.

Environnement juridique

L'année 2001, a été marquée par une activité législative intense visant à améliorer la législation commerciale dans tous les pays d'opérations de la BERD. On a observé dans la région une volonté très nette d'améliorer la réglementation applicable aux opérations assorties d'une sûreté. En Azerbaïdjan, le nouveau Code civil mis en œuvre contient des dispositions sur la titrisation. Dans la République tchèque, des amendements au Code civil ont mis en place un nouveau régime pour la mobilisation et l'inscription des nantissements de certains actifs et un registre des garanties devrait devenir pleinement opérationnel dans le courant de 2002. La Moldova a adopté une nouvelle loi sur les nantissements qui servira de base à la création d'un système efficace d'enregistrement tandis que la Hongrie a mis en œuvre les amendements au Code civil promulgués depuis peu qui devraient en préciser les règles existantes et améliorer le régime actuel des opérations garanties.

Toutefois, l'élaboration de nouvelles lois n'est que la première étape de la mise en place d'un régime moderne d'opérations garanties. Il faudra aussi des lois et une réglementation pour sa mise en œuvre, ainsi qu'un registre des nantissements. C'est ainsi par exemple qu'en dépit des nouvelles lois sur les nantissements promulguées en Albanie et en Roumanie au début de l'année 2000, leur mise en œuvre a été retardée d'au moins un an. Ce n'est qu'en 2001 que de nouveaux registres des nantissements sont devenus pleinement opérationnels dans ces deux pays. Dans la pratique, l'effet de la nouvelle législation adoptée en Azerbaïdjan, en Moldova et en République tchèque ne se fera sentir qu'après la mise en place des règles et des systèmes d'application destinés à créer un régime efficace pour l'enregistrement des transactions garanties.

Les efforts se sont poursuivis en 2001 pour codifier les lois civiles et commerciales. En République slovaque, des amendements au Code commercial ont renforcé les droits des actionnaires minoritaires tandis qu'en Estonie, la promulgation d'une nouvelle loi sur les marchés améliore la protection des consommateurs et a permis de procéder à la réforme du Code civil de ce pays. Par ailleurs, on a observé en Russie et en Ukraine une intense activité législative visant à améliorer la réglementation commerciale. En Russie, un nouveau Code foncier et un nouveau chapitre du Code civil sont entrés en vigueur et remplacent les lois de l'époque soviétique. En Ukraine, la promulgation de nouveaux codes civil, commercial et foncier a apporté des changements profonds et attendus depuis longtemps à la législation commerciale, ce qui devrait sensiblement améliorer l'environnement juridique dans ce pays.

Dans l'ensemble de la région, les marchés financiers et le secteur bancaire ont été l'objet d'une intense activité législative.

Une forte activité législative a également été observée sur les marchés financiers et dans le secteur bancaire dans l'ensemble de la région. De nouvelles dispositions législatives sur les titres ont été adoptées en Estonie, en Russie et en Ukraine. Les changements apportés à la législation sur les titres en Estonie se sont accompagnés de la mise en place d'une autorité centrale des services commerciaux qui est chargée de mettre en œuvre et de faire respecter la nouvelle législation. Ces nouvelles lois devront être pleinement mises en œuvre en Russie et en Ukraine pour produire une amélioration des marchés de capitaux et de la gestion des entreprises. Au Kazakhstan et en Ouzbékistan, des modifications importantes ont été apportées à la réglementation des changes afin de libéraliser les marchés de devises et d'encourager les investissements étrangers. La promulgation d'une loi sur

le blanchiment d'argent dans l'ERY de Macédoine et en Russie témoigne des efforts entrepris pour répondre aux normes internationales.

L'activité législative observée dans l'ensemble de la région en 2001 témoigne de l'importance que tous les pays qui la composent accordent à la mise en place d'un cadre juridique prévisible et de nature à attirer des investissements. Les pays d'Europe centrale et les Etats baltes ont à nouveau été les chefs de file alors que le processus d'adhésion à l'UE continue de susciter de gros efforts de réforme juridique. Les changements législatifs doivent toutefois s'accompagner d'efforts destinés à les mettre en œuvre et à les faire respecter si l'on veut améliorer le climat de l'investissement. En 2001, l'enquête de la BERD sur les indicateurs juridiques a permis de constater une amélioration sensible de l'efficacité des lois commerciales et financières dans la plupart des pays d'opérations de la BERD. Malgré ces aspects positifs, il ressort aussi bien des rapports annuels de l'UE sur l'adhésion que des enquêtes juridiques de la BERD que la mise en œuvre de nouvelles lois pose un énorme défi pour tous les pays de la région. C'est la raison pour laquelle l'UE et d'autres donateurs, au nombre desquels figure la BERD, accordent désormais une plus large place à l'efficacité du renforcement juridique des institutions.

L'investissement dans la région

Pour la BERD, 2001 a été une année de succès et de consolidation. Les investissements annuels et les décaissements bruts ont atteint respectivement 3,66 et 2,44 milliards d'euros, les meilleurs résultats à ce jour.



- > La BERD a octroyé des prêts de 1,6 milliard d'euros à l'Europe centrale, ce qui représente le plus haut niveau d'investissements annuels jamais atteint dans la région.
- > La Banque a accru de 42 % ses engagements en Russie, en réponse aux progrès réalisés par le pays sur la voie des réformes et au renouveau d'intérêt manifesté par les investisseurs stratégiques.
- > Un plan d'action pour l'Asie centrale a été lancé afin d'encourager le développement du secteur privé dans la région.
- > La BERD a engagé plus de 230 millions d'euros dans son nouveau pays d'opérations, la République fédérale de Yougoslavie.
- > La qualité du portefeuille de la BERD est restée bonne, la part des actifs douteux ayant diminué.

Progrès de la transition

La BERD classe ses pays d'opérations en fonction de leur état d'avancement vers une économie de marché. La Russie est classée séparément.

> Pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition :

Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, ERY de Macédoine, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldova, Ouzbékistan, République fédérale de Yougoslavie, Roumanie, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine.

> Pays aux stades avancés de la transition :

Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, République slovaque et Slovaquie.

En 2001, le volume annuel des investissements de la BERD a atteint un niveau record dans toutes les sous-régions et dans tous les secteurs d'activité. Conformément à l'examen des ressources en capital que la Banque a approuvé à son Assemblée annuelle de 2001, le volume annuel des opérations a sensiblement progressé dans les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition et en Russie, passant de 1,6 milliard d'euros en 2000 à 2 milliards d'euros en 2001.

Le volume annuel des opérations a également augmenté dans les pays aux stades avancés de la transition, atteignant 1,6 milliard d'euros contre 1 milliard d'euros en 2000. La Banque a maintenu une large présence géographique en signant de nouvelles opérations dans chacun des 27 pays où elle est présente. L'amélioration du climat de l'investissement a été un facteur décisif dans l'accroissement des investissements de la BERD. Les pourparlers avec les autorités de chacun des pays d'opérations de la Banque concernant les mesures prioritaires à cet égard se sont poursuivis en 2001.

Dans les pays aux stades avancés de la transition, la BERD a travaillé en étroite collaboration avec l'Union européenne afin de mettre au point des produits financiers pour aider les petites entreprises et les municipalités. La Banque a financé des projets dans les secteurs industriels à forte intensité de capital (télécommunications, pétrole et électricité, par exemple) et dans l'infrastructure (routes, voies ferrées, eaux usées et secteur immobilier). En Pologne, la BERD a garanti le segment en monnaie locale d'un prêt syndiqué accordé à un grand fournisseur de télécommunications polonais, les banques locales ne disposant pas des capitaux nécessaires pour le faire (voir page 36). Dans les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition, la Banque a sensiblement augmenté ses facilités commerciales et a trouvé de nouveaux moyens de partager les risques avec des investisseurs étrangers à la recherche d'opérations, par exemple en finançant un réseau d'exploitation en concession d'ateliers de services automobiles en Ukraine. La République fédérale de Yougoslavie est devenue membre de la BERD au début de 2001 et la Banque a engagé plus de 230 millions d'euros dans des projets dans ce pays, travaillant



Grâce à un financement fourni par le Fonds pour les petites entreprises de Russie, la compagnie Audience DeLight a transformé son petit magasin de vente d'instruments de musique en une entreprise très compétitive spécialisée dans la fabrication de guitares. En 2002, elle compte ouvrir son troisième atelier et accroître sa production, qui passera de 200 à 2 000 instruments par mois.

en étroite collaboration avec le nouveau gouvernement, notamment en offrant aux entreprises en voie de privatisation contrôlées par les salariés un système novateur de fonds de roulement et en créant une banque de microfinancement.

En Russie, on observe de toute évidence un regain d'intérêt de la part des investisseurs stratégiques ainsi que des signes de redressement et d'expansion parmi les entreprises locales. La BERD a sensiblement augmenté ses engagements pendant l'exercice en apportant un appui à des investisseurs stratégiques tels que General Motors et à de solides entreprises locales telles que Togliattiazot. Elle a également contribué à la restructuration industrielle, de RAO UES par exemple (voir page 40), et aidé des petites entreprises par le biais d'investissement du Fonds régional de capital-risque, du Fonds d'investissement pour les petites entreprises de Russie, de lignes de crédit et du Programme de facilitation du commerce (voir page 42). En fin d'exercice, la Banque a émis son premier financement libellé en roubles pour répondre aux besoins de financement en monnaie locale de ses clients et pour contribuer à un nouveau développement des marchés locaux de capitaux.

L'accroissement du volume des opérations a été réalisé conformément au premier objectif de la BERD, qui est de favoriser la transition vers une économie de marché. En 2001, 74 % des nouveaux projets signés ont été évalués comme étant capables d'avoir un excellent impact sur la transition.

Financements engagés par la BERD, par pays

	Nombre de projets	En millions d'euros	2001	Nombre de projets	En millions d'euros	Total cumulé
			%			%
Tadjikistan	2	21	0,6	6	38	0,2
Albanie	1	19	0,5	14	126	0,6
Arménie ¹	0	<1	<0,1	6	140	0,7
Turkménistan ¹	0	1	<0,1	4	177	0,9
Bélarus ¹	0	7	0,2	6	190	0,9
Kirghizistan	1	5	0,1	13	190	0,9
Bosnie-Herzégovine	4	52	1,4	15	201	1,0
Moldova	1	10	0,3	17	211	1,0
République fédérale de Yougoslavie	7	233	6,4	7	233	1,2
Géorgie	1	12	0,3	15	249	1,2
ERY de Macédoine	1	33	0,9	14	270	1,3
Lettonie	3	43	1,1	24	353	1,7
Estonie	1	15	0,5	37	367	1,8
Azerbaïdjan ¹	0	17	0,5	11	393	1,9
Slovénie	1	52	1,4	23	414	2,0
Lituanie	3	83	2,3	24	437	2,2
Bulgarie	3	60	1,6	34	536	2,7
Ouzbékistan	2	107	2,9	17	690	3,4
Kazakhstan	5	177	4,8	19	797	3,9
République tchèque	3	88	2,4	35	869	4,3
République slovaque	7	345	9,4	32	899	4,4
Croatie	9	281	7,7	36	937	4,6
Ukraine	6	176	4,8	44	1 294	6,4
Hongrie	3	129	3,5	59	1 357	6,7
Roumanie	4	282	7,7	56	2 017	10,0
Pologne	14	588	16,1	110	2 560	12,7
Russie	18	822	22,5	128	4 276	21,1
Total	102	3 656	100	807	20 219	100

Note : Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays. Les totaux du présent tableau peuvent donc différer de la liste donnée aux pages 75 à 84, dans laquelle les projets régionaux sont classés séparément.

¹ Les sous-projets signés en vertu d'accords-cadres sont comptabilisés sous forme fractionnée.

Financements engagés par la BERD, par secteur

	2001			Total cumulé		
	Nombre de projets	En millions d'euros	%	Nombre de projets	En millions d'euros	%
Institutions financières						
Participations dans des banques	6	184	5	80	1 023	5
Prêts aux banques	8	591	16	112	3 031	15
Prises de participation	6	175	5	63	1 220	6
Institutions financières non bancaires	7	93	3	24	236	1
Programmes pour les micro et petites entreprises	6	64	2	19	403	2
Sous-total	33	1 106	30	298	5 912	29
Industrie et commerce						
Agro-industries	12	299	8	86	1 466	7
Ressources naturelles	5	196	5	38	1 633	8
Immobilier, tourisme et transports maritimes	4	148	4	43	831	4
Télécommunications, informatique et médias	8	297	8	53	1 730	9
Sous-total	30	940	26	221	5 660	28
Infrastructure						
Rendement énergétique	3	53	1	12	233	1
Infrastructures municipales et environnnementales	9	188	5	39	1 095	5
Electricité et énergie	4	364	10	41	1 873	9
Transports	8	401	11	68	2 611	13
Sous-total	24	1 006	28	160	5 812	29
Industrie générale						
Industrie générale	16	604	17	128	2 835	14
Total	102	3 656	100	807	20 219	100

Financements engagés par la BERD, par type de mécanisme

	Nombre de projets	En millions d'euros	2001	Nombre de projets	En millions d'euros	Total cumulé
			%			%
Prêts au secteur privé	54	1 910	52	392	10 113	50
Prêts au secteur étatique	21	856	23	161	5 752	28
Participations	23	476	13	245	3 649	18
Garanties	3	413	11	10	705	3
Total	102	3 656	100	807	20 219	100



La BERD offre un soutien solide aux projets industriels dans l'ensemble de ses pays d'opérations.

Suite donnée à la volonté de la BERD d'élaborer de nouveaux instruments

Mécanisme d'investissement direct

Le mécanisme d'investissement direct permet à la BERD de prendre des participations relativement modestes dans des entreprises à haut risque du secteur privé. En 2001, ce mécanisme a approuvé huit investissements dans cinq pays. Il a aussi constitué une réserve de projets en Asie centrale, au Caucase, en Europe du Sud-Est et dans la Russie extrême-orientale. En fin d'exercice, la BERD a doublé le volume des fonds disponibles par le biais de ce mécanisme.

Financement en monnaie locale

Les demandes de financement en monnaie locale ont continué d'augmenter en 2001, en particulier dans les pays aux stades avancés de la transition. Dans le courant de l'exercice, la BERD a augmenté ses possibilités de prêts en monnaie locale, ajoutant le forint hongrois et le rouble russe à la liste des monnaies qui comprenait déjà la couronne tchèque et le zloty polonais.

Amélioration des prêts à terme

Dans le cadre du mécanisme d'amélioration des prêts à terme, les banques peuvent utiliser leurs propres liquidités à court terme pour élargir leurs activités de prêts à terme, la BERD prenant un engagement de financement en cas de réduction sensible des niveaux de liquidité. La Banque internationale de Moscou (IMB) a été la première à bénéficier de ce mécanisme. En 2001, la BERD a envisagé la possibilité d'élargir cette structure à d'autres banques de la région.

La BERD s'efforce de faire preuve de souplesse et d'innovation dans toutes ses opérations. En 2001, elle a élaboré de nouvelles formes de financement pour répondre aux besoins locaux.

En 2001, le ralentissement de l'économie amorcé aux Etats-Unis et dans les pays de l'UE a eu des répercussions sur les pays d'Europe centrale et orientale. En conséquence, le goût du risque des investisseurs financiers s'est effrité face au fléchissement des marchés boursiers et de la cote des obligations d'entreprises. Sa mission étant de promouvoir la transition, la BERD a maintenu ses engagements dans la région et a continué de financer des investissements dans le secteur privé et dans le secteur public.

La Banque a développé sa stratégie de marketing afin de mieux se faire connaître des grandes sociétés d'investissement, tant internationales que locales. La Banque a aussi intensifié son dialogue avec les gouvernements des pays d'opérations pour s'assurer que la stratégie opérationnelle qu'elle applique correspond autant que possible à leurs priorités, en particulier

En 2001, les décaissements de la BERD ont dépassé 2,4 milliards d'euros, le meilleur niveau jamais atteint.

pour ce qui est des investissements d'infrastructure. Les résultats de cette stratégie de développement des opérations se sont traduits par une augmentation conséquente de la réserve de projets dans l'ensemble de la région.

La valeur des projets qui ont été approuvés en tant qu'avant-projets (premier stade du processus d'approbation de la Banque) dans les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition a augmenté de 16 % par rapport à 2000. Dans les pays aux stades avancés de la transition, cette augmentation a été de 19 % et, en Russie, elle a dépassé 100 %.

Afin de faire face au volume croissant des opérations et de mieux répondre à l'attente de ses clients, la Banque a examiné les procédures internes pour déterminer les moyens d'accroître la productivité, d'acquérir plus de souplesse et de faire un usage optimal des ressources dont elle dispose. Ces changements lui ont permis d'accroître sensiblement le volume de ses opérations et de gérer un plus grand portefeuille en n'augmentant que modestement ses ressources. La Banque n'ignore pas qu'en ces temps économiques difficiles, elle doit continuer à faire preuve de vigilance si elle veut rester à l'écoute de ses clients et continuer à faire preuve d'un esprit novateur pour résoudre les problèmes rencontrés.

Au début de 2002, le Département des opérations bancaires a été restructuré. Un nouveau groupe d'affaires dans le secteur de l'énergie a été constitué ; il se subdivise en ressources naturelles, électricité et énergie, et rendement énergétique. Le Groupe du commerce et de l'industrie est devenu le Groupe des industries spécialisées, qui se subdivise désormais en agro-industries, immobilier, tourisme et transports maritimes, et télécommunications, informatique et médias. Un nouveau Groupe d'infrastructure comprend les infrastructures municipales et environnementales et les transports.

Décaissements bruts de la BERD, par pays

	2001 En millions d'euros	Total cumulé En millions d'euros
République fédérale de Yougoslavie	7	7
Tadjikistan	1	14
Albanie	4	56
Bosnie-Herzégovine	17	80
Turkménistan	41	97
Arménie	4	112
Moldova	22	123
Géorgie	35	154
Kirghistan	7	157
Bélarus	3	176
ERY de Macédoine	40	195
Lettonie	52	261
Azerbaïdjan	23	277
Lituanie	17	313
Estonie	11	322
Slovénie	42	381
Kazakhstan	103	436
Ouzbékistan	76	455
Bulgarie	46	458
Croatie	83	548
Ukraine	169	644
République tchèque	78	666
République slovaque	274	772
Hongrie	91	1 085
Roumanie	214	1 530
Pologne	400	1 757
Russie	583	3 036
Total	2 442	14 114

En 2001, la BERD a fourni un financement de 245 millions d'euros pour des projets de télécommunications en Europe centrale et dans les États baltes.





Europe centrale et Etats baltes

En 2001, l'Europe centrale et les Etats baltes ont connu une forte croissance, essentiellement sous l'effet du processus d'adhésion à l'UE, qui a continué d'attirer des investissements étrangers directs (IED). D'énormes progrès ont été enregistrés en matière de libéralisation des marchés et du commerce, de privatisation, de restructuration et de réformes du secteur financier. Le secteur privé fournit désormais une proportion importante du PIB.

En 2001, la BERD a joué un rôle important en Europe centrale et dans les Etats baltes en finançant des investissements à hauteur de 1,6 milliard d'euros, le plus haut niveau d'investissements annuels jamais atteint dans la région. Ne serait-ce qu'en Pologne, la Banque a déjà engagé quelque 2,6 milliards d'euros au cours des dix dernières années pour financer des projets d'une valeur totale de 11,5 milliards d'euros. Ces niveaux de financement témoignent de la souplesse avec laquelle la Banque répond aux besoins des entreprises locales ainsi qu'à ceux des investisseurs étrangers et de

son aptitude à trouver des moyens novateurs d'adapter ses instruments de financement à l'évolution des besoins de la région. Ils montrent également que l'amélioration constante du climat de l'investissement dans cette région continue d'offrir de nouveaux débouchés à la Banque et à ses clients. Parallèlement, la BERD veille toujours à ce que ses investissements ne se substituent pas à d'autres sources de financement commercial.

En fournissant une large gamme de services en Europe centrale et dans les Etats baltes, la BERD s'est fermement placée à la tête du processus de transition, qu'il s'agisse d'attirer des capitaux privés vers le secteur économique des pays qui en ont besoin ou d'appuyer les premières opérations de commanditaires étrangers dans la région. La Banque a fourni un appui vital aux entreprises locales qui tentent de résoudre de difficiles problèmes de restructuration et a joué un rôle décisif en contribuant au développement du secteur financier. La BERD a également entrepris des projets de plus en plus complexes avec les municipalités et les services locaux d'utilité publique, procédant souvent à un dialogue soutenu avec les autorités locales.

Par le biais de ses activités, la Banque a constitué un large portefeuille et a acquis une expérience considérable dans tous les pays d'Europe centrale et dans les Etats baltes. Elle a eu un effet catalyseur dans la mobilisation de fonds de cofinancement auprès de sources privées et publiques. En 2001, la BERD a entrepris une gamme de projets très divers dans l'ensemble de la région. Dans le secteur industriel, par exemple, la Banque a fourni une aide à la fonderie d'aluminium Slovalco dans la République slovaque, participé à la modernisation de l'usine de mise en bouteille Vetropack Straza en Croatie et d'Hermes Softlab en Slovénie, l'un des principaux fabricants indépendants de logiciels dans la région. Le secteur agro-industriel a reçu un appui de la BERD pour le traitement de la viande (Sokolow S.A. et Animex S.A. en Pologne), l'alimentation de détail (Kesko dans les Etats baltes – voir page 33) et une usine de malt (malterie Soufflet en République tchèque). Dans le secteur financier, la Banque a fourni un financement de préprivatisation à Všeobecná Úverová Banka (VÚB) en République slovaque (voir page 33), apporté un appui au secteur des assurances par le biais de Balta en Lettonie et de Winterthur Biztosito en Hongrie. Un mécanisme de financement hypothécaire a été mis à la disposition de Privredna Banka Zagreb, en Croatie.

Le financement des infrastructures municipales a notamment porté sur des projets de transports urbains à Sopot et à Gdansk en Pologne, des projets d'adduction d'eau et de traitement des eaux usées à Kaunas (Lituanie), Rybnik (Pologne) et Zagreb (Croatie – voir page 34). D'autres opérations d'infrastructure ont porté sur la rénovation des voies ferrées en Lituanie, l'achèvement de la construction de l'autoroute Rijeka-Zagreb en Croatie et la production d'électricité (Patnow II en Pologne). Dans le secteur des télécommunications, un financement a été offert à Vivendi Telecom en Hongrie et à des entreprises de téléphones mobiles en République tchèque, en Croatie et en Slovénie.

La BERD fait preuve de souplesse dans ses réponses aux besoins des entreprises locales et met en oeuvre des moyens novateurs pour s'adapter à l'évolution des demandes de la région.

Dans l'ensemble de la région, la BERD a mis en place des lignes de crédit pour les petites et moyennes entreprises (PME), notamment celles installées en dehors des capitales. Un accord novateur de cofinancement de la participation aux risques a été signé avec une grande banque allemande, IKB, pour lui permettre de développer encore ses activités de financement dans la région afin d'aider les petites entreprises.

Au cours de l'exercice, la BERD a approuvé de nouvelles stratégies de pays pour la Hongrie, la Lettonie et la République tchèque. Les plans établis par la BERD pour ces pays prévoient notamment un nouvel appui au développement des entreprises comme moyen d'accroître les apports d'IED, de mener à bien le processus de privatisation, d'intensifier le développement des PME, et enfin d'aider le secteur financier à mettre en place une plus large gamme de produits et de services financiers. La BERD s'attachera plus particulièrement à la restructuration et à la commercialisation des infrastructures, notamment avec la participation du secteur privé, par le biais de structures de financement non garanties par l'Etat. La priorité sera donnée au renforcement de la gestion des entreprises.

Le fabricant croate de bouteilles en verre Vetropack Straza a reçu de la BERD un prêt de 12,5 millions d'euros pour soutenir le développement de son usine de production.





Agro-industries

Kesko

Etats baltes

KESKO

Les consommateurs dans les Etats baltes disposeront d'un plus large choix de marchandises de meilleure qualité et à moindre prix grâce à l'investissement de la BERD dans Kesko, premier groupe finlandais de la distribution disposant de points de vente en Estonie et en Lettonie. La Banque fournit un prêt syndiqué de 61,3 millions d'euros, dont elle finance elle-même 50,4 millions d'euros. Une autre tranche de 6,7 millions revêt la forme de prises de participation. Kesko utilisera ce financement pour poursuivre l'expansion de ses supermarchés et de ses chaînes de quincaillerie en Estonie et en Lettonie.

L'investissement de la BERD permettra de moderniser le commerce de détail dans les pays baltes, dans l'intérêt à la fois des producteurs de marchandises locales et des consommateurs. Par le biais de ce projet, les fournisseurs baltes de produits alimentaires et d'articles de quincaillerie auront accès à un plus large marché. Cela devrait permettre d'améliorer la qualité et de diversifier la production locale pour répondre aux besoins d'un réseau de distribution moderne. Un système de distribution plus efficace débouchera également sur une réduction des prix.

“Kesko a des plans ambitieux pour les marchés de la Baltique, qui ont besoin de solides injections de capitaux. La BERD nous aide à atteindre nos objectifs commerciaux dans ces marchés prometteurs.”

Juhani Jävi, Vice-Président exécutif de Kesko

Prise de participation dans une banque

**Préprivatisation de
Všeobecná Úverová Banka (VÚB)**
République slovaque



La deuxième banque de la République slovaque, Všeobecná Úverová Banka (VÚB), a reçu un nouvel élan avec une prise de participation de la BERD à laquelle a fait suite la privatisation de la banque. L'importance du contrôle de l'Etat dans le secteur bancaire de la République slovaque a considérablement limité ses possibilités de croissance et un certain nombre de banques avaient accumulé un très grand nombre de prêts non productifs. Après qu'une restructuration de grande envergure entreprise en 1999 ait considérablement amélioré son bilan, la VÚB a obtenu des prises de participation de la BERD et de la SFI, ce qui a contribué à améliorer la confiance des investisseurs stratégiques éventuels.

La SFI et la BERD ont chacune acquis 12,5 % des actions de la VÚB, à la suite de quoi l'appel d'offres en vue de sa privatisation a été lancé avec succès. En novembre 2001, la VÚB a finalement été rachetée par la banque italienne IntesaBci, alors que la BERD et la SFI opéraient leur dégagement. La BERD continue toutefois de fournir un appui à la VÚB par le biais d'une ligne de crédit de 20 millions d'euros pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises (PME). Cette ligne de crédit s'inscrit dans le mécanisme EU/BERD de financement des PME (voir page 46) et est destinée à aider la banque slovaque à former ses employés et à améliorer ses systèmes.



Infrastructures municipales

Concession pour le traitement des eaux usées à Zagreb

Croatie

Les 900 000 habitants de Zagreb connaîtront bientôt un environnement plus propre grâce à l'appui que la BERD fournit à la première usine de traitement des eaux usées installée dans cette ville. Actuellement, les eaux usées sont déversées directement dans le fleuve Sava, causant une grave pollution. Un prêt de 55 millions d'euros de la BERD aidera la ville à s'attaquer à ce problème et à satisfaire aux normes environnementales de l'UE.

Ce prêt de la BERD est versé à Zagrebacke Otpadne Vode (ZOV), société privée choisie à l'issue d'un appel d'offres international pour la construction, l'exploitation et l'entretien de l'usine de traitement. La banque allemande Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) a fourni un cofinancement de 115 millions d'euros. En octroyant un prêt directement au concessionnaire, la BERD permet à la ville d'utiliser ses propres capacités de crédit pour d'autres projets importants. À côté de la construction de cette usine, ZOV construira également des infrastructures connexes. L'exécution de l'ensemble du projet devrait prendre six ans.

La ville aura le contrôle de l'entreprise privée par le biais d'un accord de concession de longue durée, qui énonce les normes de rejet auxquelles doivent répondre les eaux usées. Ce projet illustre la manière dont des partenariats publics-privés peuvent avoir d'importants avantages environnementaux et devrait servir de modèle pour d'autres villes croates.



Institutions financières non bancaires

DVI

Projet régional



Le niveau des services de santé en Europe centrale et orientale devrait être amélioré avec l'aide du financement de la BERD. Celle-ci a consenti un prêt de 10 millions d'euros à DVI, société indépendante de financement spécialisée dans l'aide aux fournisseurs de services de santé dans le monde entier en lui louant du matériel médical important, qui sans cela ne serait pas facile à financer. Un prêt additionnel de 20 millions d'euros a été syndiqué à un groupe de banques commerciales. L'idée de ce prêt syndiqué a été avancée par la BERD pour répondre aux besoins de la DVI, qui souhaitait obtenir un financement à plus long terme que celui susceptible d'être assuré par des banques commerciales uniquement.

Ce projet devrait sensiblement améliorer les services de santé dans la région. Étant donné que la plupart des clients de la DVI sont des hôpitaux publics, les patients et le personnel bénéficieront directement d'un matériel médical plus neuf et plus perfectionné (équipement d'imagerie par résonance magnétique, équipement de radiologie et appareils à ultrasons). Ce projet devrait encourager d'autres fournisseurs de leasing à s'intéresser au marché médical et à promouvoir une expansion des services de santé dans l'ensemble de l'Europe centrale et orientale.

“Avec le prêt de la BERD, nous contribuons à améliorer les services médicaux dans la région.”

St John Brown, Président des services financiers de DVI – Europe

Immobilier

Portefeuille Europolis Projet régional

*Europolis
Invest*

La promotion immobilière en Europe centrale et orientale a été stimulée par un investissement de 105 millions d'euros consenti par la BERD à Europolis Invest, l'une des plus grosses sociétés d'investissement dans le secteur immobilier de la région. Ce financement servira à constituer un portefeuille régional d'environ 20 actifs immobiliers, la valeur totale du projet représentant environ 1 milliard d'euros sous le nom d'Europolis. Le financement de la BERD facilitera la diversification d'Europolis, qui ciblera le marché immobilier d'un certain nombre de pays, en particulier la Bulgarie, la Croatie, les Etats baltes, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la République slovaque, la Roumanie et la Slovénie.

Le portefeuille d'Europolis Invest se compose actuellement de six ensembles immobiliers à Budapest, Prague et Varsovie, d'une valeur marchande d'environ 260 millions d'euros. L'investissement de la BERD permettra à Europolis de s'intéresser plus aux opérations de mise en valeur qu'aux achats et à élargir ses activités à d'autres domaines du marché immobilier, par exemple les parcs d'affaires, les entrepôts, les commerces de détail et les équipements de loisir. L'importance donnée aux projets de mise en valeur devrait donner un surcroît d'activité aux entreprises de construction locales et déboucher sur l'acquisition de compétences et la création de nouveaux emplois dans les industries du bâtiment.

“Renforcé par l'investissement stratégique de la BERD, le groupe Europolis élargira ses activités immobilières prospères à de nouveaux marchés.”

Wilfried Stadler, Directeur général de Investkredit Bank AG



Transports maritimes

Chantier naval Uljanik Croatie

ULJANIK

En 2001, la BERD a signé son premier projet dans le secteur de la construction navale en octroyant un financement de 17,1 millions d'euros au chantier naval d'Uljanik, dans la ville portuaire de Pula, en Croatie. Ce chantier comprend deux lignes de production capables de dessiner et de construire des navires pouvant atteindre 80 000 tonnes de port en lourd. Le chantier naval d'Uljanik est considéré comme le chantier sous contrôle d'Etat le mieux géré en Croatie, et il a acquis une solide réputation pour l'exécution de projets de construction navale répondant à de hautes spécifications techniques.

La BERD contribuera au financement à moyen terme du carnet de commandes actuel du chantier naval d'Uljanik en émettant des garanties de refinancement en échange de paiements préalables à la livraison. Ce système de garanties aidera le chantier naval d'Uljanik à restructurer et à commercialiser ses opérations. A plus long terme, ce projet devrait permettre à la Banque de participer plus largement à la restructuration et à la privatisation éventuelle de l'ensemble du secteur de la construction navale en Croatie.

“Avec l'aide de la BERD, Uljanik sera en mesure de se transformer pour devenir un chantier naval moderne et prospère, capable de répondre pleinement aux besoins de ses clients.”

Anton Brajkovic, Premier Vice-Président du groupe Uljanik



Tourisme

Croisières fluviales Viking Hongrie



Les croisières sur le Danube attireront probablement un plus grand nombre de touristes à la suite de l'appui octroyé par la BERD pour faciliter la mise en place d'un service quatre étoiles sur l'un des fleuves les plus touristiques d'Europe. La BERD a octroyé un prêt de 17 millions d'euros à l'entreprise de croisières fluviales Viking pour lui permettre d'acheter trois bateaux de croisière pour parcourir le Danube et la Volga. Environ 10 millions d'euros du financement de la BERD ont servi à acheter un nouveau navire pouvant transporter 150 passagers qui naviguera entre Amsterdam et Budapest, et encore plus à l'est par la suite, lorsque le fleuve sera rouvert à la navigation commerciale. L'équipage sera fourni et administré par Mahart, entreprise hongroise de transports fluviaux placée sous le contrôle de l'Etat.

Avec ces achats, la flotte de la société Viking comptera 28 navires, devenant ainsi le principal opérateur de croisières fluviales en Europe et l'un des cinq plus grands dans le monde. Ce projet contribuera à développer le tourisme en Hongrie, mais augmentera aussi la concurrence sur le marché des croisières fluviales. Par le biais d'accords conclus avec une entreprise locale chargée du recrutement et de l'administration des équipages, ce projet créera des emplois dans le secteur du tourisme. La participation de la BERD est importante car un financement à long terme pour des croisières fluviales n'est pas facile à obtenir auprès des banques commerciales.

Télécommunications

Polska Telefonia Cyfrowa (PTC) Pologne

Le prêt le plus important jamais consenti à un emprunteur polonais a été accordé en 2001 à Polska Telefonia Cyfrowa, principal opérateur de téléphones mobiles du pays. Cette société a reçu un prêt syndiqué de 650 millions d'euros mis en place et garanti par la BERD, Deutsche Bank, Dresdner Bank Luxembourg and Deutsche Bank Polska. Le financement de la BERD a pris la forme d'un engagement de garantie de 150 millions d'euros, une tranche finale de 75 millions d'euros étant versée en zlotys polonais. Ce projet témoigne de la souplesse de la BERD pour fournir un financement à long terme en monnaie locale parallèlement aux banques commerciales. La participation de la BERD a encouragé un certain nombre de banques nationales polonaises et les filiales locales de banques internationales à participer à la syndication de ce prêt.

Ce prêt sera utilisé par PTC pour financer l'expansion de son réseau de téléphones mobiles GSM et développer des réseaux dits de "troisième génération". Ce prêt vise spécialement à permettre à la société de réduire ses risques de change. Ce projet est le premier exemple de financement en monnaie locale consenti par la BERD dans le secteur des télécommunications.





Ci-contre Grâce au soutien fourni par le Fonds de la BERD pour les petites entreprises de Russie, le détaillant en alimentation Meta-M a accru de 25 % sa production de *pelmeni* (boulettes de viande) et ouvert deux nouveaux magasins.

Ci-dessous Fin 2001, la BERD avait investi 140,2 millions d'euros au total dans le secteur russe des transports.

Russie

Le climat de l'investissement en Russie s'est amélioré en 2001 à la suite des nouveaux progrès enregistrés dans la stabilisation politique et économique. Le PIB en termes réels a progressé de 5,2 % et la production industrielle de 4,9 %, malgré une tendance à la baisse en fin d'exercice. La hausse des prix du pétrole et l'amélioration du recouvrement de l'impôt ont contribué à renforcer le budget de la Fédération. Les bons résultats obtenus en matière de budget et de balance des paiements ont permis à la Russie d'assumer à nouveau pleinement ses obligations liées au service de la dette extérieure. La solvabilité de la Russie s'est régulièrement améliorée pendant l'exercice et a amené plusieurs relèvements des cotes de crédit par les agences de notation.

En 2001, la BERD a considérablement accru ses nouvelles opérations en Russie en portant ses engagements annuels à 822 millions d'euros, contre 579 millions d'euros en 2000. En fin d'exercice, les engagements cumulés de la Banque en Russie atteignaient 4,3 milliards d'euros. Plus de 80 % de ce total est allé au secteur privé. Ces engagements comprennent 1,4 milliard d'euros pour les institutions financières, 748 millions d'euros pour des projets dans le secteur des ressources naturelles, 446 millions d'euros dans le

secteur agro-industriel et un investissement de 752 millions d'euros dans des projets industriels et manufacturiers.

L'activité accrue de la BERD en Russie s'explique en partie par les réformes structurelles entreprises dans ce pays, qui ont progressé à un rythme accéléré en raison de la solide politique à la base du programme de réformes du gouvernement. L'amélioration du climat des affaires a été l'un des principaux objectifs des nouvelles mesures de réforme. La Banque a facilité ce processus en contribuant à l'élaboration d'un code de gestion des entreprises qui devrait améliorer les pratiques de gestion des entreprises en Russie et déboucher sur un accroissement des investissements. Ce code a été approuvé par le gouvernement à la fin de 2001 et doit être mis en œuvre dans le courant de 2002. De nouvelles mesures de protection des investisseurs ont été adoptées dans des amendements à la loi sur les sociétés par actions qui, quand ils seront mis en œuvre, réduiront les risques d'abus – dilution des actions et démantèlement des actifs – à l'égard des actionnaires minoritaires.

Pendant l'exercice, la BERD a réussi à intéresser un certain nombre de grands investisseurs stratégiques à la Russie en mettant sur pied et en signant des projets dans des secteurs de haute technicité dans lesquels la Russie a un avantage compétitif,

La BERD a attiré en Russie plusieurs grands investisseurs stratégiques et développé de nombreux modes de financement nouveaux.



comme par exemple les télécommunications mobiles et l'informatique. Dans le secteur de l'électricité, la BERD a joué un rôle décisif dans la restructuration et la commercialisation du monopole énergétique et engagé un dialogue soutenu avec le gouvernement au sujet de la restructuration du secteur bancaire. Des progrès importants ont été enregistrés dans le cadre du programme de la Banque en faveur des PME. Le Fonds de la BERD pour les petites entreprises de Russie a octroyé 280 millions d'euros à 26 000 emprunteurs, le montant des prêts étant compris entre 20 et 340 000 euros. Un appui supplémentaire aux petites entreprises a été fourni par le biais du mécanisme d'investissement direct et des fonds régionaux de capital-risque de la Banque, qui financent des prises de participation et des prêts alimentés par des subventions. La BERD a également mis en place un certain nombre de nouveaux produits, sous forme par exemple de financements en monnaie locale, de récipissés d'entrepôt et de cessions à bail.

Plan d'action pour Kaliningrad

L'élargissement de l'UE aura pour résultat de faire de la région russe de Kaliningrad une enclave au sein de l'Union européenne. Le développement de Kaliningrad est devenu de toute évidence une priorité pour le Gouvernement russe, l'UE et les pays voisins. Le Plan d'action de la BERD pour Kaliningrad est un élément clé du Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale (voir page 52) en raison des graves problèmes environnementaux que connaît la région. Cette région se heurte également à un certain nombre d'autres grandes difficultés : comment créer les conditions propices à la croissance économique et comment attirer des investissements russes et étrangers. La BERD est résolue à accroître ses opérations à Kaliningrad. Elle se propose d'adopter une approche intégrée pour promouvoir le développement et les investissements en tenant compte des initiatives existantes dans la région de la Baltique et de la Dimension septentrionale de l'UE.



Agro-industries

Fabrique Danone de produits laitiers Russie

Une plus large gamme de produits laitiers de haute qualité sera mise à la disposition des consommateurs russes grâce à l'appui apporté par la BERD au secteur laitier du pays. La Banque a fourni un financement de 7,8 millions d'euros à la banque de crédit aux petites entreprises (KMB) qui servira à octroyer des sous-prêts à des exploitations laitières russes.

Le manque de lait frais de bonne qualité est actuellement un obstacle à la fabrication de produits laitiers de haute qualité, produits qui sont très demandés par les consommateurs russes. Avec le financement de la Banque, les éleveurs seront en mesure d'acheter ou de louer un nouveau matériel pour accroître la production et améliorer la qualité du lait. Danone Industria, qui est la filiale russe du Groupe Danone pour les produits laitiers, s'est engagée à acheter le lait produit pour la fabrication de yoghourts. La société Danone fournira également une assistance technique afin de développer les compétences des éleveurs et sera assurée en retour d'avoir un approvisionnement stable en lait de haute qualité en Russie.

Ce projet représente le dernier résultat en date d'une longue collaboration entre la BERD et le Groupe Danone, qui a déjà donné lieu à cinq investissements de la BERD dans des filiales de Danone en Bulgarie, en Pologne, en Roumanie et en Russie.

“Pour entretenir l'expansion rapide de nos activités en Russie, nous avons besoin d'un approvisionnement régulier en lait de haute qualité. Le programme aidera les exploitations laitières russes à améliorer leurs normes de production et à accroître leur rendement.”

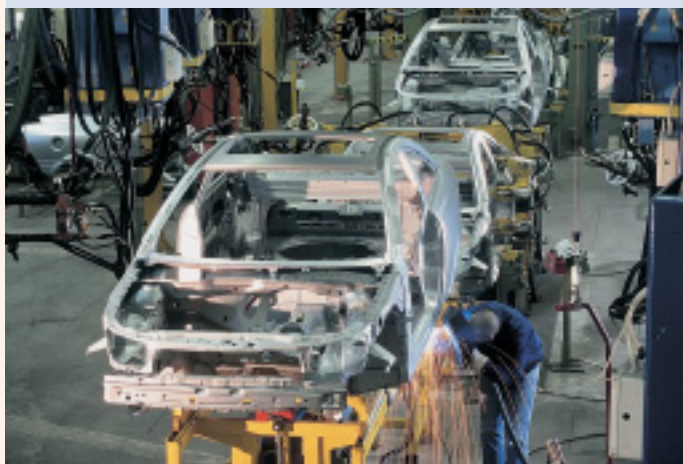
James Dwyer, Directeur général de Danone Industria

Industries manufacturières

Usine d'automobiles GM-Avtovaz à Togliatti Russie

Plus de 1 200 nouveaux emplois devraient être créés par un projet financé par la BERD pour moderniser la production automobile en Russie. La Banque fournit un financement de 153 millions d'euros à une coentreprise de General Motors Corporation (GM) et Avtovaz pour la construction et l'exploitation d'une usine à Togliatti. Le nouveau site de production fabriquera et assemblera chaque année plus de 75 000 véhicules Niva qui seront vendus en Russie sous le nom de "Chevrolet Niva" et exportés par les réseaux internationaux de vente de GM et de VAZ. Le moteur de la nouvelle Niva répondra aux normes de l'UE relatives aux émissions des véhicules et l'usine répondra aux normes environnementales ainsi qu'aux normes de santé et de sécurité de l'UE.

Ce projet représente l'un des plus gros investissements étrangers directs réalisés en Russie depuis la crise financière de 1998. Cette usine utilisera à la fois les technologies occidentales et les procédés de General Motors, qui est actuellement le premier fabricant d'automobiles au monde, et les compétences russes de conception et d'ingénierie dont dispose Avtovaz, principal producteur de véhicules en Russie. Les possibilités qu'offre ce projet se trouvent accrues par le fait que l'un et l'autre partenaire investiront des sommes équivalentes dans cette entreprise. Ce projet contribuera à répondre aux énormes besoins de modernisation du secteur automobile en Russie et présentera des avantages pour les fournisseurs associés à cette entreprise. La construction de l'usine est en bonne voie et la production devrait commencer en septembre 2002.



Infrastructures municipales

Programme d'élimination des déchets toxiques à St Pétersbourg Russie

La ville de St Pétersbourg et la BERD ont joint leurs efforts pour améliorer l'installation d'évacuation des déchets dangereux de Krasny Bor. Ce projet vise essentiellement à stabiliser ce site et à rechercher d'autres méthodes de traitement des déchets. Krasny Bor est le seul dépôt officiel de déchets dangereux dont dispose la ville de St Pétersbourg. Ce site dispose toutefois d'une capacité de stockage de plus en plus limitée et la situation actuelle pose un risque pour la santé publique.

La BERD fournira un financement à hauteur de 6,2 millions d'euros pour un programme d'investissement qui prévoit notamment la construction d'installations pour le traitement des déchets liquides, un réseau d'évacuation et un système de surveillance de l'environnement. En outre, ce projet améliorera les méthodes de gestion des déchets en appliquant le principe de la transparence financière et en fixant des normes pour la participation du public aux décisions qui touchent l'environnement. Grâce à ce projet, St Pétersbourg sera la première municipalité en Russie à utiliser des campagnes de sensibilisation écologique pour mobiliser l'appui de la population en faveur d'une nouvelle législation locale sur l'environnement.

La BERD finance à hauteur de 350 millions d'euros divers projets réalisés à St Pétersbourg. En 2001, la Banque a converti en roubles une tranche de 16 millions de dollars EU de la dette de la ville, réduisant ainsi les risques de change auxquels était exposée la municipalité. Il s'agit du premier prêt de la BERD libellé en roubles et c'est la première fois qu'une institution financière internationale consent un prêt à un emprunteur russe en monnaie locale.

“Le projet de Krasny Bor est un excellent exemple de problème environnemental résolu par le biais de la coopération internationale.”
Vladimir Yakovlev, Gouverneur de la ville de St Pétersbourg



Ressources naturelles

Rosneft-Sakhalinmorneftegaz Russie



Un prêt de 96 millions d'euros de la BERD permettra à Rosneft-Sakhalinmorneftegaz (R-SMNG), grande société pétrolière et gazière russe, de disposer du financement à long terme qu'elle n'a pas été en mesure de trouver ailleurs. Cette société s'occupe de prospection, de production et de commercialisation dans les gisements de pétrole et de gaz situés sur l'île de Sakhaline, en Russie extrême-orientale.

La société R-SMNG est placée sous le contrôle majoritaire de Rosneft, société pétrolière et gazière à intégration verticale qui appartient à l'Etat russe. Le prêt de la BERD viendra appuyer le programme d'investissement de R-SMNG, qui vise à maintenir une production stable et à améliorer la position financière de la société. En particulier, ce financement permettra à cette dernière de poursuivre ses travaux de forage dans le gisement d'Odoptu-More et de mettre en œuvre un Plan de protection de l'environnement qui prévoit une amélioration du matériel et des cours de formation en matière de lutte contre les déversements d'hydrocarbures et de mesures d'urgence. Ce prêt mettra également à la disposition de la société le capital de roulement dont elle a besoin et augmentera ses liquidités en restructurant sa dette à court terme. La BERD a syndiqué 40 millions d'euros de ce prêt à trois banques commerciales.

“Le prêt de la BERD est un élément crucial de la coopération de Rosneft avec la communauté financière internationale et garantit l'accès à des moyens de financement à long terme.”

Anatoly Baranovsky, Directeur financier de Rosneft

Electricité et énergie

Prêt de restructuration à RAO UES Russie

Un prêt de 100 millions d'euros consenti par la BERD à RAO UES (Système énergétique unifié de Russie), premier fournisseur d'électricité du pays, sert à financer une profonde restructuration de l'alimentation électrique en Russie. Ce financement permettra à cette société de mettre en œuvre un plan approuvé par le gouvernement en vue de restructurer le secteur de l'électricité en Russie. Afin de suivre la mise en œuvre du plan de restructuration, la BERD a créé un groupe de travail composé d'investisseurs minoritaires, de la direction de RAO UES et de représentants de services du gouvernement.

La restructuration de RAO UES, qui compte plus de 660 000 employés, est d'une importance cruciale pour l'avenir économique de la Russie. Afin d'améliorer la qualité du système d'alimentation électrique en Russie, de gros investissements sont nécessaires. Parallèlement, l'existence d'un marché de l'électricité plus efficace et plus compétitif représente une condition indispensable pour attirer ce niveau d'investissements.

Dans cette restructuration, une première étape consistera pour RAO UES à mener à bien la réorganisation de son bilan et à utiliser le prêt de la BERD pour réduire les dettes entre les entreprises et à l'intérieur du groupe. Cette société a également besoin de moyens de financement pour améliorer la fiabilité du réseau de transport d'électricité et pour réduire les pertes. Une large portion du prêt de la BERD servira à financer l'amélioration de stations subsidiaires clés dans le réseau de transport. Une petite partie du prêt servira à financer la mise en place d'un mécanisme de crédits pour l'énergie liée au carbone qui sera chargé d'élaborer des projets susceptibles de réduire les émissions de gaz à effet de serre. La moitié du prêt de la BERD a été syndiquée à six banques commerciales.

“La BERD et la communauté internationale des investisseurs ont apporté un appui capital à la réforme de ce secteur clé de l'économie russe.”

Leonid Melamed, Premier Vice-Président de RAO UES





En Asie centrale, la Banque a soutenu les entrepreneurs en offrant de solides financements aux petites entreprises.

Asie centrale

Les cinq pays d'Asie centrale ont continué de connaître une croissance positive en 2001, avec des taux variant entre 13 % au Kazakhstan et 3 % en Ouzbékistan. Le Kazakhstan est l'un des pays de la CEI où les réformes sont les plus avancées, bien que les efforts de réforme se soient ralentis au cours de l'exercice. En Ouzbékistan, d'importantes fluctuations des taux de change ont continué d'affecter le climat de l'investissement malgré les efforts réalisés pour libéraliser le marché des changes. Le Turkménistan s'est encore éloigné de la voie des réformes structurelles. En revanche, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont progressé de manière décisive vers la stabilité macro-économique et des réformes structurelles accélérées. Pour la région dans son ensemble, d'énormes problèmes restent à résoudre.

En 2001, la BERD a signé 10 nouveaux projets en Asie centrale pour un montant total de 309,9 millions d'euros, ce qui représente une progression de 10 % par rapport à l'année précédente. Le Kazakhstan en a été le principal bénéficiaire (176,9 millions d'euros), suivi de près par l'Ouzbékistan (106,9 millions d'euros). Au cours de l'exercice, la BERD a beaucoup contribué à financer le développement du secteur privé, qui joue un rôle décisif dans la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.

La BERD a largement contribué à soutenir le développement du secteur privé, essentiel aux créations d'emploi et à la réduction de la pauvreté.

Par le biais de ses lignes de crédit, la Banque a financé des entreprises privées en mobilisant d'importantes sources de financement au bénéfice des PME et des microentreprises de la région. Ces lignes de crédit ont notamment permis de prêter à de très petits emprunteurs qui n'ont pas accès à d'autres formes de financement. Dans le cadre du Programme pour les petites entreprises du Kazakhstan, plus de 70 % de la totalité des prêts ont été inférieurs à 5 000 dollars EU. La réussite de ce programme a amené d'autres institutions financières internationales à monter des opérations analogues, facilitant ainsi la création de nouveaux emplois. Parallèlement, le financement de la coopération technique par des pays donateurs a permis de créer de solides compétences financières. Parmi les autres projets importants signés pendant l'exercice figurent un projet de chauffage urbain dans le sud-est de l'Ouzbékistan (voir page 42) et un prêt destiné à améliorer le système de télécommunications au Tadjikistan (voir page 43).

En 2001, la BERD a adopté de nouvelles stratégies de pays pour le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Dans tous ces pays, la Banque entend concentrer ses efforts sur le développement du secteur privé, en accordant une plus large place aux petites entreprises, au secteur financier, au développement des IED dans le secteur des ressources naturelles et en intensifiant les efforts destinés à améliorer le climat de l'investissement. Au Turkménistan, la BERD travaille uniquement dans le secteur privé, ce pays ayant pris du retard dans le processus de réforme.

Plan d'action pour l'Asie centrale

En octobre 2001, la BERD a lancé un Plan d'action pour l'Asie centrale afin de promouvoir une plus grande stabilité économique et un relèvement des investissements dans la région. Ce plan vise à accélérer l'exécution des projets, appuyer le renforcement des institutions, développer les prêts aux PME, encourager le financement du commerce et moderniser les infrastructures. Des efforts sont également en cours pour intensifier la collaboration avec les donateurs, l'Union européenne et les institutions multilatérales concernées, en particulier la Banque asiatique de développement.



Créances bancaires

Programme de facilitation du commerce Projet régional

Le Programme de facilitation du commerce de la BERD, qui a connu une année record en 2001, a permis d'imprimer un nouvel élan au commerce d'importation et d'exportation. En garantissant les transactions commerciales, ce programme stimule les échanges internationaux et renforce la capacité de financement du commerce des banques locales. Le volume des opérations du Programme de facilitation du commerce a atteint 346 millions d'euros en 2001. Ce programme comprend désormais 63 banques émettrices dans 21 pays d'opérations et 144 banques confirmatrices dans 50 pays du monde entier. Les deux transactions ci-après illustrent l'impact de ce programme.

L'exportation de blé du Kazakhstan à destination de Madère, qui n'a qu'une expérience limitée des relations d'affaires avec la CEI, bénéficie de l'appui d'une lettre de crédit émise dans le cadre de ce programme. Almaty Merchant Bank était la banque émettrice et Deutsche Bank Frankfurt la banque confirmatrice. Cette dernière a assumé directement 50 % des risques tandis que la BERD a donné sa garantie pour les 50 % restants. Par le biais de cette transaction, le Programme de facilitation du commerce a contribué à créer un nouveau marché d'exportation.

Une importante transaction intrarégionale portant sur la vente de 150 camions par Tatra Koprivnice, en République tchèque, à Surgutneftegas, en Russie, a également reçu un appui du Programme de facilitation du commerce en 2001. Une lettre de crédit a été fournie, la banque émettrice étant IBM Moscou et la banque confirmatrice la Société Générale à Prague. Cette transaction a contribué à la création d'emplois, mais a aussi permis de développer la coopération entre des pays de la région.

Rendement énergétique

Chauffage urbain à Andijan Ouzbékistan

Cet hiver, plus de 300 000 habitants de la ville d'Andijan, dans le sud-est de l'Ouzbékistan, seront en mesure de chauffer leurs logements de manière économique et disposeront d'un approvisionnement régulier en eau chaude à la suite d'un investissement réalisé par la BERD dans le système de chauffage urbain de la ville. La Banque a consenti un prêt de 17 millions d'euros pour financer d'importants travaux de reconstruction.

En raison du manque d'investissements, le système de chauffage d'Andijan était devenu totalement inefficace. Ce projet de la BERD a été mis au point pour répondre à une demande d'assistance financière du gouvernement. Il sera fait appel au secteur privé par le biais d'un opérateur extérieur qui mettra au point, construira et exploitera le réseau ainsi reconstruit. Ce nouveau système produira suffisamment de chaleur et d'eau chaude à longueur d'année tout en consommant moins de combustible. Un meilleur rendement sera aussi obtenu en installant des compteurs pour le chauffage et l'eau. Le système de tarification sera révisé afin que l'entreprise de chauffage puisse rentrer dans ses frais. En même temps, un nouveau système de subventions sera mis en place afin de garantir l'octroi d'une assistance financière aux personnes qui en ont besoin.

Etant donné que les nouvelles chaudières utiliseront des combustibles beaucoup plus propres, les émissions nocives diminueront sensiblement. Le Fonds prototype pour le carbone de la Banque mondiale a accepté d'acheter les "crédits d'émission de carbone" résultant du programme d'investissement. Ce projet est le premier dans lequel aussi bien la BERD que l'Ouzbékistan utilisent le Mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto.





Transports

Projet relatif à l'aéroport d'Atyrau Kazakhstan

Un investissement de la BERD destiné à l'aéroport d'Atyrau permettra de beaucoup améliorer les transports vers une région éloignée mais économiquement importante du Kazakhstan. La Banque a consenti un prêt de 28 millions d'euros pour que la piste d'atterrissage et les systèmes d'éclairage au sol de l'aéroport soient amenés au niveau des normes internationales. Pour atteindre cette région éloignée sur la côte septentrionale de la mer Caspienne, qui est un centre de prospections pétrolières et gazières intensives, la plupart des voyageurs étaient obligés de transiter par Almaty, situé à près de 2 000 km au sud-est. Ce détour de 4 000 km pour les voyageurs occidentaux est à la fois coûteux et inefficace.

Lorsque la première phase du programme d'amélioration de l'aéroport sera achevée, pour un coût estimatif de 34 millions d'euros, les transporteurs occidentaux seront en mesure de créer des vols réguliers directs à Atyrau. L'existence d'un aéroport international contribuera à attirer de nouveaux investissements étrangers vers la région, à créer des emplois et à accroître l'efficacité économique d'ensemble au Kazakhstan. La BERD a utilisé des subventions versées au titre du programme TACIS de l'UE pour les études techniques et économiques initiales. Dans le cadre de ce projet, la BERD a également utilisé des subventions du Fonds de coopération Japon-Europe afin d'aider le Kazakhstan à procéder à la réforme des structures juridiques et réglementaires des transports aériens.

Télécommunications

Tadjiktelecom Tadjikistan

Les appels téléphoniques au Tadjikistan deviendront beaucoup plus faciles par suite d'un investissement de la BERD dans le système de télécommunications du pays. Actuellement, moins de quatre Tadjiks sur 100 ont le téléphone et le système est d'un entretien malaisé. Un prêt de 14 millions d'euros à Tadjiktelecom, l'opérateur national de téléphones à lignes fixes, financera la modernisation du réseau de lignes fixes dans le pays. La Suisse cofinance ce projet moyennant une subvention de 2,2 millions d'euros. Parallèlement, le Japon fournit une assistance technique sous forme de subventions pour développer le cadre juridique et réglementaire dans ce secteur.

Le prêt de la BERD s'appuie sur une garantie souveraine de la République du Tadjikistan et servira à financer des investissements urgents dans une nouvelle infrastructure digitale, l'achat de matériel pour l'application générale d'un système de tarification des appels à la minute, l'installation de nouveaux raccords internationaux et l'amélioration du réseau électrique dans les zones rurales. Ces investissements contribueront à améliorer la qualité des services et en faciliteront l'accès à la fois pour les entreprises et pour l'ensemble de la population. Le programme de développement réglementaire a contribué de manière décisive à la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire moderne.

“Cette opération contribuera à améliorer le climat de l'investissement en finançant un élément central de l'infrastructure du Tadjikistan.”

**Nuriddin Mukhitdinov, Ministre des communications
du Tadjikistan**



Ramada Trading, petite entreprise roumaine de fabrication de costumes de bain créée par Georgeta et Cristache Motoc, a pu assurer son avenir grâce à une aide fournie par le Mécanisme UE-BERD de financement des petites entreprises. Un prêt de 53 000 euros a permis à l'entreprise d'acquiescer son atelier et de développer ses activités.



Europe méridionale et orientale et Caucase

En 2001, la BERD a lancé des opérations en République fédérale de Yougoslavie et a élargi ses activités dans d'autres parties de l'Europe du Sud-Est, en investissant plus de 670 millions d'euros. Dans le Caucase, la BERD a adopté de nouvelles stratégies de pays pour l'Arménie et l'Azerbaïdjan tandis qu'en Ukraine, elle a investi plus de 175 millions d'euros pendant l'exercice. Le développement des activités de la BERD dans cette région répond à un renouveau d'intérêt pour les réformes structurelles et à l'amélioration connexe du climat de l'investissement.

Europe du Sud-Est

L'Europe du Sud-Est a bénéficié d'une recrudescence d'intérêt de la part des investisseurs privés et des donateurs bilatéraux en 2001. Par le biais des activités qu'elle a menées dans la région, la BERD a cherché à encourager encore cette tendance en coopérant étroitement avec d'autres institutions multilatérales et en entreprenant un vaste programme d'investissements. La Banque a contribué à financer la privatisation et la restructuration de grandes entreprises industrielles, la mise en place de très grands projets d'infrastructure et l'appui à un grand nombre de petites entreprises.

En vertu du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, la BERD a continué de jouer un rôle décisif dans la promotion de l'activité du secteur privé dans la région. Elle s'est attachée en particulier à aider les petites et moyennes entreprises et les échanges transfrontières en mobilisant d'importants moyens de financement auprès de donateurs et de l'Union européenne. Avec l'aide d'un mécanisme pour les PME financé par les Etats-Unis, la BERD a entrepris de mettre en place des banques pour les microentreprises en Bulgarie et en Roumanie. Cela permettra d'élargir le réseau des microbanques qui ont déjà été établies en Albanie, en Bosnie-Herzégovine et en République fédérale de Yougoslavie (Kosovo). En 2001, 82 millions d'euros ont été fournis à 11 000 chefs d'entreprise par l'intermédiaire de ces banques.

Avec l'appui du Trésor italien, la BERD a continué d'investir en Albanie et au Kosovo par le biais de ses petits fonds de participation, aidant les entreprises locales à élargir leurs opérations. La Banque a aussi considérablement élargi l'ampleur de son programme de facilitation du commerce en 2001, engageant 72 millions d'euros dans des banques dans l'ensemble de la région à l'appui des opérations d'importation et d'exportation d'entreprises locales.

En 2001, la BERD a développé un plan d'action pour la République fédérale de Yougoslavie, son nouveau pays d'opérations, et a fourni un financement de plus de 230 millions d'euros.

En janvier 2001, la République fédérale de Yougoslavie est devenue le vingt-septième pays d'opérations de la BERD. Un plan d'action a été adopté et, en avril, l'ouverture d'un bureau local a coïncidé avec la signature du premier investissement de la Banque dans le pays, à savoir un prêt et une prise de participation dans la Banque de microfinancement. Afin d'aider le gouvernement à décentraliser les services publics, la BERD a entrepris un programme de prêts aux municipalités locales et aux services publics. Un prêt de 60 millions d'euros a été octroyé à la ville de Belgrade pour lui permettre d'améliorer les services d'adduction d'eau, d'accroître l'efficacité du chauffage urbain et de renouveler les transports urbains (voir page 47). En outre, la Banque a mis en place un capital de roulement spécialement adapté d'un montant de 65 millions d'euros pour aider les entreprises industrielles locales à utiliser pleinement leurs capacités existantes et à regagner les débouchés à l'exportation qu'elles avaient perdus.

Ukraine

En Ukraine, un certain nombre de réformes importantes ont été réalisées en 2001 dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture, notamment la privatisation de six compagnies de distribution d'électricité. La BERD y a participé en fournissant un financement de 58 millions d'euros pour une nouvelle phase de la construction du gazoduc de transit dans les Balkans, qui acheminera du gaz de la Russie à la Turquie en passant par l'Ukraine. Pendant une année d'expansion économique rapide, un projet novateur de 14 millions d'euros a été signé afin de permettre aux concessionnaires ukrainiens de Bosch Service d'aligner leurs installations et leurs compétences existantes sur les normes mondiales dans le secteur des services automobiles. Deux importantes transactions représentant un total de 36 millions d'euros ont été signées avec de grands commanditaires internationaux dans le secteur des boissons et dans celui des céréales.

Avec l'expansion de l'économie, la Banque a ajouté de nouvelles institutions à sa liste d'intermédiaires dans le secteur bancaire, élargi le Programme de facilitation du commerce à l'Ukraine et augmenté les moyens de financement mis à la disposition des banques locales prêtes à consentir des prêts aux PME. Les prêts aux très petites entreprises ont sensiblement augmenté, en partie en raison de la mise en place de la Banque de microfinancement dont la BERD est l'un des principaux actionnaires. En fin d'exercice, le nombre des décaissements mensuels aux micro et petites entreprises avait atteint 978 prêts qui représentaient un total de 8 millions d'euros.

Caucase

Dans le Caucase, la BERD a intensifié sa collaboration avec les gouvernements de la région et d'autres institutions multilatérales afin de faire avancer le processus de réforme. En Azerbaïdjan et en Géorgie, la Banque a continué de s'employer à renforcer le secteur bancaire local et à fournir des moyens de financement aux PME. Les nouvelles stratégies de pays pour l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont confirmé la volonté de la Banque d'accroître son appui aux petites entreprises et de développer l'activité du secteur privé dans le Caucase.



Le fabricant bulgare de cosmétiques Astera A.D. a reçu de la BERD un prêt de 5,6 millions d'euros qui l'aidera à développer de nouveaux produits et à atteindre de nouveaux marchés.



Agro-industries

Programme de reçus de stockage de céréales Projet régional

En 2001, la BERD a élargi son assistance aux agriculteurs en doublant le montant du programme de reçus de stockage de céréales, qui a ainsi été porté à 225 millions d'euros. Au titre de ce programme, les exploitants agricoles peuvent obtenir les fonds dont ils ont grand besoin en utilisant comme garantie des céréales stockées dans des entrepôts agréés.

En 2001, plus de 125 millions d'euros ont été mis à la disposition de huit banques sous forme de lignes de crédit. La BERD a élargi ses opérations en Bulgarie en ajoutant une nouvelle banque participante – Unionbank AD – qui rétrocèdera les fonds fournis par la BERD à de petites et moyennes entreprises en échange de reçus de stockage. Bien que ces crédits soient octroyés à des conditions commerciales, les taux d'intérêt appliqués aux emprunteurs finals sont généralement inférieurs à la normale, eu égard aux risques plus faibles liés à cette forme de financement. Ce programme permet de faire face à l'insuffisance chronique de fonds de roulement, qui constitue un obstacle capital au développement du secteur agro-industriel en Europe centrale et orientale.

La BERD a engagé des pourparlers avec les autorités ukrainiennes en 2001 et a continué de collaborer avec le Ministère roumain de l'agriculture afin d'encourager l'utilisation des reçus de stockage. En 2002, la Banque devrait à nouveau accroître ses prêts dans un plus grand nombre de pays.

Créances bancaires

Mécanisme UE / BERD de financement des PME Projet régional

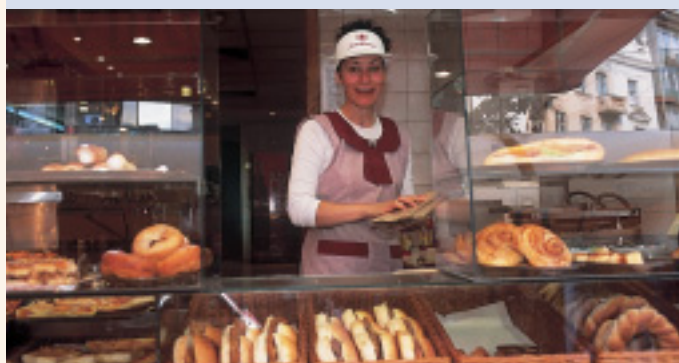
Un nombre toujours plus grand de chefs d'entreprise font appel aux banques qui bénéficient de l'appui du mécanisme UE/BERD de financement des PME pour développer leurs petites entreprises. Un exemple type est celui de M. et Mme Bugescu à Timisoara (Roumanie). En 2001, ce couple a demandé un prêt à la Banque commerciale de Roumanie pour financer l'agrandissement de leur boulangerie familiale. Grâce aux fonds fournis au titre du mécanisme pour les PME, cette banque leur a accordé un prêt de 40 000 euros sur quatre ans pour l'achat de fours et de matériel utilisé en pâtisserie.

Ayant pu obtenir un prêt à long terme à un taux d'intérêt compétitif, le couple a plus que doublé ses ventes, portant la production de 6 000 à 15 000 pains par jour. Les Bugescu ont non seulement élargi leur réseau de distribution, mais ont aussi réduit leurs dépenses d'énergie en passant du diesel au gaz. Sous l'effet de cette expansion, le nombre des employés est passé de deux personnes dans une boulangerie à 36 personnes dans cinq boulangeries. La valeur des ventes annuelles est passée à 325 000 euros et les consommateurs disposent désormais d'un plus grand choix de pain frais de haute qualité.

Le mécanisme UE/BERD de financement des PME fournit aux intermédiaires financiers dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE l'appui financier et technique dont ils ont besoin pour financer des PME. En 2001, la BERD a porté à 425 millions d'euros le montant approuvé pour l'octroi de prêts. En fin d'exercice, la BERD avait ouvert 21 lignes de crédit représentant un montant de 223 millions d'euros au bénéfice de 17 banques dans les dix pays candidats à l'adhésion à l'UE.

“Grâce à l'appui de la BERD et de l'UE, Banca Transilvania sera bien placée pour offrir un financement à long terme à un nombre croissant de chefs d'entreprise.”

Iosif Pop, Président de Banca Transilvania





Industrie générale

Fonds de roulement pour Ispat-Sidex Roumanie

La privatisation de la principale usine sidérurgique de Roumanie, Ispat-Sidex, est aidée par un financement de la BERD à hauteur de 112 millions d'euros. Largement considérée comme un jalon dans la réforme économique de la Roumanie, cette privatisation dont on a beaucoup parlé revêtira une énorme importance pour l'industrie sidérurgique en Europe centrale et orientale, où la restructuration a dans l'ensemble progressé lentement. Le financement de la BERD prend la forme d'un fonds de roulement de 112 millions d'euros octroyés pour un an, dont 67 millions d'euros ont été décaissés en novembre 2001. Ce fonds de roulement contribuera à remplir l'une des conditions fondamentales de l'accord de privatisation conclu entre le gouvernement et LNM, qui contrôle 90 % du capital-actions d'Ispat-Sidex.

Au cours des dix dernières années, Ispat-Sidex a été la plus importante source d'arriérés inter-entreprises. En conséquence, cette société a beaucoup contribué à bloquer le développement de l'économie roumaine et à ralentir le processus de privatisation dans le secteur industriel. Facilitées par le prêt de la Banque sous forme de fonds de roulement, l'injection de liquide dans ses opérations et l'élimination du troc auront un impact important sur les fournisseurs et les clients de l'entreprise.

Infrastructures municipales

Programme de reconstruction de l'infrastructure municipale de Belgrade

République fédérale de Yougoslavie

La vie des habitants de Belgrade s'est améliorée grâce à un prêt de 60 millions d'euros de la BERD destiné à améliorer l'adduction d'eau, les transports publics et le chauffage urbain. Un tiers de ce montant a été octroyé à la Compagnie des eaux de Belgrade pour améliorer la qualité de l'approvisionnement en eau après des années de sous-investissement. Faute de fonds pour assurer l'entretien des conduites principales d'eau et des installations de traitement, la pression est faible et des coupures d'eau interviennent pendant les mois d'été. Le prêt de la BERD servira à financer la construction d'une usine de traitement de l'eau qui permettra d'augmenter de 2 400 litres par seconde la quantité d'eau disponible.

La Compagnie du chauffage de Belgrade utilisera une tranche de 20 millions d'euros de ce prêt pour améliorer le système de distribution et installer des compteurs, ce qui encouragera les usagers à réduire leur consommation. La troisième partie du prêt servira à améliorer les lignes de tramway et à acheter 150 nouveaux autobus pour le réseau de transports publics, que 80 % des habitants de la ville utilisent. Le parc d'autobus est actuellement incapable de répondre à la demande et les retards sont fréquents. La nomination d'une nouvelle équipe de direction sera au centre d'une initiative visant à restructurer la participation du secteur privé dans les services de transports. La qualité de l'air dans la ville sera améliorée étant donné que les nouveaux autobus répondront aux normes de l'UE en matière d'émissions. Ce prêt a été octroyé sans garantie souveraine, laissant ainsi au gouvernement la possibilité d'utiliser ses ressources pour d'autres projets urgents.





Electricité et énergie

Distribution de l'électricité après la privatisation

Moldova



L'efficacité de l'alimentation électrique de la Moldova sera améliorée avec l'aide d'un investissement de 34 millions d'euros effectué par la BERD. La Banque assure le financement de trois compagnies d'électricité récemment privatisées et dont l'actionnaire majoritaire est Union Fenosa (UF), grande société espagnole de services publics. La BERD a consenti un prêt de 28 millions d'euros pour dix ans (qui s'accompagne d'un prêt équivalent de la SFI) et a pris une participation de 6 millions d'euros. La Société UF et la BERD ont structuré ce prêt en convenant d'un arrangement novateur de partage des risques qui permet à la première d'éviter d'avoir à fournir une garantie d'entreprise traditionnelle. Ce prêt permettra aux trois compagnies d'électricité qui assurent l'approvisionnement en électricité de quelque 720 000 usagers de moderniser leurs pratiques commerciales et leurs réseaux de distribution. Cela contribuera à atténuer de graves problèmes de déperdition et de factures non perçues.

Depuis la privatisation, l'UF a amélioré la fiabilité de l'approvisionnement en électricité, les coupures de courant ayant été ramenées de 4 710 heures à 51 heures par an, ce qui devrait permettre d'accroître la production et d'encourager un plus large usage du système. Le programme de réduction des pertes atténuera les pressions exercées sur la balance des paiements de la Moldova, qui importe actuellement plus de 60 % de son électricité.

“La collaboration avec la BERD permettra à Union Fenosa d'achever la modernisation du réseau de distribution d'électricité en Moldova.”

Ignacio Ibarra, Directeur pour l'Europe centrale et orientale, Union Fenosa International

Transports

Projet de remise en état des chemins de fer Bosnie-Herzégovine

Le principal réseau ferré en Bosnie-Herzégovine deviendra plus sûr et plus fiable grâce à un investissement de 21 millions d'euros de la BERD. Ce prêt servira à remettre en état un tronçon de 395 kilomètres de la voie ferrée qui relie la Hongrie et la Croatie à travers une région généralement inaccessible. Les dégâts provoqués par la guerre, les divisions politiques et la perturbation économique ont entraîné une détérioration rapide de l'infrastructure des transports en Bosnie-Herzégovine. Dans le secteur ferroviaire, cela s'est traduit par la lenteur des services, des goulets d'étranglement et des problèmes de sécurité.

Pour y faire face, les sociétés ferroviaires ont demandé à la BERD de financer les travaux prévus dans un plan d'investissement prioritaire. Le financement de la BERD contribuera au redressement économique du secteur ferroviaire et à l'amélioration de l'infrastructure sur un tronçon de voies très important pour le trafic international. Ce financement facilitera la restructuration des emplois et le renforcement de la gestion dans le secteur ferroviaire. En particulier, il permettra de répondre aux exigences d'une nouvelle loi sur les chemins de fer qui a été adoptée en application des directives de l'UE.

Le prêt souverain de la BERD financera l'achat de matériel d'entretien des voies, la remise en état du système de signalisation et un programme de compression de personnel. Un financement parallèle est assuré par la Banque européenne d'investissement. La BERD a également mobilisé des fonds sous forme de subventions du Canada, des Etats-Unis et du Japon en vue de financer des travaux d'infrastructure et d'autres améliorations.

“Avec le prêt de la BERD, nous pouvons commencer à améliorer le fonctionnement du système ferroviaire du pays.”

Faruk Čurčić, Directeur général de la Société nationale des chemins de fer de Bosnie-Herzégovine



Projets signés en 2001

Au 31 décembre 2001

Remarques

Les sous-projets sont indiqués en *italiques gras* et *italiques*.

Les deux lignes qui suivent le nom du projet donnent les indications suivantes :

Secteur • Classement sélectif environnemental • Type de financement

Date de la signature • Financement de la BERD (en millions d'euros)

A la fin de chaque section correspondant à un pays, figure le total du financement de la BERD pour 2001 (en millions d'euros).

Les prêts sont calculés aux taux de change en vigueur au 31 décembre 2001. Les participations sont converties en euros aux taux de change en vigueur lors du décaissement. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments constitutifs.

Classement sélectif environnemental

Les projets sont classés comme suit :

A – il est prévu une étude d'impact complète

B – il est prévu une analyse environnementale

C – il n'est prévu ni étude d'impact ni analyse environnementale

O – il n'est pas prévu d'audit environnemental

1 – il est prévu un audit environnemental

FI – Intermédiaire financier

Albanie

Fonds de participation pour la reconstruction de l'Albanie

Tealb Sh. p.k.

Appui à une installation de traitement et d'emballage de thé et d'épices.

Agro-industries • FI • Prise de participation

Signé le 9 février • Financement de la BERD 0,1

Ajka

Restructuration et modernisation de l'entreprise laitière Ajka.

Agro-industries • B/1 • Prise de participation

Signé le 6 juin • Financement de la BERD 0,5

Dipiu

Aide à un fabricant de rosaires et autres objets religieux en bois.

Industrie générale • FI • Prise de participation

Signé le 13 juin • Financement de la BERD 0,1

Centre commercial de Torre Drin

Investissement dans un centre commercial moderne à Tirana.

Immobilier • B/0 • Prise de participation

Signé le 4 octobre • Financement de la BERD 0,5

Sara

Modernisation des opérations de production et de mise en bouteille du vin au vignoble Sara.

Agro-industries • FI • Prise de participation

Signé le 24 octobre • Financement de la BERD 0,1

Albital Poliuretani

Modernisation et agrandissement de la ligne de production d'Albital Poliuretani.

Industrie générale • FI • Prise de participation

Signé le 6 décembre • Financement de la BERD 0,3

Cimenterie d'Elbasan

Modernisation et agrandissement de la cimenterie d'Elbasan en Albanie centrale.

Industrie générale • B/1 • Prêts

Signé le 24 avril • Financement de la BERD 16,9

Financement de la BERD 18,5

Arménie

Voir Projets régionaux (page 83)

Azerbaïdjan

Mécanisme-cadre de financement multibanques en Azerbaïdjan

Arkobank

Financement des PME et programme de facilitation du commerce.

Prêt aux banques • FI • Prêt

Signé le 14 mars • Financement de la BERD 2,3

Programme régional de facilitation du commerce

Banque internationale d'Azerbaïdjan

Financement de la BERD 13,6

Financement de la BERD 15,8

Bélarus

Programme régional de facilitation du commerce

Priorbank

Financement de la BERD 7,2

Financement de la BERD 7,2

Bosnie-Herzégovine

Augmentation du capital de Micro-Enterprise Bank (MEB)

Prise de participation dans la première banque nationale de Bosnie-Herzégovine.

Financement des petites entreprises • FI • Prise de participation

Signé le 28 février • Financement de la BERD 0,4

Projet de réhabilitation des chemins de fer

Prêt souverain destiné à remettre en état 395 km de la voie ferrée reliant la Bosnie-Herzégovine à la Hongrie et à la Croatie à travers une zone montagneuse dans l'ensemble inaccessible.

Transports • B/0 • Prêt

Signé le 11 juin • Financement de la BERD 21

Projet de reconstruction du réseau électrique

Fourniture et installation d'un nouveau système pour le réseau de distribution d'électricité et investissements à vocation environnementale dans quatre centrales thermiques.

Electricité et énergie • C/1 • Prêt

Signé le 5 décembre • Financement de la BERD 20

Hrvatska Postanska Banka d.d.

Prêt interbancaire dans le cadre du financement des PME

Prêts bancaires • FI • Prêt.

Signé le 20 décembre • Financement de la BERD 2,5

Raiffeisen Bank dd – Ligne de crédit – 2

Ligne de crédit interbancaire pour rétrocession aux PME.

Prêts bancaires • FI • Prêt

Signé le 21 décembre • Financement de la BERD 5

Programme régional de facilitation du commerce

Raiffeisen Bank d.d.BiH (anciennement Market)

Financement de la BERD 0,9

Zagrebacka Banka (anciennement Hrvatska)

Financement de la BERD 0,6

UPI Banka d.d.

Financement de la BERD 0,1

Universal Banka d.d.

Financement de la BERD 0,9

Financement de la BERD 51,5

Bulgarie**Mécanisme d'investissement direct**

Babylon

Investissement direct dans une société de distribution de produits pharmaceutiques.

Industrie générale • FI • Prise de participation

Signé le 19 janvier • Financement de la BERD 1

Balkanpharma

Modernisation de trois sites de production du premier fabricant bulgare de produits pharmaceutiques.

Industries générales • B/1 • Prêt

Signé le 23 mai • Financement de la BERD 13,5

Projet (restructuré) d'investissement Astera

Prêt destiné à aider un fabricant de produits de beauté à créer de nouveaux produits et à trouver de nouveaux débouchés.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 27 juin • Financement de la BERD 5,6

Programme bulgare de reçus de stockage de céréales

Unionbank

Financement d'un programme de reçus de stockage de céréales en Bulgarie.

Prêts bancaires • FI • Prêt

Signé le 11 juillet • Financement de la BERD 1,5

Mécanisme bulgare de prêts aux PME

Hebros Bank

Appui financier aux micro et petites entreprises.

Prêts bancaires • FI • Prêt

Signé le 24 septembre • Financement de la BERD 6

ProCredit Bank (anciennement Microfinance Bank Bulgaria)

Mise en place d'une institution spécialisée dans le microfinancement.

Financement des petites entreprises • FI • Prêt

Signé le 19 décembre • Financement de la BERD 6,2

Programme régional de facilitation du commerce

United Bulgarian Bank

Financement de la BERD 1,1

Unionbank

Financement de la BERD 0,8

Financement de la BERD 35,8

Croatie**Mécanisme de cofinancement CEDB**

Ligne de crédit de la Banque croate pour la reconstruction et le développement (HBOR) pour le financement des PME. Cofinancement par la BERD et la Banque de développement du Conseil de l'Europe.

Prêts bancaires • FI • Prêt

Signé le 20 mars • Financement de la BERD 12

INA: Reconstruction écologique de la raffinerie de Rijeka

Modernisation de la raffinerie de Rijeka afin d'améliorer la qualité des produits de l'INA et les normes écologiques.

Ressources naturelles • B/1 • Prêt

Signé le 10 mai • Financement de la BERD 36

Hypo Banka Croatia

Prise de participation pour redresser Slavenska Banka et porter à 60 % la participation de Hypo Banka.

Participations dans des banques • FI • Prise de participation

Signé le 27 juin • Financement de la BERD 0,4

VIP-Net II

Prorogation d'un prêt existant à VIP-Net pour permettre à cette société de télécommunications de mettre en place un réseau national et accroître sa part du marché.

Télécommunications • B/0 • Prêt

Signé le 9 juillet • Financement de la BERD 10

GlobalNet

Investissement pour aider GlobalNet à créer une clientèle dans le milieu d'affaires.

Télécommunications • B/0 • Prise de participation

Signé le 18 juillet • Financement de la BERD 1,8

UNIQA Versicherungen AG : Uniqa Osiguranje

Sous-investissement dans le cadre d'UNIQA.

Finance • FI • Prise de participation

Signé le 20 juillet • Financement de la BERD 0,5

Fonds de pension Erste

Prise de participation minoritaire dans la société de gestion d'un fonds de retraite obligatoire.

Finance • FI • Prise de participation

Signé le 11 septembre • Financement de la BERD 2,6

Vetropack

Rénovation et agrandissement de la fabrique de verre Vetropack

Agro-industries • B/1 • Prêt

Signé le 27 septembre • Financement de la BERD 12,5

Autocesta Rijeka-Zagreb (ARZ)

Construction d'un tronçon de 22 kilomètres d'autoroute entre Vrbovsko et Vukova Gorica.

Transports • A/0 • Prêt

Signé le 22 octobre • Financement de la BERD 90

Privredna Banka Zagreb – Mécanisme de financement hypothécaire

Prêt spécialisé de financement hypothécaire.

Prêts bancaires • FI • Prêt

Signé le 8 novembre • Financement de la BERD 40

Installation CET de traitement des eaux usées de Zagreb

Conception, construction, exploitation et entretien de la première installation de traitement des eaux usées pour la ville de Zagreb. Ce projet comporte également la construction de l'infrastructure d'appui.

Infrastructures • A/0 • Prêt

Signé le 14 décembre • Financement de la BERD 55,2

Chantier naval d'Uljanik

Octroi de garanties de remboursement afin de faciliter le financement à moyen terme des commandes actuelles du chantier naval d'Uljanik ainsi que la restructuration et la privatisation à long terme.

Transports maritimes • C/1 • Prêt

Signé le 19 décembre • Financement de la BERD 17,1

Financement de la BERD 278,1

ERY de Macédoine

Projet d'oléoduc Thessalonique-Skopje

Construction d'un oléoduc entre les installations d'Hellenic Petroleum à Thessalonique et la raffinerie Okta à Skopje, capable d'acheminer 2,5 millions de tonnes de pétrole brut par an.

Ressources naturelles • A/O • Prêt

Signé le 2 janvier • Financement de la BERD 28,2

Programme régional de facilitation du commerce

Komercijalna Banka

Financement de la BERD 3,6

Tutunska Banka QD Skopje

Financement de la BERD 0,4

Banque d'exportation et de crédit (ECB)

Financement de la BERD 0,1

Financement de la BERD 32,3

Estonie

Fiesta

Sous-projet de Kesko (voir page 84).

Développement en Estonie des activités de ce détaillant en alimentation par l'achat et la remise en état de commerces et le financement de la vente.

Agro-industries • B/O • Prêt

Signé le 20 décembre • Financement de la BERD 12,1

Financement de la BERD 12,1

Géorgie

Banque de microfinancement de Géorgie (MBG)

Appui à l'élargissement du portefeuille et au développement accéléré des filiales régionales de MBG.

Financement des petites entreprises • FI • Prêt

Signé le 17 juillet • Financement de la BERD 0,4

Banque de microfinancement de Géorgie (MBG) – Augmentation du capital

Nouveau prêt pour permettre à la banque MBG de développer ses opérations de prêt aux micro et petites entreprises.

Financement des petites entreprises • FI • Prêt

Signé le 11 octobre • Financement de la BERD 6,8

Programme régional de facilitation du commerce

Bank of Georgia

Financement de la BERD 2,7

TBC Bank

Financement de la BERD 0,5

United Georgian Bank (UGB)

Financement de la BERD 0,6

Financement de la BERD 11

Hongrie

Winterthur Biztosito

Augmentation du capital d'une compagnie d'assurance hongroise.

Finance • FI • Prise de participation

Signé le 17 mai • Financement de la BERD 3,3

Vivendi Telecom Hongrie (VTH)

Octroi d'un prêt syndiqué senior à moyen terme à VTH – deuxième fournisseur de services de télécommunication à lignes fixes en Hongrie.

Télécommunications • B/O • Prêt

Signé le 24 août • Financement de la BERD 75

Tecnicredito Hongrie

Octroi d'un prêt syndiqué à Tecnicredito Hongrie, société de crédit à la consommation spécialisée dans le financement d'achats d'automobiles.

Finance • FI • Prêt

Signé le 3 décembre • Financement de la BERD 10

Volksbank – Mécanisme pour les PME

Mécanisme de financement des PME de Volksbank, avec l'appui de la BERD et de l'Union européenne

Prêts bancaires • FI • Prêt

Signé le 12 décembre • Financement de la BERD 10,2

Financement de la BERD 98,5

Kazakhstan

Fonds de postprivatisation : Fonds Eagle Kazakhstan

Romat

Appui à une société pharmaceutique.

Fonds de participation • FI • Prise de participation

Signé le 1er juillet • Financement de la BERD 3

Ak-Nar

Investissement dans une brasserie locale.

Fonds de participation • FI • Prise de participation

Signé le 4 novembre • Financement de la BERD 4

Actions de priorité à dividende cumulatif

Bank Turan Alum (BTA)

Elargissement de la gamme de produits offerts par BTA et développement de ses opérations de prêt.

Participation dans des banques • FI • Prise de participation

Signé le 24 octobre • Financement de la BERD 5,6

Mécanisme kazakh de crédit-bail

Appui à un mécanisme de crédit-bail par l'intermédiaire d'une société locale.

Finance • FI • Prêt

Signé le 15 novembre • Financement de la BERD 5,6

Efes – Kazakhstan

Financement d'une brasserie Efes au Kazakhstan.

Agro-industries • B/O • Prêt

Signé le 5 décembre • Financement de la BERD 10,7

Projet relatif à l'aéroport d'Atyrau

Rénovation des installations aériennes à l'aéroport Atyrau et placements connexes destinés à améliorer le fonctionnement de l'aéroport et les opérations de transport aérien.

Transports • B/O • Prêt

Signé le 15 décembre • Financement de la BERD 28,2

Projet de développement de l'infrastructure municipale à Atyrau

Amélioration du système d'égouts dans la ville d'Atyrau.

Infrastructures • B/O • Prêt

Signé le 16 décembre • Financement de la BERD 13,6

Programme Kazakh de prêt en échange de reçus de stockage

Financement de PME agro-industrielles locales qui utilisent des produits de base, en général sous forme de reçus de stockage utilisé comme garantie.

Halyk Savings Bank

Financement de la BERD 5,6

Kazkommertsbank

Financement de la BERD 11,3

Almaty Merchant Bank

Financement de la BERD 2,8

Bank Turan Alem

Financement de la BERD 11,3

Programme régional de facilitation du commerce*Halyk Savings Bank*

Financement de la BERD 2,6

Bank Turan Alem

Financement de la BERD 9,5

Almaty Merchant Bank

Financement de la BERD 2,7

Kazkommertsbank

Financement de la BERD 0,8

Kazkommertsbank Pre-export Finance Facility

Financement de la BERD 38,6

Halyk Savings Bank Pre-export Finance Facility

Financement de la BERD 20

Financement de la BERD 176,2

Kirghizistan**Banque d'investissement et de crédit du Kirghizistan (KICB)**

Investissement dans la banque KICB, nouvelle banque commerciale spécialisée dans les prêts commerciaux et les prêts à terme pour des projets, le financement du commerce, les fonds de roulement à court terme et les dépôts des sociétés.

Participation dans les banques • FI • Prise de Participation

Signé le 4 mai • Financement de la BERD 1,6

Mécanisme d'investissement direct*BDC-Vytas*

Développement du réseau de cabinet dentaire.

Industrie générale • FI • Prise de participation

Signé le 11 mai • Financement de la BERD 0,7

Kalipso

Construction d'un centre aquatique de loisirs.

Industrie générale • FI • Prise de participation

Signé le 19 mai • Financement de la BERD 0,6

Remise en état de la centrale hydro-électrique Issyk-Ata

Remise en état et amélioration d'une centrale hydro-électrique.

Electricité et énergie • A/O • Prise de participation

Signé le 30 mai • Financement de la BERD 0,4

Besser Kyrgyzstan

Développement d'une fabrique d'agglomérés en béton.

Industrie générale • FI • Prise de participation

Signé le 28 septembre • Financement de la BERD 0,6

Programme régional de facilitation du commerce*JS Commercial Bank "Kyrgyzstan" (AKB)*

Financement de la BERD 0,4

Financement de la BERD 4,3

Lettonie**Mécanisme d'investissement direct***RAF Avia*

Construction d'une nouvelle installation de maintenance aéronautique à l'aéroport international de Riga.

Transport • FI • Prise de participation

Signé le 9 mars • Financement de la BERD 0,7

Groupe d'assurances BALTA

Prise de participation dans une importante compagnie d'assurances lettone.

Finance • FI • Prise de participation

Signé le 27 juillet • Financement de la BERD 9,2

Pleskodale*Sous-projet de Kesko (voir page 84)*

Financement du développement en Lettonie de ce détaillant en alimentation.

Agro-industries • B/O • Prêt

Signé le 20 décembre • Financement de la BERD 13,1

Financement de la BERD 23

Lituanie**Fonds IO***Lietuvos Draudimas*

Prise de participation dans Lietuvos Draudimas, principale compagnie d'assurances de Lituanie.

Finance • FI • Prise de participation

Signé le 2 avril • Financement de la BERD 0,2

Projet Kaunas pour l'eau et l'environnement – Phase II

Améliorations des services d'adduction et de traitement de l'eau de la ville de Kaunas, cofinancé avec la compagnie des eaux de Kaunas et le mécanisme ISPA de l'UE.

Infrastructures • B/O • Prêt

Signé le 20 juillet • Financement de la BERD 14,7

Programme de reçus de stockage en Lituanie*Siauliu Bankas*

Financement de PME locales de l'agro-industrie en utilisant comme garantie des produits représentés généralement par des reçus de stockage.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 11 septembre • Financement de la BERD 1,6

Projet Corridor IX des chemins de fer de Lituanie (LG)

Investissement dans les infrastructures ferroviaires.

Transport • B/O • Prêt

Signé le 25 octobre • Financement de la BERD 61

Lietuvos Draudimas

Prise de participation complémentaire dans Lietuvos Draudimas, principale compagnie d'assurances de Lituanie.

Finance • FI • Prise de participation

Signé le 29 octobre • Financement de la BERD 3,6

Financement de la BERD 81,1

Moldova**Ligne de crédit pour la banque Victoria (II)**

Deuxième ligne de crédit accordée à la banque Victoria SA pour soutenir des prêts à moyen terme à des PME privées locales en Moldova.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 14 décembre • Financement de la BERD 4,5

Programme régional de facilitation du commerce*Banque Victoria*

Financement de la BERD 2,8

Moldova-Agroindbank

Financement de la BERD 1,3

MICB

Financement de la BERD 1

Financement de la BERD 9,6

Ouzbékistan

Projet de remotorisation de locomotives

Prêt accordé à UTY, la compagnie nationale des chemins de fer ouzbeks, pour l'amélioration de ses locomotives diesel et électriques : installation de nouveaux moteurs diesel, alternateurs et systèmes de refroidissement.

Transport • B/O • Prêt

Signé le 12 novembre • Financement de la BERD 76,8

Amélioration et transformation du chauffage urbain à Andijan

Reconstruction du réseau de chauffage urbain d'Andijan.

Rendement énergétique • B/O • Prêt

Signé le 12 novembre • Financement de la BERD 16,9

Programme régional de facilitation du commerce

NBU

Financement de la BERD 13

Financement de la BERD 106,9

Pologne

Fonds de placement privé Nova Polonia

Investissement dans un fonds de placement privé destiné aux PME polonaises.

Fonds de placement • FI • Prise de participation

Signé le 12 janvier • Financement de la BERD 10

Europejski Fundusz Leasingowy (EFL)

Elargissement aux PME polonaises du portefeuille de location d'EFL

Finance • FI • Prêt

Signé le 13 février • Financement de la BERD 35

Polska Telefonia Cyfrowa SP z.o.o.

Garantie et prêt au principal fournisseur polonais de services de télécommunication sans fil.

Télécommunications • B/O • Prêt

Signé le 20 février • Financement de la BERD 82,4

MPF – Slodownia Soufflet – Polska SARL

Modernisation et développement des installations de maltage et des machines sur le site de Lech Browary.

Agro-industries • FI • Prêt

Signé le 30 mars • Financement de la BERD 4,5

Banque Zachodni – Mécanisme pour le financement des PME

Mécanisme de financement des PME pour la Banque Zachodni, soutenu par la BERD et l'UE.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 30 avril • Financement de la BERD 10

Hotel Atrium, Varsovie

Mécanisme de dette convertible pour financer la conception, la construction et l'exploitation d'un hôtel 4 étoiles aux normes internationales dans le centre de Varsovie.

Immobilier et tourisme • B/O • Prêt

Signé le 4 mai • Financement de la BERD 1,5

Pekao SA – Mécanisme pour le financement des PME

Prise de participation par la principale banque polonaise dans le mécanisme pour le financement des PME.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 28 mai • Financement de la BERD 20

Spearhead International

Développement des actifs polonais de Spearhead International permettant à l'entreprise de devenir un fournisseur d'aliments à faible coût et à valeur ajoutée pour les principales multinationales travaillant dans la région.

Agro-industries • B/1 • Prêt

Signé le 6 juin • Financement de la BERD 12

Animex SA

Restructuration des opérations et du bilan de cette entreprise de transformation de la viande en Pologne.

Agro-industries • B/1 • Prêt

Signé le 20 juin • Financement de la BERD 28,2

Sokolow SA

Soutien à la consolidation et au développement des activités de cette entreprise de transformation de la viande.

Agro-industries • B/1 • Prêt

Signé le 27 juin • Financement de la BERD 9,9

Projet de transport urbain à Gdansk

Amélioration des transports urbains et de la circulation dans la ville de Gdansk.

Infrastructures • B/O • Prêt

Signé le 16 juillet • Financement de la BERD 12

Patnow II (PAK)

Construction dans la centrale de Patnow d'une nouvelle unité de production d'électricité (464 MW) qui utilisera une technologie à haut rendement énergétique permettant un excellent contrôle de la pollution.

Electricité et énergie • B/O • Prêt

Signé le 6 août • Financement de la BERD 193,7

Banque Lukas

Prêt sur cinq ans pour soutenir cette entreprise polonaise de crédit à la consommation.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 6 septembre • Financement de la BERD 24,8

Transports urbains de Sopot

Mise en œuvre du plan de circulation automobile.

Infrastructures • B/O • Prêt

Signé le 29 novembre • Financement de la BERD 5

Programme de développement du réseau d'égouts de Rybnik

Construction d'un réseau d'égouts de 600 km pour améliorer la liaison avec une nouvelle usine de traitement des eaux usées.

Infrastructures • B/O • Prêt

Signé le 30 novembre • Financement de la BERD 16,7

Fortis Bank Polska

Mécanisme de financement des PME pour Fortis Bank Polska, soutenu par la BERD et l'UE.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 21 décembre • Financement de la BERD 20

Investissement CAIB

Prise de participation dans une société locale de gestion de fonds de placement permettant de fournir un capital d'ancrage pour plusieurs fonds, y compris pour le troisième pilier du régime de retraite.

Finance • FI • Prise de participation

Signé le 21 décembre • Financement de la BERD 8,9

Financement de la BERD 494,6

République fédérale de Yougoslavie

Fonds de participation pour la reconstruction du Kosovo

Alpast

Financement de la production de bouteilles en matière plastique PET.

Industrie générale • FI • Prise de participation

Signé le 5 avril • Financement de la BERD 0,3

Elsa

Investissement dans une entreprise de traitement du granite et du marbre.

Industrie générale • FI • Prise de participation

Signé le 9 avril • Financement de la BERD 0,3

Rezonanca

Agrandissement d'un centre de diagnostic.

Industrie générale • FI • Prises de participation

Signé le 30 juillet • Financement de la BERD 0,2

Guri i Kuq

Achèvement de la construction d'une station touristique d'hiver.

Tourisme • C/O • Prise de participation

Signé le 12 novembre • Financement de la BERD 0,1

Banque de microfinancement de Yougoslavie (MFB)

Prêt de participation et prêt à une nouvelle banque de microfinancement afin de fournir des services financiers aux micro et petites entreprises.

Financement des petites entreprises • F1 • Prêt

Signé le 10 avril • Financement de la BERD 9,1

Programme de reconstruction de l'infrastructure municipale de Belgrade

Prêt municipal pour améliorer les transports urbains, l'adduction d'eau, le traitement des eaux usées et les services de chauffage urbain à Belgrade.

Infrastructures municipales • B/0 • Prêt

Signé le 27 juillet • Financement de la BERD 40

Programme de remise en état du chauffage urbain à Belgrade

Prêt municipal destiné à améliorer les services de chauffage urbain à Belgrade.

Utilisation rationnelle de l'énergie • B/0 • Prêt

Signé le 27 juillet • Financement de la BERD 20

Banque pour les micro-entreprises au Kosovo

Prise de participation dans une banque spécialisée dans le microfinancement au Kosovo.

Financement des petites entreprises • F1 • Prise de participation

Signé le 19 octobre • Financement de la BERD 1,3

Prêt pour la reconstruction d'urgence du secteur Électrique

Prêt à Elektroprivreda Srbije destiné à financer la remise en état et la modernisation des installations thermiques et hydrauliques ainsi que le système de transmission.

Electricité et énergie • B/1 • Prêt

Signé le 25 octobre • Financement de la BERD 100

Projet de reconstruction ZTP à Belgrade

Remise en état du principal réseau ferrovière de la République fédérale de Yougoslavie. Ce prêt servira à financer les indemnités de départ, l'achat de matériel pour l'entretien des voies et des pièces détachées ainsi que la remise en état de locomotives électriques.

Transports • B/0 • Prêt

Signé le 25 octobre • Financement de la BERD 57

Tigar Pirot

Constitution d'un fonds de roulement pour stimuler l'activité économique du fabricant de pneus Tigar en République fédérale de Yougoslavie.

Industrie générale • C/1 • Prêt

Signé le 28 novembre • Financement de la BERD 4

Programme régional de facilitation du commerce

Eksimbanka a.d.

Financement de la BERD 0,3

Financement de la BERD 232,4

République slovaque

Préprivatisation de la Všeobecná Úverová Banka (VÚB)

Aide à la VÚB avant sa privatisation.

Prises de participation dans les banques • FI • Prise de participation

Signé le 9 février • Financement de la BERD 47,3

Développement de Slovalco – Prise de participation

Prise de participation à terme défini dans Hydro Aluminium pour le rachat de Slovalco, aluminerie basée à Žiar nad Hronom.

Industrie générale • B/1 • Prise de participation

Signé le 30 mars • Financement de la BERD 74,8

Développement de Slovalco – Prêt

Développement de l'aluminerie.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 4 mai • Financement de la BERD 28,2

Pol'nobanka – Augmentation de capital III

Prise de participation portant à 20% les parts de la BERD dans Pol'nobanka.

Prises de participation dans les banques • FI • Prise de participation

Signé le 14 mai • Financement de la BERD 10,1

Fonds de postprivatisation

Radio D-Express

Prise de participation et prêt destinés à une nouvelle station radio nationale.

Fonds de placement • FI • Prise de participation

Signé le 12 juin • Financement de la BERD 1

Eduard Rada

Prise de participation dans une brasserie slovaque.

Fonds de placement • FI • Prise de participation

Signé le 19 novembre • Financement de la BERD 2,6

Globtel, A.S.

Prise de participation dans Globtel dans le cadre du placement initial de l'entreprise.

Télécommunications • C/0 • Prise de participation

Signé le 14 juin • Financement de la BERD 22,9

VÚB – Ligne de crédit pour les PME

Prêt à Všeobecná Úverová Banka pour les petites et moyennes entreprises.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 14 juin • Financement de la BERD 20

SLSP – Prise de participation

Projet de prise de participation à hauteur de 19,9 % dans Slovenska Sporitelna (SLSP), principale banque pour particuliers de la République slovaque, afin de soutenir son programme de restructuration postprivatisation.

Prises de participation dans les banques • FI • Prêt

Signé le 18 juin • Financement de la BERD 97,5

Programme slovaque de reçus de stockage de céréales

Pol'nobanka

30 % de part de risque dans le programme slovaque de reçus de stockage de céréales.

Agro-industries • FI • Prêt

Signé le 12 novembre • Financement de la BERD 10

Aquachemia

Amélioration des performances opérationnelles et environnementales de cette usine chimique.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 20 décembre • Financement de la BERD 8,1

Financement de la BERD 322,4

République tchèque

TIW Czech N.V.

Prise de participation dans TIW Czech N.V., société qui assure des services de télécommunications sans fil par l'intermédiaire de sa filiale d'exploitation Český Mobil.

Télécommunications • C/0 • Prise de participation

Signé le 2 mai • Financement de la BERD 28,2

Modernisation de l'usine de traitement des eaux usées de Brno

Modernisation et agrandissement de l'installation actuelle de traitement des eaux usées.

Infrastructure • B/0 • Prêt

Signé le 2 mai • Financement de la BERD 5

Soufflet Malting Czech

Fonds mutuel régional privé destiné à aider l'industrie céréalière et minotière en Europe centrale et orientale.

Agro-industries • B/1 • Prêt

Signé le 1er juin • Financement de la BERD 10

Winterthur Pojistovna

Augmentation du capital d'une compagnie d'assurance tchèque.

Finance • FI • Prise de participation

Signé le 23 octobre • Financement de la BERD 3,7

Dalkia Usti Nad Labem

Refinancement de titres existants dans une installation mixte de chauffage et d'énergie.

Rendement énergétique • B/0 • Prêt

Signé le 18 décembre • Financement de la BERD 15,9

Financement de la BERD 62,8

Roumanie

Banca Comerciala Romana

Soutien financier au secteur privé roumain.

Prêt bancaire • A/0 • Prêt

Signé le 22 janvier • Financement de la BERD 20

Banca Transilvania

Soutien aux PME par l'intermédiaire de la Banca Transilvania.

Prises de participation dans les banques • FI • Prise de participation

Signé le 9 octobre • Financement de la BERD 6,8

Ispat-Sidex

Financement d'un mécanisme renouvelable d'une durée d'un an : liquidités et fonds de roulement liés à la privatisation de l'aciérie Sidex en Roumanie.

Industrie générale • C/1 • Prêt

Signé le 30 octobre • Financement de la BERD 113

Alpha Bank Roumanie

Soutien financier au secteur privé roumain.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 20 novembre • Financement de la BERD 10

Mécanisme de prêt pour l'environnement municipal

Iasi

Rénovation des installations d'adduction et de traitement des eaux usées.

Infrastructures • B/0 • Prêt

Signé le 12 décembre • Financement de la BERD 13,2

Arad

Rénovation des installations d'adduction et de traitement des eaux usées.

Infrastructures • B/0 • Prêt

Signé le 12 décembre • Financement de la BERD 4,5

Michelin Roumanie

Développement des activités du fabricant de pneumatiques Michelin en Roumanie.

Industrie générale • C/1 • Prêt

Signé le 27 décembre • Financement de la BERD 19,2

Restructuration du secteur routier et voie de contournement de Pitesti

Restructuration du secteur routier et construction de la voie de contournement de Pitesti, d'une longueur de 15,2 km, élément du corridor pan-européen IV.

Transport • A/0 • Prêt

Signé le 31 décembre • Financement de la BERD 60

Fonds de postprivatisation

Continental SA

Financement de la BERD 0,2

Regev & Instal

Financement de la BERD 0,3

Remayer

Financement de la BERD 0,4

Regev & Instal Loan

Financement de la BERD 0,2

Programme régional de facilitation du commerce

RoBank

Financement de la BERD 2,4

Banca Transilvania

Financement de la BERD 0,1

Financement de la BERD 250,4

Russie

Fonds pour les petites entreprises de Russie

Restructuration des obligations NBD vis-à-vis du Fonds

Financement de la BERD 2

Prêt combiné de la Banque NBD pour les petites et micro entreprises

Financement de la BERD 1,1

Banque de crédit aux petites entreprises

Financement de la BERD 33,5

Attribution de la ligne de crédit Unexim (restructurée)

Attribution d'un sous-prêt de la ligne de crédit Unexim.

Industrie générale • FI • Prêt

Signé le 19 mars • Financement de la BERD 2,4

Programme d'élimination d'urgence des déchets toxiques à St Pétersbourg

Rénovation du site d'élimination de déchets toxiques de "Krasny Bor".

Infrastructures • B/1 • Prêt

Signé le 13 avril • Financement de la BERD 6,2

Extension de Efes Moscou

Financement complémentaire pour l'extension de la brasserie et du centre de distribution Efes à Moscou.

Agro-industries • B/0 • Prêt

Signé le 14 juin • Financement de la BERD 19,2

Kamaz : Prêt et participation (restructurés)

Restructuration partielle du refinancement de stabilisation de Kamaz.

Industrie générale • C/1 • Prêt

Signé le 15 juin • Financement de la BERD 79,6

Danone MPF – Danone Industria LLC

Accord de mécanisme multiprojets avec le groupe Danone pour co-investir dans des entreprises de produits laitiers, de confiserie et d'eaux minérales en Russie.

Agro-industries • FI • Prise de participation

Signé le 28 juin • Financement de la BERD 23,2

Rosneft-Sakhalinmorneftegaz (R-SMNG)

Prêt pour soutenir la stratégie d'entreprise de la compagnie russe du pétrole et du gaz, engagée dans la recherche, la production et la commercialisation liées aux gisements gaziers et pétroliers de l'île de Sakhaline.

Ressources naturelles • B/1 • Prêt

Signé le 29 juin • Financement de la BERD 56,5

Mécanisme d'investissement direct

SCI (industries de composants structurés)

Investissement dans les systèmes de câblage structurés reliant les ordinateurs.

Industrie générale • FI • Prise de participation

Signé le 3 juillet • Financement de la BERD 1,1

IntelliKraft

Investissement direct dans la fabrication pilote d'un nouveau type de pile.

Industrie générale • A/0 • Prise de participation

Signé le 10 août • Financement de la BERD 1,1

Togliattiazot

Prêt senior à moyen terme pour soutenir les fonds de roulement et renforcer la position de ce fournisseur d'ammoniaque sur le marché mondial.

Industrie générale • C/1 • Prêt

Signé le 6 juillet • Financement de la BERD 45,2

International Moscow Bank (IMB)

Augmentation de capital pour l'International Moscow Bank, sixième banque de Russie.

Prises de participation dans les banques • FI • Prise de participation

Signé le 27 juillet • Financement de la BERD 8,3

Repo – Produits pour l'agriculture

Garantie fournie à la Rabobank pour le financement de produits destinés à l'agriculture.

Agro-industries • FI • Prêt

Signé le 30 juillet • Financement de la BERD 56,5

Custom Farm Centres

Aide fournie à cette entreprise russe de crédit-bail.

Agro-industries • C/0 • Prêt

Signé le 14 août • Financement de la BERD 9

Achats de lait par Danone

Investissements dans les fermes laitières russes qui fournissent du lait à la compagnie Danone.

Agro-industries • FI • Prise de participation

Signé le 30 août • Financement de la BERD 7,9

Prêt de restructuration RAO UES

Restructuration financière de cette compagnie d'électricité avant sa privatisation et amélioration de son rendement.

Electricité et énergie • C/1 • Prêt

Signé le 11 octobre • Financement de la BERD 50

Attribution SBS – Macrotech

Attribution d'un sous-prêt SBS à Macrotech.

Industrie générale • FI • Prêt

Signé le 1er novembre • Financement de la BERD 0,3

Projet d'exploitation aurifère de Kubaka

Développement de l'exploitation aurifère de Kubaka à Magadan, Russie.

Ressources naturelles • C/O • Prêt

Signé le 6 novembre • Financement de la BERD 4,5

Projet d'exploitation aurifère de Kubaka : augmentation du prêt (restructuré)

Augmentation du prêt accordé par la BERD à Kubaka.

Ressources naturelles • C/O • Prêt

Signé le 6 novembre • Financement de la BERD 4,2

General Motors – VAZ (Coentreprise)

Construction et exploitation d'une usine destinée à construire et à assembler jusqu'à 75 000 automobiles Niva à Togliatti.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 14 décembre • Financement de la BERD 153,2

Sonic Duo

Construction et exploitation du troisième réseau de téléphonie mobile GSM 1800/900 MHz dans la région de Moscou.

Télécommunications • B/O • Prêt

Signé le 14 décembre • Financement de la BERD 33,9

Ligne électrique de Buryatzoloto

Construction d'une ligne électrique entre la mine d'or de Zun Holba et le réseau local afin de réduire les émissions diesel, les risques pour l'environnement et la dépendance envers les générateurs diesel à coût élevé.

Ressources naturelles • B/O • Prêt

Signé le 14 décembre • Financement de la BERD 9,2

Banque de crédit aux petites entreprises*KMB Bank*

Réorganisation de cette institution financière.

Financement des petites entreprises • FI • Prêt

Signé le 22 décembre • Financement de la BERD 0,6

Fonds régional de capital-risque*Nord-ouest et ouest de la Russie**Internet Proekty*

Financement de la BERD 0,5

Produkty Pitania (GR European Foods)

Financement de la BERD 5,2

Craftrise

Financement de la BERD 4,1

ROK (Usine de transformation du poisson OAO No.1)

Financement de la BERD 0,5

ESTA Regionalnye Kabelnye Seti

Financement de la BERD 0,5

ESTA Tversviazinform

Financement de la BERD 0,4

ESTA Telecom

Financement de la BERD 0,4

Hôtel Poljarnye Zori

Financement de la BERD 0,1

Pokrovsky Stekolny Zavod

Financement de la BERD 4,8

*Eagle Black Earth Fund**Belgorod (Fourrage)*

Financement de la BERD 0,8

Altes (Investissements)

Financement de la BERD 2,2

Isoroc

Financement de la BERD 1,4

Stroydetal

Financement de la BERD 0,6

Tamak

Financement de la BERD 1,4

TAKF

Financement de la BERD 0,8

*Eagle Urals Fund**Altes (Investissements)*

Financement de la BERD 6,3

TAKF

Financement de la BERD 0,8

Kreker

Financement de la BERD 4

*Eagle Smolensk Fund**Altes (investissements)*

Financement de la BERD 1,7

*St Pétersbourg**ZAO Disegni*

Financement de la BERD 2

ROK (Usine de transformation du poisson OAO No.1)

Financement de la BERD 0,6

*Sibérie occidentale**Pyaterochka*

Financement de la BERD 5,6

*Russie centrale**Bridgetown Foods*

Financement de la BERD 3,5

Torgovy Dom ERA

Financement de la BERD 3,1

Programme régional de facilitation du commerce*International Moscow Bank*

Financement de la BERD 32,1

Vneshtorgbank (Mécanisme de financement pré-exportation)

Financement de la BERD 83,8

Sberbank (Banque d'épargne de Russie)

Financement de la BERD 0,4

Vneshtorgbank

Financement de la BERD 1,8

Financement de la BERD 778.2**Slovénie****Hermes Softlab**

Prise de participation dans cette entreprise slovène de développement de logiciels.

Informatique et médias • C/O • Prise de participation

Signé le 13 juin • Financement de la BERD 3

Mobitel GSM

Financement du lancement d'un réseau GSM supplémentaire et prolongation des échéances des prêts accordés à l'entreprise.

Télécommunications • B/O • Prêt

Signé le 13 décembre • Financement de la BERD 25

Financement de la BERD 28**Tadjikistan****Tajiktelecom : projet de modernisation**

Développement et modernisation de l'infrastructure du réseau de téléphonie fixe de l'opérateur national du Tadjikistan.

Télécommunications • B/O • Prêt

Signé le 2 octobre • Financement de la BERD 14,7

TSA – Systèmes de navigation aérienne

Modernisation du matériel de navigation aérienne vieillissant et restructuration du secteur de l'aviation du Tadjikistan.

Transport • B/O • Prêt

Signé le 2 octobre • Financement de la BERD 6,2

Financement de la BERD 20,9

Turkménistan

[Voir Projets régionaux \(page 84\)](#)

Ukraine

Banque ukrainienne de microcrédit (UMB)

Création d'une institution totalement nouvelle destinée à offrir des services financiers aux micro et petites entreprises ukrainiennes.

Financement des petites entreprises • FI • Prêt
Signé le 27 juin • Financement de la BERD 4,5

Mécanisme de soutien aux entreprises

Banque commerciale d'Ukraine occidentale

Prêt senior pour la Banque commerciale d'Ukraine occidentale.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 27 juin • Financement de la BERD 2,5

Mécanisme d'investissement direct

Ukrain Industries

Prise de participation dans une coentreprise américano-ukrainienne.

Industrie générale • FI • Prise de participation

Signé le 17 juillet • Financement de la BERD 2,5

Mécanisme multibancaire de financement de participations

Banque commerciale d'Ukraine occidentale

Développement du mécanisme de prêts et prises de participation.

Prises de participation dans les banques • FI • Prêt

Signé le 18 octobre • Financement de la BERD 4

ISTIL (Ukraine)

Mécanisme de fonds de roulement renouvelables destinés à soutenir ISTIL (Ukraine), société par actions basée à Donetsk, ainsi que ses activités de fabrication de billettes et de barres d'acier de qualité.

Industrie générale • C/1 • Prêt

Signé le 15 novembre • Financement de la BERD 16,9

Balkan Gas Transit II

Construction de 70 km de pipelines parallèles dans le sud-ouest de l'Ukraine afin de réduire les goulets d'étranglement dans le réseau de transport de gaz ukrainien.

Ressources naturelles • B/1 • Prêt

Signé le 21 novembre • Financement de la BERD 57,6

Slavutich

Financement des investissements et de la restructuration de la structure financière de l'entreprise.

Agro-industries • B/1 • Prêt

Signé le 21 novembre • Financement de la BERD 19,2

Cargill Ukraine : Programme de reçus de stockage

Financement du stockage de céréales en Ukraine.

Agro-industries • FI • Prêt

Signé le 3 décembre • Financement de la BERD 16,9

Réseau de franchisés Bosch

Développement du réseau de franchisés pour les ateliers de service Bosch en Ukraine.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 6 décembre • Financement de la BERD 14

Raiffeisen Ukraine – Prêt senior

Prêt senior pour Raiffeisen Ukraine.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 14 décembre • Financement de la BERD 16,9

Hypovereinsbank Ukraine dans le cadre du mécanisme de soutien aux entreprises

Prêt senior pour Hypovereinsbank Ukraine.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 18 décembre • Financement de la BERD 11,3

Radisson SAS Kyiv II

Développement, conception, construction, location et gestion d'un hôtel de milieu de gamme de 213 chambres et d'un centre de bureaux à Kiev.

Immobilier et tourisme • B/O • Prêt

Signé le 18 décembre • Financement de la BERD 4,5

Fonds de postprivatisation

Euroventures Ukraine – International Distribution System Ltd

Financement de la BERD 0,1

Euroventures Ukraine – Orleander

Financement de la BERD 2

Programme régional de facilitation du commerce

Nadra Bank

Financement de la BERD 1,6

Forum Bank

Financement de la BERD 0,4

Financement de la BERD 175,1

Projets régionaux

Trigranit II

Extension de la Prise de participation dans le groupe Trigranit, principal promoteur immobilier commercial en République tchèque et en Hongrie.

Immobilier • B/O • Prise de participation

Signé le 7 février • Financement de la BERD 1,9

Prise de participation pour les PME

Euroventures Danube BV

Financement des PME en Croatie, Hongrie, République slovaque, Roumanie et Slovénie.

Fonds de placement • FI • Prise de participation

Signé le 26 février • Financement de la BERD 3,8

DVI, Inc.

Prêt syndiqué pour financer des équipements médicaux destinés aux hôpitaux et centres médicaux en Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne et République tchèque.

Finance • FI • Prêt

Signé le 19 mars • Financement de la BERD 10

Accord avec IKB pour la participation au cofinancement de risques

Mécanisme sans fonds pour les entreprises de Pologne et de République tchèque.

Prêt bancaire • C/O • Prêt

Signé le 23 avril • Financement de la BERD 70

Innova/3

Fonds de placement privé pour soutenir les PME en Bulgarie, Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque et Roumanie.

Fonds de placement • FI • Prise de participation

Signé le 23 avril • Financement de la BERD 54

Fonds d'investissement pour l'environnement

Investissement dans des projets et entreprises d'infrastructures environnementales en Hongrie, Pologne et République tchèque.

Infrastructures • FI • Prise de participation

Signé le 27 juin • Financement de la BERD 2,2

Fonds Raiffeisen pour l'élargissement de l'UE

Investissement dans des entreprises privées établies en Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie.

Fonds de placement • FI • Prise de participation

Signé le 2 juillet • Financement de la BERD 20

Croisières Viking

Développement de la flotte destinée aux touristes étrangers en Hongrie et en Russie.

Tourisme et transports • B/O • Prêt

Signé le 13 août • Financement de la BERD 16,9

Fonds d'investissement pour la Baltique III

Investissement dans l'un des principaux fonds de placement privés de la région, destiné à soutenir les moyennes et grandes entreprises d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie.

Fonds de placement • FI • Prise de participation

Signé le 27 septembre • Financement de la BERD 2

Prise de participation pour les PME

Fonds pour les PME de la Baltique

Fonds de placement privé, soutenu par les fonds de l'Union européenne et du programme PHARE, pour les petites entreprises d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie.

Fonds de placement • FI • Prise de participation

Signé le 8 octobre • Financement de la BERD 3

Efes – EBI

Financement pour les brasseries Efes dans les pays d'opérations de la BERD.

Agro-industries • C/O • Prise de participation

Signé le 14 décembre • Financement de la BERD 5,6

Portefeuille régional Europolis

Développement d'un portefeuille immobilier régional de 15 à 20 biens dans les Etats baltes, en Bulgarie, Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.

Immobilier • B/O • Prêt

Signé le 17 décembre • Financement de la BERD 105

Kesko

Extension des activités en Estonie et en Lettonie de ce détaillant en alimentation par l'acquisition et le développement de magasins et le financement d'opérations de détail.

Agro-industries • B/O • Prêt

Signé le 20 décembre • Financement de la BERD 17,6

Fonds de placement privé Baring Vostok

Prises de participation directes dans des moyennes entreprises d'Azerbaïdjan, de Géorgie, du Kazakhstan, de Russie, du Turkménistan et d'Ukraine.

Fonds de placement • FI • Prise de participation

Signé le 21 décembre • Financement de la BERD 16,9

Financement de la BERD 329,1

Total du financement de la BERD 3 655,7

Engagements par région				
	Financement BERD (en millions d'euros)	2001 Coût total du projet (en millions d'euros)	Financement BERD (en millions d'euros)	Total cumulé Coût total du projet (en millions d'euros)
Europe centrale	1 624,1	5 483,8	8 192,1	31 682,2
Russie et Asie centrale	1 132,3	2 207,9	6 167,5	17 807,1
Europe méridionale et orientale et Caucase	899,2	2 175,9	5 858,9	18 275,4
	3 655,7	9 867,6	20 218,6	67 764,7

Travail en partenariat

La BERD joue un rôle central dans l'accroissement des ressources mises à la disposition de ses clients en obtenant des fonds de cofinancement. Les fonds des donateurs servent à la réalisation des projets et contribuent au renforcement des institutions.



- > La BERD a fait œuvre de pionnier en obtenant des fonds de cofinancement pour des projets d'infrastructure municipale à long terme.
- > En 2001, la Banque a lancé une initiative de renforcement des institutions en vue d'améliorer le climat de l'investissement et de développer des compétences dans les pays où elle opère.
- > Le Programme de redressement des entreprises a permis de réaliser 880 projets avec des entreprises dans 26 pays depuis son lancement en 1993.
- > En 2001, la BERD a dirigé les efforts destinés à aider la Commission fédérale russe du marché boursier à élaborer un code sur la gestion des entreprises.
- > Les trois fonds internationaux d'appui à la mise hors service pour la Bulgarie, la Lituanie et la République slovaque ont commencé leurs opérations en 2001.

Cofinancement

La BERD est tenue, aux termes de l'Accord qui l'a créée, d'intéresser d'autres sources de financement à ses opérations. En attirant des fonds extérieurs, la Banque accroît les ressources disponibles pour financer d'autres projets et permet aux emprunteurs d'accéder aux marchés de capitaux. Les principaux partenaires de cofinancement de la BERD sont les banques commerciales, les institutions officielles de cofinancement (organismes publics, par exemple), les organismes de crédit à l'exportation et les institutions financières internationales.

En 2001, les marchés obligataires des pays en transition se sont progressivement stabilisés pendant la première moitié de l'année. Toutefois, une détérioration sensible de la confiance est intervenue vers la fin de l'année, sous l'effet des crises en Turquie et en Argentine et des attaques terroristes du 11 septembre aux États-Unis.

En Russie, les projets qui ont pu bénéficier d'un cofinancement ont nettement cru en nombre et en diversité, la fermeté des prix du pétrole ayant progressivement rétabli la confiance que les investisseurs accordent à ce pays. Les prix soutenus du pétrole ont conduit à plusieurs transactions pétrolières et gazières qui ont mobilisé un cofinancement. En dehors du secteur pétrolier et gazier, les cours élevés du pétrole ont contribué à instaurer une conjoncture commerciale dynamique en Russie. Les effets d'entraînement positifs que cela a eu dans d'autres secteurs et d'autres pays a amené les banques commerciales à être plus disposées à consentir à nouveau des prêts à long terme dans cette région.

La BERD a contribué à mobiliser un cofinancement pour plusieurs projets dans le secteur des télécommunications, qui a eu du mal à susciter l'intérêt des marchés obligataires. La Banque a également continué à faire œuvre de pionnier en obtenant des fonds de cofinancement pour des projets d'infrastructure municipale de longue durée.

Une fois encore, la BERD a élargi la gamme de ses partenaires de cofinancement, tout en continuant de faire appel aux sources officielles de cofinancement (en particulier les institutions financières internationales) pour les emprunteurs dans les pays aux premiers stades de la transition. La BERD a également largement collaboré avec la Commission européenne dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE. En 2001, la BERD a collaboré avec 62 banques commerciales dans 21 pays. Le cofinancement de ces banques s'est élevé au total à 1,993 milliard d'euros au titre de 33 projets. Ce chiffre est sensiblement plus élevé que le total atteint en 2000, lorsque le volume du cofinancement avait atteint un total de 468 millions d'euros. Cette augmentation est due à un certain nombre de projets coûteux, tels que Polska Telefonia Cyfrowa, qui étaient financés conjointement par des banques commerciales. On trouvera à la page 61 quelques exemples marquants des projets de cofinancement réalisés en 2001.



Togliattiazot, principal producteur russe d'ammoniaque, a reçu un financement de 45 millions d'euros pour améliorer les normes environnementales, promouvoir le rendement énergétique et fournir des fonds de roulement. La BERD a syndiqué 17 millions d'euros à des banques commerciales.

Industrie générale

Togliattiazot Russie

Le prêt de 45 millions d'euros consenti pour une durée de trois ans et demi visait à améliorer certaines normes environnementales, à encourager l'utilisation rationnelle de l'énergie et à mettre un fonds de roulement à la disposition du premier producteur d'ammoniac en Russie. La BERD a syndiqué 17 millions d'euros à des banques commerciales. Ce financement à moyen terme a ouvert le marché financier occidental à Togliattiazot et l'aidera à acquérir une expérience des besoins de financement à long terme pour l'avenir. Ce financement représente l'un des prêts les plus importants consentis à une entreprise russe depuis la crise financière de 1998, le premier dans le secteur des produits chimiques. Le vif intérêt manifesté par les banques souligne la disposition croissante des banques commerciales à consentir des prêts à de solides sociétés nationales russes sans commanditaire occidental.

Infrastructures municipales

Sofijska Voda AD Bulgarie

Le prêt senior de 31 millions d'euros consenti à la société d'alimentation en eau et de traitement des eaux usées de Sofia devait lui permettre d'améliorer la maintenance du système dans cette ville, d'accroître les services fournis aux clients et de promouvoir un système de facturation plus efficace et d'un emploi plus facile. Ce prêt se compose d'un prêt de 18,5 millions d'euros

de la BERD et d'un prêt syndiqué de 12,5 millions d'euros. Sofijska Voda, première compagnie d'alimentation en eau et de traitement des eaux usées sous gestion privée en Bulgarie, a ainsi prouvé que des capitaux du secteur privé peuvent être mobilisés pour améliorer sensiblement les conditions de vie et de santé. Il s'agit de la première concession d'exploitation des eaux à financement forfaitaire en Europe centrale et orientale et cette opération a été montée sans avoir recours au commanditaire étranger, International Water. La durée du prêt, soit 15 ans, est la plus longue jamais accordée à une société privée en Bulgarie.

Ressources naturelles

Tronçon II du transport de gaz en transit dans les Balkans Ukraine

Le prêt de 109 millions d'euros consenti pour 12 ans afin d'améliorer un tronçon essentiel du gazoduc ukrainien qui alimente en gaz l'Europe du Sud-Est et la Turquie, se composait d'un prêt BERD de 57 millions d'euros et d'un prêt syndiqué de 52 millions d'euros. Ce dernier a été conjointement monté et garanti par HypoVereinsbank et cofinancé par la Banque agricole de Grèce. Cet investissement contribuera à éliminer un grave encombrement dans l'oléoduc transbalkanique et renforcera la coopération entre les pays qu'il traverse. L'échéance de 12 ans dont le prêt est assorti est la plus longue jamais accordée à une société privée ukrainienne. Il s'agit également du premier prêt syndiqué accordé à l'Ukraine depuis 1998.

Ressources naturelles

Rosneft-Sakhalinmorneftegaz (R-SMNG) Russie

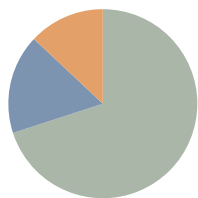
Le prêt de 96 millions d'euros consenti à R-SMNG, une très grande société pétrolière et gazière, comprenait un prêt de 56 millions d'euros de la BERD et un prêt syndiqué de 40 millions d'euros (voir page 40). La société R-SMNG est le seul producteur de pétrole et de gaz de la Russie extrême-orientale qui dispose de solides possibilités d'exportation à destination du Japon et de l'Asie du Sud-Est. L'échéance de sept ans et demi est la plus longue prévue pour un prêt syndiqué consenti à un emprunteur russe depuis la crise de 1998. Bien que ce prêt ait été garanti par Rosneft, il a pu être syndiqué sans aucune mobilisation de créances sur les ventes de pétrole, ce qui serait normalement la condition préalable imposée par les banques commerciales.

Télécommunications

Polska Telefonia Cyfrowa (PTC) Pologne

Ce prêt de 650 millions d'euros consenti à PTC, l'un des principaux opérateurs polonais de GSM, a été financé conjointement avec la Deutsche Bank et la Dresdner Bank (voir page 36). Il s'agit du prêt le plus important jamais accordé à une société polonaise. Le rôle de la BERD en tant que collatéral pour un montant équivalent, en zlotys polonais, à 150 millions d'euros, a permis au client d'accroître ses sources de financement en monnaie locale et de réduire le décalage entre son actif et son passif. La participation de la BERD peut servir de modèle pour d'autres pays, en particulier en Europe centrale.

Sources de cofinancement, en valeur, en 2001



■ Cofinancement avec des institutions commerciales 70 %
 ■ Institutions financières internationales 17 %
 ■ Institutions officielles de cofinancement 13 %

Institutions financières internationales et autres institutions officielles de cofinancement

En 2001, le cofinancement avec des institutions officielles s'est élevé à 844 millions d'euros au titre de 36 projets. Les institutions financières internationales ont fourni la plus large part de ce montant, soit au total 489 millions d'euros (57,9 %) au titre de 18 projets. La Commission européenne a fourni 193 millions d'euros (22,9 %) pour sept projets. Les autres institutions officielles de cofinancement ont fourni 162 millions d'euros (19,2 %) au titre de 19 projets.

La Société financière internationale (SFI) a participé à neuf projets pour un montant total de 34,7 millions d'euros, dont environ un tiers a pris la forme de prises de participation. La SFI s'est intéressée tout particulièrement au microfinancement, au secteur bancaire et à l'industrie du ciment en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en Bulgarie, en Géorgie, au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Ouzbékistan, en République fédérale de Yougoslavie (Kosovo) et en Ukraine. La Banque européenne d'investissement (BEI) a cofinancé trois projets en Bosnie-Herzégovine (chemins de fer), en République fédérale de Yougoslavie (transports urbains) et en Roumanie (télécommunications) pour un montant total de 325 millions d'euros.

D'autres institutions financières internationales ont fourni des moyens de financement sous forme de prêts : Banque asiatique de développement (78,5 millions d'euros), Banque pour le commerce et développement de la mer Noire (23,5 millions d'euros), Banque nordique d'investissement (9 millions d'euros) et Banque de développement du Conseil de l'Europe (8 millions d'euros) ; ces prêts ont servi à financer des projets dans le secteur bancaire, l'industrie générale,

les ressources naturelles, les chemins de fer, les télécommunications et le secteur des PME. La Banque mondiale a fourni une subvention de 6,7 millions d'euros pour un projet énergétique en République fédérale de Yougoslavie tandis que le Fonds de l'Aga Khan a pris une participation de 2,4 millions d'euros dans une nouvelle banque au Kirghizistan. La Commission européenne, par le biais de divers programmes, a fourni un cofinancement à hauteur de 192,9 millions d'euros, essentiellement sous forme de subventions pour des projets dans l'infrastructure municipale et environnementale (Lituanie), l'électricité et l'énergie (République fédérale de Yougoslavie) et les chemins de fer (Lituanie).

Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) et Deutsche Entwicklungs Gesellschaft (DEG) ont participé à neuf projets pour un montant total de 82,2 millions d'euros, tandis que la société néerlandaise de financement du développement (FMO) a cofinancé huit projets à hauteur de 31,7 millions d'euros. La Caisse des dépôts et consignations (15 millions d'euros), le Fonds d'investissement pour l'Europe centrale et orientale, le Danemark (5,3 millions d'euros) et la Caixa Geral de Depositos du Portugal (3,8 millions d'euros) ont été au nombre des autres institutions bilatérales de financement.

Les organismes et programmes bilatéraux publics au Canada (CACDI), au Japon (Fonds d'aide au redressement après les conflits), aux Pays-Bas (Ministère des affaires étrangères) et en Suisse (Secrétariat d'Etat pour l'économie (SECO)), ont financé des investissements de 19,2 millions d'euros en 2001. Ces subventions ont permis de financer sept projets en Bosnie-Herzégovine (chemins de fer), en Ouzbékistan (utilisation rationnelle de l'énergie), en République fédérale de Yougoslavie (facilitation du commerce et transports urbains), au Tadjikistan (navigation aérienne et télécommunications) ainsi que des projets régionaux.

Types de cofinancement en 2001, en valeur

	en millions d'euros
Prêts A/B/participations ¹	445
Prêts parallèles	1 568
Prêts directs/garanties ou assurance de risques politiques d'OCE	10
Prêts d'institutions financières internationales	469
Participations d'institutions financières internationales	13
Subventions d'institutions financières internationales	7
Participations	133
Subventions	202
Total	2 847

¹ Un prêt de structure A/B est un prêt dont la BERD finance une portion (la partie A) sur ses propres fonds et consorcialise le solde (la partie B) auprès de bailleurs de fonds commerciaux.

Partenaires de cofinancement en 2001

Institutions commerciales

ABB Export Bank	Suisse
ABN Amro Bank	Pays-Bas
Banque agricole de Grèce SA	Grèce
Alpha Credit Bank	Grèce
Banco BPI SA	Portugal
Banco Espírito Santo	Portugal
Bank Austria (HVB Group)	Autriche
Bank für Arbeit und Wirtschaft Aktiengesellschaft	Autriche
Bank Slaski S.A.	Pologne
Bank Zachodni S.A.	Pologne
Bankgesellschaft Berlin AG	Allemagne
Bayerische Landesbank Girozentrale	Allemagne
BGZ S.A.	Pologne
BHF Bank	Allemagne
BIG Bank S.A.	Pologne
BNP Paribas	France
BRE Bank S.A.	Pologne
Canadian Imperial Bank of Commerce	Canada
CIB Bank	Hongrie
Citibank, NA	Etats-Unis d'Amérique
Commerzbank AG	Allemagne
Credit Lyonnais	France
Ceskoslovenska Obchodni Banka AS	République tchèque
DePfa Investment Bank Plc	Allemagne
Deutsche Bank	Allemagne
Dexia	France
Dresdner Bank	Allemagne
Erste Bank	Autriche
ING Bank	Pays-Bas
Intellectbank	Géorgie
Internationale Microinvestitionen AG (IMI)	Allemagne
Internationale Projekt Consult	Allemagne
KBC Bank N.V.	Belgique
Kereskedelmi es Hitelbank RT	Hongrie
Kredyt Bank SA	Pologne
Landesbank Schleswig-Holstein	Allemagne
LG PetroBank S.A.	Pologne
Luba Ljubljanska Banka d.d	Slovénie
Mitsubishi Bank	Japon
Mizuho Holdings, Inc	Japon
MKB – Hungarian Foreign Trade Bank	Hongrie
Moscow Narodny Bank	Royaume-Uni
Natexis Banques Populaires	France
National Bank of Greece	Grèce
Nordea	Suède

Oesterreichische Investitionskredit AG	Autriche
Orszagos Takarekpenztar es Kereskedelmi Bank RT	Hongrie
Pirma Latvijas Komerbanka PLC	Lettonie
PKO BP SA.	Pologne
Powszechny Bank Kredytowy S.A.	Pologne
Rabobank	Pays-Bas
Raiffeisen Zentralbank Oesterreich	Autriche
Royal Bank of Scotland	Royaume-Uni
Sampo Bank PLC	Finlande
Slovenska Pol'nohospodarska Banka	République slovaque
Société Générale	France
Sumitomo Mitsui Banking Corporation	Japon
Swedbank	Suède
Tatra Bank	République slovaque
TBC Bank JSC	Géorgie
Vlaamse Milieuholding (VMH)	Belgique
Westdeutsche Landesbank Girozentrale	Allemagne
Wielkopolski Bank Kredytowy S.A.	Pologne

Institutions officielles

Caisse des dépôts et consignations	France
Caixa Geral de Depositos	Portugal
Agence canadienne de développement international (CIDA)	Canada
Deutsche Entwicklungs Gesellschaft (DEG)	Allemagne
Agence européenne pour la reconstruction	Commission européenne
Société néerlandaise de financement du développement (FMO)	Pays-Bas
Fonds d'investissement pour l'Europe centrale et orientale	Danemark
Programme ISPA	Commission européenne
Fonds japonais d'aide au redressement après les conflits	Japon
Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)	Allemagne
Gouvernement néerlandais	Pays-Bas
Programme PHARE	Commission européenne
Secrétariat d'Etat pour l'économie (SECO)	Suisse
Mécanisme de financement des PME	Commission européenne

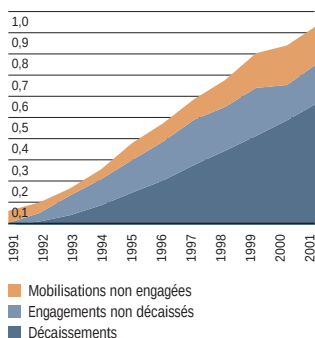
Institutions financières internationales

Fonds de l'Aga Khan (AKF)	IFI
Banque asiatique de développement (BASD)	IFI
Banque pour le commerce et le développement de la mer Noire	IFI
Banque de développement du Conseil de l'Europe (BCE)	IFI
Banque européenne d'investissement (BEI)	IFI
Société financière internationale (SFI)	IFI
Banque nordique d'investissement (NIB)	IFI
Banque mondiale	IFI

Les organismes qui ont été des partenaires de cofinancement de la BERD pour la première fois sont indiqués **en caractères gras**.

Mobilisations, engagements et décaissements cumulés au titre de la coopération technique 1991-2001

(en milliards d'euros)



Près de la moitié des investissements signés par la BERD ont été soutenus par des fonds de coopération technique.

Fonds de coopération technique

Le Programme de fonds de coopération technique (PFCT) de la BERD est financé par des subventions bénévoles de donateurs. Ce programme facilite la transition vers une économie de marché en encourageant le développement du secteur privé dans les pays d'opérations de la Banque. Les subventions permettent de financer des services de consultants qui aident les clients de la BERD à mettre sur pied des projets pour faciliter le processus de transition. Le PFCT contribue aussi au renforcement des institutions en venant en aide aux PME et en permettant de mettre au point des projets dans le secteur juridique et dans celui de la réglementation (voir page 66).

Renforcement des institutions

En mars 2001, la BERD a lancé une initiative de renforcement des institutions en vue d'améliorer le climat de l'investissement et d'accroître les compétences dans ses pays d'opérations. Pendant l'exercice, la BERD a eu des pourparlers avec les donateurs afin de mettre en place des sources de financement spécialisées pour les opérations de renforcement des institutions. Le Japon a accepté de financer un fonds spécialisé dans le renforcement des institutions pour répondre aux besoins institutionnels des pays d'Asie centrale.

Plusieurs autres donateurs ont également fait savoir qu'ils s'intéressaient à la création de fonds spécialisés dans le renforcement des institutions à côté de l'appui qu'ils fournissent déjà par le biais de leur fonds de coopération technique existants. En 2001, le PFCT a financé 142 opérations de renforcement des institutions pour un montant total de 71,8 millions d'euros.

Le PFCT sert de catalyseur pour les investissements étrangers et le financement de la BERD. Près de la moitié de tous les investissements signés par la BERD (environ 8,7 milliards d'euros) ont bénéficié du financement de la coopération technique. Une étude réalisée par le Département de l'évaluation des projets de la Banque a confirmé que l'impact sur la transition des investissements financés par des fonds de coopération technique est sensiblement plus marqué que celui d'autres investissements (voir page 58).

En 2001, la BERD a financé 367 missions d'experts par le biais du PFCT, ce qui a porté le nombre total des missions à 2 989. Les engagements pour ces missions ont atteint 128,4 millions d'euros au cours de l'exercice, ce qui représente une progression de 67,8 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent. Cela porte le total des engagements à 763,4 millions d'euros, dont 577 millions d'euros ont été décaissés.

Le premier projet de la BERD en République fédérale de Yougoslavie a été un investissement dans la banque de microfinancement (MFB), qui accorde des prêts aux micro et petites entreprises. Ce projet a été soutenu par le Programme de fonds de coopération technique (PFCT) de la BERD.



En 2001, les décaissements se sont chiffrés à 80,7 millions d'euros, contre 75 millions d'euros en 2000.

En Russie, la BERD collabore avec la municipalité de Perm afin de mettre sur pied un programme d'investissement destiné à améliorer le système d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées. La Commission européenne, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse ont donné un large appui à ce programme en finançant une étude de faisabilité, des activités de renforcement des institutions et de formation et une initiative visant à améliorer la solvabilité.

Un certain nombre d'institutions financières ont reçu un appui par le biais du PFCT. En 2001, l'Irlande et le Fonds de Géorgie pour le secteur financier (créé au moyen de contributions de banques locales géorgiennes) ont financé un consultant résident afin d'aider la Banque nationale de Géorgie à renforcer sa capacité de contrôle bancaire.

Le montant total des subventions versées par des donateurs atteignait 946,5 millions d'euros à la fin de 2001, contre 845,4 millions d'euros à la fin de 2000. En 2001, les contributions les plus importantes ont été versées par l'Union européenne (36,5 millions d'euros), les États-Unis (13,8 millions d'euros) et le Japon (9,2 millions d'euros).

Les tableaux ci-après donnent la répartition des engagements par pays bénéficiaire et par secteur. La Russie et l'Ukraine ont absorbé 25 % du total des engagements en 2001. Nettement plus de la moitié de l'ensemble des fonds de coopération technique en 2001 étaient destinés au secteur financier, tandis que les projets d'infrastructure en ont absorbé environ un cinquième.

De plus amples renseignements sur le PFCT figurent dans le rapport de la BERD à la communauté des donateurs et des partenaires officiels de cofinancement pour l'année 2001-2002 (*EBRD Report to the Donor and Official Co-financing Community*).

Fonds engagés au titre de la coopération technique, par pays

	2001		1991-2001	
	Nombre	En millions d'euros	Nombre	En millions d'euros
Russie	75	22,4	529	235,5
Ukraine	21	10,0	195	43,3
Roumanie	16	6,5	102	33,7
Kazakhstan	15	5,4	79	26,2
Pologne	19	4,1	119	24,3
Bulgarie	11	6,3	58	19,0
Bosnie-Herzégovine	5	2,9	66	18,3
Estonie	5	0,4	161	17,0
Albanie	4	2,7	74	16,6
Ouzbékistan	2	0,1	47	16,3
Lituanie	5	0,5	141	14,0
Lettonie	4	0,4	130	13,3
Kirghizistan	6	0,5	68	13,0
République slovaque	11	3,8	63	12,3
Bélarus	0	< 0,1	81	11,6
Azerbaïdjan	8	2,4	49	10,4
Slovénie	7	0,9	85	10,0
ERY de Macédoine	6	1,4	46	9,6
Croatie	14	1,0	87	9,3
Moldova	1	0,6	55	9,2
Géorgie	11	1,2	56	9,2
Turkménistan	3	0,3	29	8,9
Hongrie	5	0,4	66	8,6
Tadjikistan	4	1,5	28	8,3
République fédérale de Yougoslavie	27	4,9	32	7,5
République tchèque	2	0,5	32	4,6
Arménie	1	0,5	24	3,7
Mongolie	4	1,4	4	1,4
Projets régionaux	75	45,6	483	148,5
Total	367	128,4	2 989	763,4

Fonds engagés au titre de la coopération technique, par secteur

	2001		1991-2001	
	Nombre	En millions d'euros	Nombre	En millions d'euros
Finance, services aux entreprises	125	77,8	770	391,1
Industries manufacturières	106	16,8	964	113,2
Energie	32	7,3	420	87,3
Transports, entreposage	24	9,6	218	60,1
Services communautaires/sociaux	56	8,5	348	56,7
Bâtiment	9	5,9	52	19,8
Télécommunications	4	0,9	124	19,4
Industries extractives	4	0,5	37	9,6
Agriculture, foresterie, pêche	5	0,7	41	4,4
Commerce, tourisme	2	0,5	15	1,8
Total	367	128,4	2 989	763,4

Programme de transition juridique

Le programme de transition juridique de la BERD facilite l'élaboration de normes internationales équivalant aux meilleures pratiques commerciales et permet d'évaluer les progrès de la réforme juridique dans les pays d'opérations. Ce programme facilite également l'élaboration de règles juridiques valables et la mise en place d'institutions efficaces pour leur application, et il encourage les réformes juridiques dans l'ensemble de la région. D'importants projets de réformes juridiques qui ont eu un impact positif sur la transition en 2001 sont résumés ci-contre.

Le programme de transition juridique de la BERD contribue à promouvoir les réformes dans ce domaine et à améliorer la gestion des entreprises.

Loi type de la CEI sur les valeurs mobilières

La BERD a aidé l'Assemblée interparlementaire de la CEI à élaborer un projet de loi type sur les valeurs mobilières. L'Assemblée a approuvé cette loi type en novembre et la BERD en a examiné l'utilisation et la mise en œuvre lors d'une réunion d'importants parlementaires de la CEI et de présidents des commissions du marché boursier qui a eu lieu en décembre 2001. Ce projet de la BERD a été financé par les Pays-Bas et a reçu une aide de l'Allemagne. Cette loi type, qui régit le mouvement des valeurs mobilières, le rôle et les fonctions des spécialistes du marché boursier ainsi que les activités d'un responsable national, se fonde sur des principes internationalement reconnus. Elle donne aux législateurs des 12 pays de la CEI une norme uniforme pour élaborer une réglementation nationale des marchés de capitaux. Son adoption marque une étape importante dans l'harmonisation de la législation commerciale dans ces anciennes républiques soviétiques et ouvre la possibilité d'assurer une protection accrue aux éventuels investisseurs et partenaires commerciaux.

Loi sur la privatisation en République fédérale de Yougoslavie et en Serbie

La BERD, agissant en étroite collaboration avec la Banque mondiale, a aidé la République de Serbie à rédiger une nouvelle loi sur la privatisation et la réglementation connexe en vue de son application, qui ont été élaborées et promulguées pendant la première moitié de 2001. Ce projet de la BERD a été financé par le Royaume-Uni. Cette nouvelle loi s'écarte radicalement des textes antérieurs sur la privatisation des biens sociaux ou des biens publics en instituant un cadre de privatisation bien défini. Aux termes de cette nouvelle loi, au moins 70 % du capital d'une société en cours de privatisation doit être mis en vente, le reste, jusqu'à concurrence de 30 % devant être transféré aux employés de la société et à des citoyens. Cette nouvelle loi place les personnes physiques et morales ainsi que les étrangers et les nationaux sur un pied d'égalité pour participer au processus de privatisation et fixe un calendrier statutaire de quatre ans pour le processus de privatisation. Cette nouvelle loi devrait contribuer à permettre à l'économie serbe d'attirer les investissements étrangers dont elle a le plus grand besoin.

En octobre 2001, cette loi a été appliquée avec succès pour lancer un appel d'offres international portant sur la vente de 70 % des parts de trois cimenteries auquel ont participé huit multinationales.

Code russe de gestion des entreprises

En 2001, la BERD a dirigé les efforts visant à aider la Commission fédérale russe du marché boursier à élaborer un code de gestion des entreprises. Avec l'aide financière du Japon, la Banque a contribué à la rédaction de ce code, dont elle a parrainé la présentation dans les milieux financiers et juridiques de Londres, et a répondu aux observations que le code avait suscitées. Ce code a été approuvé par le Gouvernement russe en novembre 2001 et a été définitivement mis au point au début de 2002. L'absence de bonnes pratiques de gestion des entreprises a nui au climat de l'investissement en Russie et continue d'empêcher ce pays d'attirer les investissements dont il a besoin pour un développement économique durable. Des abus de biens sociaux par le personnel d'encadrement, les propriétaires et les actionnaires des sociétés ont découragé les investisseurs aussi bien russes qu'étrangers. Ce code énonce des règles et des procédures uniformes destinées à jeter les bases d'une politique équitable et souple pour les entreprises et leur administration. L'application des procédures et des orientations définies dans le code devrait contribuer à améliorer le climat de la gestion des entreprises, éliminant ainsi un autre obstacle à l'accroissement des investissements en Russie.

Redressement des entreprises

Le programme de redressement des entreprises (PRE) vise à développer les compétences commerciales et techniques des entreprises potentiellement viables en fournissant des conseils à certains secteurs industriels. Financé par divers donateurs, ce programme contribue à développer les économies locales et, ce faisant, à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions sociales.

Le programme de redressement des entreprises s'adresse directement aux différentes entreprises en les conseillant en matière de développement des compétences de gestion, d'exploitation de l'entreprise, de restructuration, de réduction des coûts d'exploitation et de développement des marchés locaux et des marchés d'exportation. Dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE, ce programme a aidé les entreprises à remplir les conditions requises pour satisfaire aux directives et aux normes pertinentes de l'UE. Ce programme a également amélioré la sensibilisation à l'impact environnemental des activités commerciales et a contribué à optimiser l'utilisation de l'énergie et à améliorer la santé et la sécurité du travail. Le programme de redressement des entreprises permet d'accroître les résultats de celles-ci, mais il aide aussi à appeler l'attention des partenaires commerciaux ou des investisseurs éventuels sur des entreprises.

Des subventions de plus de 55 millions d'euros ont été fournies par 27 donateurs, parmi lesquels figure la Commission européenne, ce qui a permis au programme de redressement des entreprises d'entreprendre 880 projets dans 26 pays depuis son lancement en 1993. Le chiffre d'affaires global des entreprises ayant bénéficié de l'aide du programme de redressement atteint 18,32 milliards d'euros. Ces entreprises emploient environ 667 000 personnes.

Les projets réalisés dans le cadre du programme de redressement des entreprises ont eu pour effet de faire adopter de solides règles en matière de gestion et de finances,

de nouvelles méthodes de conception et de marketing, d'améliorer la productivité, d'accroître les ventes et de relever le niveau de l'emploi. Dans les entreprises de moins de 250 employés, le chiffre d'affaires a progressé d'environ 34 % et l'emploi d'environ 12 % en l'espace d'une année. Dans les plus grandes entreprises, la productivité et le chiffre d'affaires ont dans l'ensemble progressé à peu près au même rythme, bien que certaines compressions s'imposent généralement. Plus de 80 % de tous les projets qui relèvent du programme de redressement des entreprises ont été jugés "satisfaisants" ou "très satisfaisants" par les évaluateurs indépendants.

Confiserie

Kazakhstan

Client : Cette entreprise, privatisée en 1992, a vu ses ventes et sa part de marché diminuer de façon spectaculaire dans le courant des années 90. Le président de l'entreprise a réagi en demandant des conseils sur la manière de développer l'entreprise dans une économie émergente axée sur le marché.

Appui du programme de redressement des entreprises : Pendant deux ans, de nombreuses visites ont été effectuées par une équipe du programme de redressement des entreprises composée de spécialistes du marketing, de la gestion ainsi que des ressources financières et humaines. Après la mise en œuvre de leurs recommandations, les ventes de l'entreprise ont augmenté de plus de 90 % et leur part du marché a progressé de 6 %.

Câbles téléphoniques et câbles en fibre optique

Ukraine

Client : Cette entreprise fabrique une large gamme de câbles en fibre optique et de câbles de télécommunications en cuivre de haute qualité ainsi que des fils électriques. Bien qu'elle ait été entièrement privatisée, elle n'avait pas élaboré un plan d'exploitation global. L'entreprise avait de toute évidence besoin d'élargir ses exportations, d'améliorer ses résultats dans le domaine des

appels d'offres internationaux et d'instaurer une coopération à long terme avec un fabricant de câbles fiable en Europe occidentale.

Appui du programme de redressement des entreprises : L'équipe du programme de redressement a aidé l'entreprise à élaborer un plan d'exploitation stratégique et opérationnel, notamment les mesures permettant de trouver des clients potentiels dans les nouveaux pays ciblés par l'entreprise, et à conseiller le personnel de direction sur la manière de participer à des appels d'offres internationaux. Avec l'assistance de ce programme, l'entreprise a été en mesure de faire passer son chiffre d'affaires de 10 millions de dollars EU à 34 millions de dollars EU et de porter ses effectifs de 840 à 1 000. En outre, des négociations sont en bonne voie en vue de la conclusion d'un accord de partenariat avec un grand groupe italien.

Boulangerie

Russie

Client : Cette entreprise a été privatisée en 1994. Tous les bénéfices de ses points de vente servent à financer des projets locaux à caractère social. L'entreprise garantit d'excellentes prestations à ses anciens employés et fournit du pain à prix réduit aux personnes défavorisées qui vivent dans la région.

Appui du programme de redressement des entreprises : A côté des visites habituelles effectuées sur place par l'équipe du programme de redressement des entreprises, le personnel de direction a été invité à se rendre à une Foire internationale sur l'alimentation, la boulangerie et la pâtisserie au Royaume-Uni et avec l'aide du programme de redressement des entreprises, à visiter également trois fabriques de produits similaires ainsi qu'une université spécialisée dans la formation dans le secteur alimentaire. Le programme de redressement des entreprises a aidé la boulangerie à accroître son chiffre d'affaires de plus de 85 % et à créer près de 100 nouveaux emplois.

Programme de services consultatifs aux entreprises

Le programme de services consultatifs aux entreprises, basé à la BERD et administré par le groupe du programme de redressement des entreprises, aide les micro, petites et moyennes entreprises à améliorer leur compétitivité dans une économie de marché en ayant recours à des services consultatifs locaux. Ce programme aide les entreprises à définir leurs besoins en matière de services consultatifs et à spécifier le rôle des services que devraient fournir les consultants locaux. Le programme contribue ainsi à développer les services locaux de services consultatifs. Les projets entrepris au titre de ce programme ont en règle générale pour objet d'appuyer des services clairement définis : études de marché, systèmes de gestion de l'information et élaboration de plans d'exploitation.

Le Programme de services consultatifs aux entreprises des Etats baltes a permis d'accroître les possibilités d'emploi dans la région.

Ce programme a vu le jour dans les Etats baltes, où il est en place depuis plus six ans. A la fin de 2001, le programme avait permis de réaliser 1 461 projets dans plus de 1 100 entreprises employant plus de 114 000 personnes et dont les ventes globales se sont chiffrées à plus de 5,4 milliards d'euros. L'aide fournie au titre de ce programme a permis à ces entreprises de réunir 42 millions d'euros de fonds extérieurs. Les évaluateurs extérieurs ont attribué une cote très élevée à ce programme. Financé au départ par les pays nordiques, à hauteur de 10,6 millions d'euros, le programme de services consultatifs aux entreprises a aussi reçu 4,6 millions d'euros de la Commission européenne.

Les entreprises ayant participé au programme de services consultatifs ont sensiblement augmenté leurs effectifs. Pour les entreprises comptant moins de 50 employés, le nombre d'emplois a doublé au cours des six dernières années; pour celles qui comptent entre 50 et 99 employés, le nombre d'emplois a progressé d'environ 50 % au cours de la même période.

Un programme de services consultatifs pour la Russie du Nord-Ouest, financé par les pays nordiques, l'Allemagne et le Royaume-Uni, a été lancé en 2000 et a déjà permis de réaliser 65 projets dans des entreprises qui représentent un chiffre d'affaires global de 150 millions d'euros et qui emploient 8 500 employés. Un nouveau bureau du programme de services consultatifs financé par le Royaume-Uni, qui a été ouvert à Samara en 2001, est désormais pleinement opérationnel.

De nouveaux programmes de services consultatifs aux entreprises ont été lancés dans le sud-est de l'Europe en 2001, financés par l'Initiative en faveur de l'Europe centrale, le Programme PHARE de l'UE et le Royaume-Uni. Au total, 160 projets ont été réalisés jusqu'ici en Bosnie-Herzégovine, en Bulgarie, en Croatie et en Slovaquie. Par ailleurs, un programme de services consultatifs en Asie centrale, financé par le Fonds de coopération Japon-Europe, a été mis en œuvre et dispose de bureaux au Kazakhstan et en Ouzbékistan. Au total, 26 projets sont en cours d'exécution.



Distributeur de matériel informatique

Croatie

Client : Créée en 1997, cette société privée disposait de trois sites distincts pour le stockage, l'assemblage, l'entretien et la vente, ce qui rendait ses opérations difficiles à organiser et à contrôler.

Appui du programme de services consultatifs : Le programme a contribué à la réalisation d'une étude de faisabilité pour le regroupement en un seul lieu de locaux conçus spécialement pour l'entreprise. Grâce à cela, l'entreprise a obtenu un prêt bancaire de 1,1 million d'euros. Elle a regroupé toutes ses activités en un seul lieu, et dispose notamment d'entrepôts, d'ateliers d'assemblage dotés d'une capacité de plus de 200 ordinateurs par jour, d'un laboratoire d'essai, d'un service d'entretien et d'un service de vente.

Résultat : L'entreprise emploie désormais 70 personnes, contre 31 au moment où elle avait reçu la subvention du programme de services consultatifs. Elle occupe une place privilégiée dans le secteur croate des télécommunications, avec la possibilité d'augmenter ses effectifs et d'élargir ses activités.



Usine de fruits en conserve

Lettonie

Client : Cette entreprise a été créée en 1994 à la suite de la privatisation d'une exploitation collective. Elle a élargi avec succès sa production aux additifs à base de fruits.

Appui du programme de services consultatifs : Le programme de services consultatifs a aidé l'entreprise à mettre en œuvre trois projets : réalisation des possibilités commerciales de l'entreprise; étude de faisabilité pour une nouvelle usine de production; préparation de l'entreprise à l'exportation de produits vers les pays de l'UE.

Résultat : Le chiffre d'affaires a progressé de 40 % par an pendant cinq années consécutives, les ventes atteignant 4.5 millions d'euros en 2001, tandis que le nombre de personnes employées est passé de 90 à 100.



Fabrique de jouets à St Pétersbourg

Russie

Client : Fondée en 1995, cette entreprise s'est spécialisée dans l'importation de jouets en matière plastique pour le marché de St Pétersbourg et la fabrication de jouets de qualité à des prix raisonnables. En l'espace d'une année, elle avait créé une gamme de 20 types de jouets, fabriquant plus de 30 000 unités par mois à partir de matières plastiques sans danger pour l'environnement.

Appui du programme de services consultatifs : Le projet réalisé dans le cadre du programme de services consultatifs a permis à l'entreprise d'adopter sa propre marque de fabrique "Little Town", ce qui lui a permis de mieux se faire connaître sur le marché. Ce projet a également permis de créer de nouveaux emballages portant le logo et la marque de fabrique de l'entreprise.

Résultat : Grâce à ce projet, les ventes ont progressé de 30 % en l'espace d'une année et un grand nombre de clients ont désormais des liens durables avec l'entreprise.

Achats et marchés

La politique et règles de passation des marchés de la Banque reposent sur les principes fondamentaux de non-discrimination, d'équité et de transparence. Ces principes visent à encourager l'efficacité et à minimiser les risques de crédit dans les opérations de prêt et d'investissement de la Banque. La BERD tient à ce que tous les participants au processus d'achat lié aux projets qu'elle finance observent en permanence les plus hautes normes d'éthique et de conduite, également pendant l'exécution des marchés.

La BERD suit avec attention le processus de passation des marchés pour assurer le traitement équitable de tous les participants.

La BERD applique des méthodes distinctes à la passation des marchés selon qu'il s'agit de projets dans le secteur public ou dans le secteur privé. Un client du secteur privé est autorisé à utiliser ses propres pratiques commerciales à condition que la BERD, par le biais de son devoir de diligence confirme que ces pratiques sont valables, que les prix du marché sont appliqués, qu'il n'y a pas de conflits d'intérêt et que les intérêts des clients de la Banque sont respectés. La passation des marchés dans le secteur public est plus restrictive. La BERD invite ses clients à utiliser des procédures structurées et transparentes pour maximiser la concurrence et garantir des chances égales à tous les participants et elle suit de près les opérations de passation des marchés.

En 2001, la BERD a continué de collaborer étroitement avec des institutions de développement afin d'harmoniser sa position en matière d'achats dans le secteur public avec celle d'autres grandes institutions de prêt. Dans cette perspective, la Banque publiera prochainement un nouveau formulaire harmonisé pour les appels d'offres qui comprendra une version CD-ROM d'un emploi facile pour les clients. Le Service de la passation des marchés et des services techniques de la BERD qui a continué pendant toute l'année 2001 à fournir des conseils et des services à ses clients aussi bien internes qu'externes, aimerait recevoir des observations sur tous les aspects des politiques et procédures qu'elle applique dans ce domaine.

Au cours de l'exercice 2001, la BERD a financé un total de 120 marchés dans le secteur public d'une valeur totale de 235 millions d'euros, contre 116 marchés d'une valeur totale de 267 millions d'euros en 2000. La valeur totale des marchés attribués par la méthode d'appel d'offres ouvert a atteint 202 millions d'euros en 2001, soit 86 % de la valeur totale des marchés attribués. Le plus grand nombre des marchés attribués, soit 80 au total, ont porté sur l'achat de biens, leur valeur moyenne se situant à 1,8 million d'euros. Afin d'améliorer l'efficacité des achats qu'elle finance, la BERD fournit des documents d'information et publie régulièrement des informations sur les marchés à venir dans la page intitulée *Procurement Opportunities* de son site web (www.ebrd.com), que les milieux d'affaires peuvent consulter gratuitement.



La construction des installations de mise hors service de Tchernobyl progresse de manière satisfaisante et les travaux de génie civil pour le traitement des déchets radioactifs liquides sont presque achevés.

Sûreté nucléaire

La BERD administre le Compte pour la sûreté nucléaire (CSN), le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl (FST) et trois fonds internationaux d'appui à la mise hors service pour la Bulgarie, la Lituanie et la République slovaque. Au total, les pays donateurs ont mis plus de 1,5 milliard d'euros à la disposition de ces cinq fonds. Conformément au règlement de chacun de ces fonds, la Banque rend compte aux pays donateurs par le biais des différentes assemblées de contributeurs, qui contrôlent la gestion des fonds, approuvent les programmes de travail et les états financiers annuels et se prononcent au sujet du financement des différents projets. La BERD fournit des services techniques, juridiques et administratifs et assure la gestion des projets; elle est remboursée par les fonds de toutes les dépenses qu'elle assume.

Compte pour la sûreté nucléaire

Dans le Compte pour la sûreté nucléaire, la priorité a été donnée aux réacteurs qui posent des risques élevés (VVER 440/230 et RBMK), le premier objectif consistant à remédier aux insuffisances initiales de la conception et de l'exploitation de ces réacteurs en achetant du matériel qui permettrait de prendre des mesures immédiates pour améliorer la sûreté et les conditions de sécurité à titre temporaire en attendant leur mise hors service. Des accords sur les conditions du passage

à de nouveaux règlements fondés sur une évaluation approfondie de la sûreté, le développement des secteurs énergétiques et la fermeture des réacteurs à haut risque pour des raisons de sûreté et d'économie ont été passés avec les pays intéressés.

Le Compte pour la sûreté nucléaire se trouve maintenant dans sa phase finale. Les projets d'améliorations à court terme de la sûreté en Bulgarie, en Lituanie, en Russie et en Ukraine ont été menés à bien et les accords de subventions correspondants sont restés dans les limites du budget. En 2001, l'Assemblée a approuvé la prorogation pour deux ans du Compte pour la sûreté nucléaire, afin que les mesures de mise hors service à Tchernobyl puissent être menées à bien et qu'une analyse de la sécurité en Russie puisse être réalisée.

Au 31 décembre 2001, les membres de l'Assemblée du Compte pour la sûreté nucléaire (Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Communauté européenne) avaient versé des contributions de 260,6 millions d'euros.

Examen de la sûreté de la tranche 1 du réacteur de Koursk

Dans le cadre du Compte pour la sûreté nucléaire, toutes les améliorations à court terme de la sûreté dans les centrales nucléaires de Kola, Léninegrad et Novovoronej en Russie ont pu être achevées et agréées en 2001 dans les limites des budgets prévus par les accords de subventions correspondants. La mise en œuvre des engagements prévus par l'Accord relatif au Compte pour la sûreté nucléaire en ce qui concerne le passage à de nouveaux régimes de réglementation pour les réacteurs RBMK et VVER 440/230 a toutefois été considérablement retardée. Un pas important a été fait en novembre 2001 avec la conclusion d'un accord entre la BERD et Minatom, Rosenergoatom (le service public) et RF Gosatomnadzor (l'organisme de réglementation). En vertu de cet accord, les experts russes collaboreront avec une équipe d'experts internationaux désignés par la BERD pour étudier l'analyse de sécurité pour la tranche 1 du réacteur de type RBMK de Koursk, dans le sud-est de la Russie. Cet effort conjoint, qui a été lancé en décembre, représente un énorme progrès sur la voie de la transparence et de la coopération entre la Russie et la communauté internationale. L'Assemblée des contributeurs au compte pour la sûreté a approuvé le financement du programme, dont la réalisation nécessitera plus d'une année.

Les donateurs se sont engagés à fournir plus de 1,5 milliard d'euros aux fonds pour la sûreté nucléaire gérés par la BERD.

Construction des installations pour la mise hors service de Tchernobyl

La construction des deux grandes installations de mise hors service – l'une destinée au traitement des déchets radioactifs liquides et l'autre au stockage provisoire des combustibles irradiés – progresse de façon satisfaisante. Dans le premier cas, les travaux de génie civil sont pratiquement achevés, l'effort portant désormais sur l'aménagement de l'usine et le matériel. Dans le deuxième cas, qui sera la plus grande installation de stockage provisoire de combustibles irradiés au monde, les travaux de génie civil progressent également selon le calendrier prévu. Les travaux liés aux modules de stockage et aux installations de traitement devraient être achevés au premier et au troisième trimestre de 2002 respectivement. La passation des marchés et la mise en place des structures mécaniques et du matériel de manutention sont aussi très avancées. Une part importante des travaux de génie civil et de génie mécanique liés à ces deux projets a été confiée à des sociétés ukrainiennes. Un autre projet pour la construction de 7 km de voie ferrée, marché qui a été attribué à une société ukrainienne locale, a été achevé à la date prévue, en novembre 2001, et dans les limites du budget. Les deux installations en construction sont les premiers grands ouvrages construits sur le site de Tchernobyl depuis l'accident de 1986. Si les travaux qui restent à faire sont considérables, la mise en place de ces deux installations importantes pour permettre la mise hors service rapide de la centrale nucléaire de Tchernobyl est en bonne voie.

Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl

Le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl a été créé pour aider l'Ukraine à transformer le sarcophage mis en place à Tchernobyl en un système stable et environnementalement sûr. La communauté internationale de donateurs a pris des engagements pour un total de 717 millions de dollars EU (766 millions d'euros), ce qui représente 93% du coût estimatif total de l'exécution du sarcophage.

Au 31 décembre 2001, les membres de l'Assemblée étaient l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Koweït, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, l'Ukraine et la Communauté européenne. En outre, la Corée, l'Islande, l'Israël, le Portugal, la République slovaque et la Slovénie ont le statut de donateurs.

Les installations de stockage provisoire des combustibles irradiés sont en cours de construction sur le site de la centrale nucléaire de Tchernobyl.





Les travaux de génie civil sur les installations de traitements des déchets radioactifs liquides devraient s'achever en 2002.

Choix d'une nouvelle enceinte de confinement pour Tchernobyl

En avril 2001, une première étape importante du plan d'exécution du sarcophage à savoir le choix de la conception technique de la nouvelle enceinte de confinement a été accomplie. Cela représente le point culminant de plus de deux années d'études, elles-mêmes fondées sur plus de dix années d'enquêtes menées par des instituts ukrainiens et de nombreuses sociétés occidentales. En s'appuyant sur les conseils du Groupe consultatif international, l'équipe d'experts qui conseille la BERD sur le plan technique, celle-ci a été en mesure de retenir la conception proposée par Energoatom. La nouvelle enceinte de confinement évitera toute nouvelle dégradation du sarcophage sous l'effet des intempéries et de la condensation et protégera l'environnement en cas de dégagement accidentel de poussières radioactives dû à un effondrement des structures actuelles instables. Une fois construite, cette enceinte permettra de procéder sans danger au démantèlement des éléments instables du sarcophage et au traitement des déchets. La voûte de la structure mesurera plus de 260 mètres d'envergure et plus de 100 mètres de haut et pourrait confortablement contenir la Cathédrale St Paul de Londres. Sa construction sera un haut fait d'ingénierie. L'exécution de ce projet fera l'objet d'un appel d'offres international auquel une équipe spéciale travaille actuellement. Les entreprises ukrainiennes joueront très probablement un rôle de premier plan dans la construction et la fourniture des matériaux et des services.

Fonds internationaux d'appui à la mise hors service

Aidés par le processus d'adhésion à l'UE, les Gouvernements de la Bulgarie, de la Lituanie et de la République slovaque ont décidé de fermer leurs réacteurs RBMK et VVER 440/230. La Lituanie s'est engagée à mettre hors service la tranche 1 du réacteur de la centrale nucléaire d'Ignalina avant 2005 et la tranche 2 à une date ultérieure. Le Gouvernement bulgare s'est engagé à mettre hors service les tranches 1 et 2 de la centrale nucléaire de Kozloduy avant 2003 et les tranches 3 et 4 avant 2010. La République slovaque a arrêté une politique énergétique en vertu de laquelle elle s'engage à mettre hors service les tranches 1 et 2 de la centrale nucléaire de Bohunice en 2006 et 2008 respectivement.

La Commission européenne a annoncé son intention d'apporter un appui financier à la mise hors service de ces réacteurs sous forme de subventions conséquentes consenties sur une période de huit à dix ans. A la fin de 2001, 15 pays s'étaient associés à la Commission européenne pour verser des contributions aux trois fonds internationaux d'appui à la mise hors service, qui étaient tous devenus opérationnels. Ces fonds permettront de financer des projets destinés à faciliter la première phase de la mise hors service des réacteurs désignés à cet effet. Ils permettront aussi de financer des mesures destinées à faciliter comme il convient la restructuration, l'amélioration

et la modernisation des secteurs de la production, de la transmission et de la distribution d'énergie et l'amélioration des rendements énergétiques comme suite aux décisions de clôture.

Au 31 décembre 2001, 146 millions d'euros avaient été versés au Fonds international d'appui à la mise hors service de la centrale d'Ignalina par les membres de l'Assemblée de contributeurs (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Communauté européenne). Un montant total de 96 millions d'euros avaient été versés par les pays membres (Autriche, Belgique, Danemark, Grèce, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse et Communauté européenne) au Fonds international d'appui à la mise hors service de la centrale de Kozloduy et 116 millions d'euros ont été versés par les pays membres (Autriche, Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni et Communauté européenne) au Fonds international d'appui à la mise hors service de la centrale de Bohunice. En outre, l'Irlande a le statut de donateur dans les trois fonds internationaux d'appui à la mise hors service et la France a annoncé sa décision de contribuer aux trois fonds.

Lancement des fonds de mise hors service

En 2001, les trois fonds d'appui à la mise hors service pour la Bulgarie, la Lituanie et la République slovaque ont commencé leurs opérations en avril, juin et novembre respectivement. L'assemblée des contributeurs de chacun de ces fonds, présidée par la Commission européenne, a adopté pour chacun d'eux le règlement et approuvé les documents d'exploitation et les programmes de travail ainsi que les accords-cadres négociés entre la BERD et les pays bénéficiaires. Ces accords-cadres définissent la base juridique du fonctionnement des fonds dans les trois pays concernés et prévoient des engagements pour la mise hors service anticipée des tranches 1 à 4 des réacteurs nucléaires des centrales de Kozloduy, d'Ignalina et de Bohunice. A la suite d'un appel d'offres international, un service de gestion de projet a été mis en place en Lituanie en décembre. Pour la Bulgarie, l'Assemblée a approuvé plusieurs projets d'investissement, notamment le premier projet de rendement énergétique et, en principe, le cofinancement du projet de chauffage urbain à Sofia.

Engagement des donateurs en faveur de la sûreté nucléaire

En 2001, les contributions des donateurs aux fonds pour la sûreté nucléaire ont atteint des niveaux records. Les engagements ont représenté un total de 528 millions d'euros sous forme de 29 accords de contribution conclus entre les pays donateurs et la BERD. La contribution la plus importante a été versée par la Communauté européenne, soit 320 millions d'euros pour les fonds internationaux d'appui à la mise hors service et 100 millions d'euros pour le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl. Ces contributions témoignent du vif intérêt que les donateurs attachent à la sûreté nucléaire et de la confiance qu'ils accordent à la BERD pour l'administration des fonds.

Respect de l'environnement et évaluation des projets de la BERD

La BERD s'emploie à promouvoir dans toutes ses activités un développement durable et écologiquement rationnel. Elle sait que la protection de l'environnement fait partie intégrante d'une saine gestion économique. L'évaluation des projets lui permet de juger l'adéquation entre ses opérations et ses objectifs.



- > En 2001 la BERD a fourni un financement de plus de 240 millions d'euros pour soutenir des projets favorables à l'environnement dans les domaines des infrastructures municipales et du rendement énergétique.
- > Les résultats des projets de la BERD en terme d'environnement ont été jugés *excellents* ou *bons* dans 51% des cas.
- > Sur les 261 opérations évaluées de 1996 à 2001, 48 % ont eu un effet *moyen* sur la transition et 25 % ont eu un effet *marqué*.
- > Afin que les nouveaux projets puissent bénéficier des expériences passées, un feedback régulier est offert à chaque étape du processus d'approbation de la BERD.

Environnement

La BERD met en œuvre son mandat environnemental en finançant des projets dans des secteurs tels que les infrastructures municipales et le rendement énergétique (voir pages 33 à 48) et en appliquant des procédures d'évaluation environnementale à toutes ses opérations.

En 2001, la BERD a signé 15 projets environnementaux pour un total de 241 millions d'euros. Le volet environnemental des autres projets a consisté notamment à investir dans les technologies de réduction des émissions, dans le traitement des eaux usées et dans les plans d'action environnementale.

En 2001, l'un des plus remarquables projets de la BERD dans le domaine de l'environnement a été le Programme d'élimination des déchets toxiques à St Pétersbourg, qui vise à améliorer la situation sur le site d'élimination de déchets dangereux de Krasny Bor (voir page 39). Ce site est la seule installation officielle permettant de traiter les déchets industriels et il nécessite une rénovation substantielle. Le projet améliorera les conditions de travail des salariés et la qualité de vie des

habitants, et contribuera à limiter les dangers de contamination du sol et de la nappe phréatique ainsi que les risques de pollution dans le Golfe de Finlande.

Evaluation Environnementale

Des études environnementales sont généralement réalisées dès le début du cycle de projets afin de disposer de suffisamment de temps pour cerner les problèmes, mettre en place des mesures d'atténuation et de valorisation et convenir d'un plan d'action. Des clauses environnementales en matière d'atténuation, de valorisation et de surveillance sont intégrées dans les accords de prêts.

Au total, 56 analyses environnementales, quatre études d'impact sur l'environnement et 28 audits écologiques ont été menés sur les projets approuvés par la BERD en 2001. Dans certains cas, il a fallu réaliser à la fois des analyses et des audits. A la suite de ces études, un volet environnemental a été inclus dans les investissements de la Banque (voir études de cas aux pages 33 à 48 et ci-contre).



Industrie générale

Aluminerie Slovalco République slovaque

Grâce à l'investissement de la BERD, Slovalco est devenue l'une des usines de traitement de l'aluminium les plus efficaces du monde, fonctionnant selon des normes environnementales élevées. L'entreprise a été créée comme filiale de ZSNP, entreprise nationalisée de production d'aluminium, pour construire et exploiter une aluminerie de pointe. Après sa création, soutenue par un financement de la BERD, ZSNP a pu fermer ses unités de production polluantes. Avec l'aide de nouveaux investissements de la BERD, Slovalco devrait accroître de 34 % sa capacité de production.

ZSNP a accepté de consacrer une partie du produit de la vente de ses actions à l'achèvement du Programme d'assainissement de l'environnement, qui a été approuvé dans le cadre du premier financement de la BERD. La mise en conformité complète avec ce programme devrait être achevée en 2006, la plupart des mesures étant finalisées pour l'été 2002. Grâce à ce sujet, l'environnement dans la vallée de Žiar s'est considérablement amélioré. Plusieurs fonderies ont été rénovées tandis que d'autres ont été fermées, avec pour conséquence de meilleures conditions sanitaires et une réduction significative des émissions de poussière, de dioxyde de soufre, de composés fluorés et de goudrons.

Une grande installation de stockage des déchets toxiques et solides, conforme aux normes internationales, a été construite. Toutes les eaux de traitement sont recyclées et le site ne rejette pas d'eaux usées. Bien que sa capacité de fusion ait doublé pour atteindre 132 000 tonnes métriques par an, Slovalco ne consomme que 10 % d'énergie de plus que le complexe ZSNP d'origine.

Ressources naturelles

Raffinerie INA Rijeka Croatie

Les niveaux de pollution vont être considérablement réduits dans l'une des zones les plus pittoresques de la côte adriatique croate grâce au soutien apporté par la BERD à Industrija nafte d.d (INA), la compagnie nationale de pétrole et de gaz. La Banque accorde un prêt de 36 millions d'euros pour aider cette entreprise à réduire la contamination du sol et de la nappe phréatique.

INA est déterminée à réduire la pollution et l'a prouvé régulièrement par la mise en œuvre de programmes annuels de protection de l'environnement. Le prêt de la BERD aidera cette entreprise à poursuivre ses efforts en prenant des mesures globales sur plusieurs sites. Le financement de la BERD servira à améliorer le traitement des eaux usées et à renforcer la gestion des déchets conformément à un programme d'action établi par des experts des questions d'environnement. Le projet limitera les risques de déversement d'hydrocarbures en mer et réduira les niveaux de pollution, y compris les rejets dans l'atmosphère. Le prêt de la BERD soutiendra les projets de préprivatisation de l'entreprise et renforcera l'industrie touristique croate en protégeant le littoral du pays. Il aidera également INA à se conformer aux normes écologiques internationales et contribuera à l'intégration de la Croatie dans l'Union européenne.



Autres initiatives

Comité de préparation des projets

Le Comité de préparation de projets (CPP) est un réseau constitué d'institutions financières internationales et de donateurs qui vise à encourager la mise en place d'investissements liés à l'environnement en Europe centrale et orientale et dans la CEI. En 2001, les donateurs ont permis de maintenir du personnel CPP à la BERD et à la Banque mondiale pour contribuer à la préparation des projets et à la mobilisation des subventions. Ainsi, à la BERD, sept personnes sont impliquées dans le développement d'une réserve de projets dans les domaines des infrastructures municipales, du rendement énergétique et des énergies renouvelables. Une réunion du CPP a eu lieu à Copenhague en 2001 pour soutenir les projets d'investissement dans les domaines du rendement énergétique et des énergies renouvelables. Cette réunion a également étudié les possibilités d'utiliser comme outils de financement l'application conjointe et le mécanisme de développement propre.

Fonds pour l'environnement mondial

Dans le cadre de ses efforts de promotion des investissements environnementaux via des intermédiaires financiers, la BERD a étudié avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) la possibilité d'une ligne de crédit conjointe pour contribuer à une réduction de la pollution du Danube. La préparation d'une ligne de crédit pilote via des intermédiaires financiers slovènes est en cours.

Comité consultatif sur l'environnement

Le Comité consultatif sur l'environnement de la BERD, qui réunit des experts en matière d'environnement issus des secteurs privé et public, a continué d'offrir à la Banque des avis sur différentes questions liées à son mandat environnemental. En 2001, le Comité consultatif sur l'environnement a abordé de nombreux sujets, y compris les questions écologiques et sociales associées aux projets pétroliers et gaziers. Il a également débattu des questions de biodiversité et du

rôle de la Banque dans ce domaine ainsi que des problèmes d'hygiène industrielle liés aux opérations de la BERD.

Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale

En fin d'année, le partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale a été lancé. Il réunit la BERD, d'autres institutions financières internationales, l'Union européenne, des associations de donateurs et la Fédération de Russie dans un effort conjoint visant à renforcer et à coordonner d'importants projets environnementaux à impact transfrontalier en Europe du Nord et particulièrement dans le nord-ouest de la Russie. Le Fonds de soutien au partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale réunira les subventions et assurera la coopération internationale dans des projets environnementaux prioritaires. Le partenariat a déjà identifié 13 de ces projets, d'un montant total de 1,3 milliard d'euros dans les domaines de l'eau, des déchets et du rendement énergétique.

Formation environnementale

Dans le cadre d'un projet de la BERD financé principalement par les programmes PHARE et TACIS de l'Union européenne, une formation environnementale a été fournie à 22 intermédiaires financiers en Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Moldova, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie et Russie. Cette formation comprend un examen de la politique, des procédures et du respect des normes en matière de risques environnementaux des intermédiaires financiers. Les critères de la BERD sont combinés avec les procédures de suivi existantes des intermédiaires financiers afin d'aborder les questions d'environnement de manière globale.





Ci-contre et page de gauche Le laboratoire pharmaceutique croate Pliva et la compagnie pétrolière russe Polar Lights sont les premiers bénéficiaires des Prix BERD pour l'environnement, créés pour récompenser les clients répondant aux critères les plus élevés dans ce domaine.

A l'aide d'études de cas, le programme de formation s'intéresse aux questions touchant à la santé, à la sécurité, aux risques pour l'environnement et aux possibilités de mettre en œuvre chez les clients des intermédiaires financiers des méthodes visant à une production moins polluante et à un meilleur rendement énergétique. La BERD a continué à collaborer avec la Société financière internationale (SFI), la Compagnie néerlandaise de financement du développement, la Nordic Investment Bank et la Banque du Commerce et du Développement de la Mer Noire en vue du développement et de la mise en œuvre d'une approche commune en matière de formation environnementale pour les intermédiaires financiers.

Evaluation des émissions de gaz à effet de serre

En 2001, la BERD a chargé un expert de développer un moyen efficace pour mesurer les émissions de gaz à effet de serre à l'occasion de l'évaluation environnementale effectuée pour ses projets potentiels. Les méthodes utilisées par d'autres institutions, agences gouvernementales et entreprises privées ont été examinées et un système adapté aux projets de la Banque a été développé, en s'inspirant du travail effectué par plusieurs institutions internationales.

Prix BERD pour l'environnement

La BERD a créé les prix pour l'environnement afin de promouvoir l'excellence en matière environnementale dans la région d'opérations de la Banque et pour prouver qu'une "bonne pratique écologique peut aussi être économiquement rentable". Pendant l'Assemblée annuelle 2001, deux entreprises clientes ont reçu le prix pour leurs remarquables performances dans le domaine de l'environnement. Les premiers lauréats ont été Pliva, compagnie pharmaceutique croate et Polar Lights, entreprise pétrolière russe. La sélection a été effectuée par un jury indépendant composé de représentants du Comité consultatif sur l'environnement, d'autres institutions financières internationales et des ONG. Les prix visent à récompenser les entreprises qui ont réduit les atteintes à l'environnement en utilisant des produits, des services ou des systèmes novateurs ou en mettant en œuvre des modes de production non polluants ou des techniques de recyclage.

Evaluation des projets de la BERD

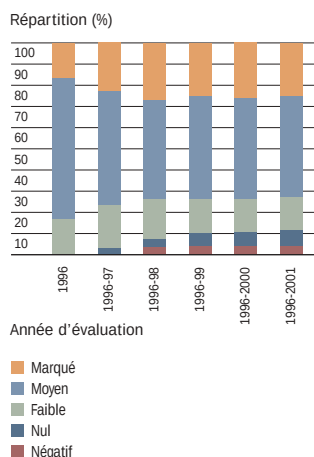
L'évaluation des projets consiste à analyser les opérations une fois les investissements réalisés. Cela est généralement effectué un ou deux ans après décaissement.

Le Département de l'évaluation des projets (DEP) de la BERD cherche à déterminer le succès ou l'échec relatif des opérations par rapport aux objectifs fixés. Les enseignements tirés permettent d'améliorer le choix et la conception des opérations futures.

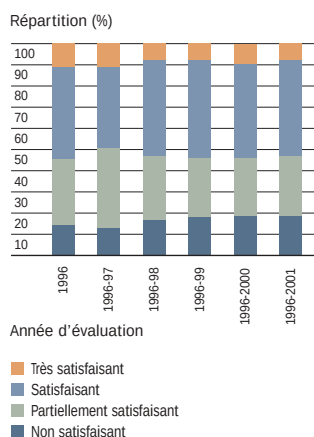
L'impact sur la transition et la performance générale de la BERD

Lors de l'évaluation de l'impact des projets de la BERD sur le processus de transition, la BERD examine en particulier leurs conséquences plus larges sur le secteur et l'économie dans son ensemble. Au moment de l'évaluation des projets, le Département évalue l'impact sur la transition en utilisant les mêmes critères que ceux appliqués par la BERD lors de la sélection et de l'approbation des projets. La promotion de la privatisation, le développement des compétences, l'encouragement de la concurrence et le soutien à l'expansion des marchés sont quelques-uns des principaux indicateurs. Parmi les autres éléments essentiels, on trouve le renforcement des institutions qui permet d'améliorer le fonctionnement des marchés, les "effets de démonstration positifs" et l'application de nouvelles

Impact sur la transition des projets de la BERD 1996-2001



Classement des résultats d'ensemble des projets évalués de la BERD 1996-2001



normes en matière de conduite des affaires et de gestion des entreprises. Comme l'indique le graphique ci-contre, sur les 261 opérations évaluées de 1996 à 2001, 48 % ont obtenu une cote *moyenne* d'impact sur la transition et 25 % ont été considérés comme ayant eu un effet *marqué*.

En 2001, 32 % des projets évalués ont été considérés comme ayant un impact sur la transition *négatif*, *nul* ou *faible*, ce qui est plus élevé que les années précédentes. Cette absence apparente de progrès peut s'expliquer par le fait que la Banque travaille dans des régions où les risques sont élevés. Cela compromet la soutenabilité de certaines opérations du secteur privé et les empêche de réaliser leur potentiel. La part des projets allant de *satisfaisant* à *excellent* est tombée à 68 %.

Depuis 1999, une nouvelle échelle de notation de la transition en six points permet à la Banque de comparer l'impact sur la transition des projets parvenus au stade de l'examen final, avant approbation par le Conseil d'administration, avec celui atteint après achèvement du projet, lors de l'évaluation. Des comparaisons effectuées entre un groupe de 91 projets évalués en 2000-2001 et un groupe de 119 projets approuvés en 2001 montrent que, si 48 % des projets ont obtenu la note *bon* ou *excellent* lors de l'évaluation du projet, 80 % ont atteint cette même note lors de l'examen final. Il semble donc que les projets ne réalisent pas toujours le potentiel identifié au stade de l'évaluation préalable. Cela peut être dû aux résultats financiers décevants d'un client, qui peuvent avoir un effet négatif en termes d'impact sur la transition, et à plusieurs autres risques. Cela peut également s'expliquer par le fait que le potentiel d'un projet peut être surestimé lors de l'évaluation préalable.

Une analyse complémentaire est nécessaire pour expliquer ces différences de notation. Elle ne pourra être effectuée que lorsque suffisamment de temps se sera écoulé pour permettre de comparer un plus grand nombre de projets, en mesurant leurs performances au stade de l'étude préalable et celles au stade de l'évaluation. Jusqu'à présent, seuls 11 projets sont concernés. Fin 2002, on en dénomblera 39, mais ce nombre n'est pas encore suffisant pour parvenir à des conclusions définitives.

La réussite d'ensemble des opérations de la BERD est illustrée par le graphique en bas à gauche, qui présente les résultats d'ensemble de la Banque. Cette notation accorde une importance particulière à l'impact sur la transition, mais tient également compte d'autres indicateurs, tels que la réalisation des objectifs d'un projet, les résultats financiers, les performances en matière d'environnement et l'additionnalité (capacité de la Banque à compléter les sources de financement privé, sans s'y substituer). En 1996-2001, 53 % des projets évalués ont obtenu la note *satisfaisant* ou *très satisfaisant*.

Les résultats d'ensemble sont inférieurs à ceux concernant l'impact sur la transition. Cela est dû principalement aux effets de résultats financiers en baisse, dans un climat d'investissement très risqué. Dans plusieurs évaluations de projets, il est apparu que la Banque aurait pu réduire davantage le risque propre au secteur et que les compétences spécialisées doivent être mieux utilisées lors de l'évaluation et de la structuration des projets.

Il est important de tirer les enseignements du passé

L'évaluation joue un rôle essentiel : faire en sorte que les expériences passées soient appliquées aux nouveaux projets. Cela commence par des consultations approfondies avec les équipes du Département des opérations bancaires de la BERD sur les enseignements tirés de l'évaluation de projets. Un feedback régulier est également offert à chaque étape du processus d'approbation pour fournir aux

équipes des informations fondées sur l'expérience. Des ateliers s'inspirant d'études de cas sont organisés et adaptés aux besoins des différentes équipes. Le Département de l'évaluation de projets fait également des exposés destinés aux équipes de direction et gère une base de données à usage interne sur les enseignements tirés. Une base de données similaire, destinée cette fois à un usage extérieur, est en cours de développement.

Etudes spéciales

Les performances de la BERD en matière d'environnement

La BERD a achevé une évaluation indépendante de ses performances en mesurant 39 projets à forte composante environnementale et en analysant d'autres actions de la Banque dans ce domaine. Conformément à son mandat environnemental, la Banque a inclus des procédures spécifiques dans toutes ses opérations et aide les pays en transition à résoudre les problèmes environnementaux hérités de l'ère communiste.

L'évaluation conclut que les performances de la BERD et son impact sur les projets à forte dimension environnementale ont été satisfaisants. La Banque a inclus un volet environnemental dans ses clauses de prêt et a utilisé plusieurs autres instruments pour apporter des changements positifs dans ce domaine. Elle a, entre autre, accueilli le Comité de préparation des projets (voir page 52). La BERD a également encouragé une formation environnementale pour les intermédiaires financiers, développé un programme de sûreté nucléaire (voir page 71) et utilisé au mieux les contributions des donateurs pour le soutien de projets environnementaux.

La BERD a été en mesure d'aider les clients à se conformer à la plupart des directives et règlements environnementaux de leur pays, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale et à atteindre les objectifs des plans d'action environnementale de la Banque. Les résultats dans ce domaine ont été *excellents* ou *bons* dans 51 % des projets examinés, 34 % ont été considérés

comme *satisfaisants* tandis que seuls 15 % ont été jugés *faibles*. Les améliorations en termes d'environnement ont été jugées *remarquables* ou *substantielles* dans 42 % des cas. Dans 46 % des projets, on a noté *quelques* changements et dans seulement 15 % des cas, *aucun* changement n'a été constaté. La plupart des projets analysés indiquent que les procédures environnementales de la BERD sont véritablement intégrées dans son cycle de projets. On note quelques faiblesses dues à de mauvaises études de faisabilité, un manque de coordination avec les experts et des incohérences dans les rapports d'environnement.

En moyenne, la BERD est parvenue à améliorer les performances environnementales de ses projets : à partir d'un point de départ relativement faible, ils ont atteint un bon niveau au moment de l'évaluation. On a noté des améliorations substantielles dans les résultats environnementaux des projets des secteurs des infrastructures municipales et environnementales, des ressources naturelles et des industries manufacturières. Les améliorations dans les projets liés à l'énergie et au transport ont été moins significatives.

Dans les projets importants et particulièrement sensibles en termes d'environnement, il a fallu faire appel à un solide promoteur pour atteindre les objectifs environnementaux du projet. En général, la BERD et les promoteurs de projet ont entretenu de bons rapports avec les autorités environnementales, et la Banque a encouragé les clients à fournir au public des informations sur les aspects environnementaux de ses projets. Dans quelques rares cas, toutefois, la consultation publique a été insuffisante.

L'expérience a montré que la BERD n'a pas toujours exploité au maximum les possibilités de ses projets en terme d'environnement et il convient de mettre en place un système plus complet. Il serait ainsi possible de développer, dans les projets de la BERD, un volet écologique en matière de gestion des déchets, de recyclage et de rendement

énergétique, par exemple. La BERD pourrait envisager de renforcer son soutien au fonds pour l'environnement et aux sociétés de service énergétique. La Banque pourrait également consacrer davantage de ses investissements au secteur de l'environnement. L'initiative de création du partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale visant à financer des projets dans les Etats baltes et le nord-ouest de la Russie constitue un important développement (voir page 52).

La Banque doit identifier les ressources nécessaires pour permettre à ses clients de mettre en place un véritable système de gestion de l'environnement et pour former les équipes de direction. Une plus grande utilisation des financements de la coopération technique pourrait être un moyen d'y parvenir. Il convient de développer des modèles pour les rapports environnementaux, qui doivent inclure des objectifs précis en matière de niveaux de pollution et des moyens de mesurer les déviations des plans d'action environnementale. Ces plans pourraient être rendus plus transparents par une coopération encore plus active avec les organisations non gouvernementales (ONG) et le renforcement des canaux de communication entre celles-ci et les bureaux résidents de la BERD.

Le soutien à la transition juridique

Fin 2001, 74 projets de réformes juridiques et institutionnelles avaient été financés dans le cadre du Programme de fonds de coopération technique (PFCT), pour une valeur totale d'environ 11 millions d'euros. 83 activités financées par la BERD et liées à la transition juridique avaient également abouti. L'étude spéciale effectuée en 2001 par le Département de l'évaluation des projets a considéré le Programme de transition juridique comme *satisfaisant*, et les notes pour les aspects spécifiques de ce programme se sont échelonnées de *partiellement satisfaisant* à *très satisfaisant*.

Exemples de projets évalués de la BERD

Projets satisfaisants

Institutions financières

En 1998, la BERD a accordé un prêt de 40 millions de dollars EU (35,6 millions d'euros) à une grande banque d'un pays au stade intermédiaire de la transition. Ce prêt, au moment de la crise russe, a témoigné de la confiance de la BERD envers l'équipe de direction de cette banque et a permis d'offrir à des entreprises locales un financement assorti d'échéances qui n'auraient pu être obtenues d'autres sources. L'évaluation détaillée de la Banque et le suivi approfondi qui a été effectué ont permis à la BERD de s'adapter à l'évolution de la situation et de se montrer souple dans son approche. En ajustant le projet pour réagir à la conjoncture économique et au renforcement des risques, la BERD a eu un impact significatif sur le processus de transition.

Secteur des transports en Estonie

Pour soutenir le développement du principal aéroport d'Estonie, la BERD et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont financé la rénovation de l'aérogare de passagers de l'aéroport de Tallinn. Ce projet est venu compléter le soutien précédemment apporté par la Banque pour l'aménagement de cet aéroport. L'évaluation a confirmé que l'aérogare de passagers constitue une remarquable réalisation, conforme à toutes les normes internationales. Ce terminal moderne a contribué à attirer vers l'aéroport des entreprises commerciales et de services et à encourager indirectement les activités d'import/export. En termes de renforcement des institutions, la compagnie aéroportuaire a bénéficié de la mise en place de nouvelles technologies et du développement de compétences générées par le projet. L'aéroport est exploité selon des principes commerciaux et conformément aux normes comptables internationales.

Financement d'un projet réussi de production de pétrole brut

Le financement de la BERD a permis – avec des prêts de la Société financière internationale – la réalisation d'un projet de production de pétrole brut à une période de flambée des prix du pétrole. Ce projet très réussi a amélioré de manière fondamentale la situation économique du pays hôte. Il a accru de manière substantielle la production nationale de pétrole brut et a introduit les normes occidentales en matière de production offshore. Grâce aux programmes approfondis de formation du personnel, le projet a contribué au développement de nouvelles compétences. L'introduction des normes comptables internationales et d'un savoir-faire en matière de gestion a eu un impact substantiel. La mise en œuvre systématique de critères plus exigeants en matière d'environnement et de programmes de renforcement de la sécurité a été fermement soutenue par la Banque et a servi de modèle aux autres pays.

Ce projet est le premier entrepris selon un nouveau cadre de partage de la production et a permis le développement de nombreux autres cadres de ce type. Le prêt syndiqué a été le premier accordé à ce pays et devrait améliorer l'accès aux banques commerciales pour d'autres projets dans ce secteur. L'un des enseignements tirés a été la nécessité pour les entreprises de ce secteur de développer un savoir-faire local. Il est également très important de s'assurer que la majorité des participants à ce cadre de partage de la production soient également emprunteurs au titre du prêt de la Banque. Cela permet de renforcer l'effet multiplicateur dans des domaines essentiels de la mise en œuvre du projet. Il est crucial que la compagnie locale du pétrole et du gaz participe à ce cadre afin que les problèmes écologiques tels que la combustion en torchère puissent être résolus.

Projets moins satisfaisants

Difficultés des réformes dans une entreprise de transformation alimentaire

La BERD, avec des investisseurs privés, des institutions et des banques d'Etat locales, a investi dans le capital social d'une grande entreprise de transformation alimentaire récemment privatisée. Elle a également fait appel à des compétences spécialisées pour conseiller l'entreprise en l'absence d'un investisseur industriel stratégique. Les aliments traités étaient vendus à des industriels locaux et à des particuliers par l'intermédiaire de grossistes et de détaillants. L'entreprise exportait également quelques lignes de produits, principalement vers les marchés de l'ex-bloc de l'Est. Les projets de réformes prévoyaient une réorganisation du siège et de l'équipe de vente pour faire face à une concurrence accrue, due principalement à l'arrivée de nouvelles entreprises étrangères. Le projet visait à mettre en œuvre une réduction progressive des effectifs, une concentration géographique des usines et un réseau de distribution plus efficace. Ces mesures devaient aller de pair avec une réorganisation de l'entreprise et de nouvelles méthodes pour l'achat des produits aux fermiers. Une amélioration des systèmes d'information de gestion et des procédures de compte rendu aux actionnaires et au Conseil de surveillance était également prévue.

Ces réformes étaient bien engagées lorsque l'entreprise s'est trouvée confrontée à des difficultés inattendues pour certains de ses principaux produits et marchés. Les propriétaires pensaient que la poursuite des réformes permettrait d'interrompre ce déclin à temps, grâce à une réduction des coûts et à un accroissement de la productivité. Malgré cela, les pertes continuèrent, rendant nécessaire des mesures plus radicales. Ils furent bientôt confrontés au besoin de mobiliser davantage de financement. Cette démarche s'imposait pour faire face aux besoins saisonniers en fonds de roulement et parce que les réserves de la compagnie avaient souffert des pertes régulières. La BERD proposa une restructuration mais les propriétaires ne purent s'accorder sur une stratégie. Le fait que certains d'entre eux étaient à la fois actionnaires et prêteurs compliquait encore la situation. L'évaluation est arrivée à la

conclusion que la réforme postprivatisation dans ce secteur nécessite dès le départ l'entrée d'un solide investisseur stratégique possédant tous les moyens de contrôle. Les coentreprises impliquant différents investisseurs sont particulièrement mal adaptées aux réformes indispensables lorsqu'une restructuration fondamentale de l'entreprise s'impose.

Participation minoritaire dans un groupe d'entreprises du secteur alimentaire

La BERD a pris une participation minoritaire dans une entreprise alimentaire d'Europe du Sud-Est afin de l'aider dans ses efforts de restructuration. L'investissement de la BERD était fondé sur une évaluation favorable des marques existantes et sur la viabilité de l'entreprise après sa restructuration. Les investissements de capitaux ont financé des installations de production modernes qui, par suite de projections de ventes largement optimistes et de la construction simultanée d'une usine similaire par le même groupe en Europe centrale ont entraîné une sérieuse sous-utilisation. Il se révéla plus difficile que prévu de parvenir à une augmentation substantielle des ventes dans les pays éloignés d'Europe de l'Est, car les fonds pour la campagne de publicité nécessaire ne purent être réunis. La réduction des effectifs pléthoriques du siège se révéla très ardue, compte tenu de la résistance du Conseil de surveillance et de l'absence d'autres possibilités d'emploi dans la région.

L'estimation par le Département d'évaluation des projets arriva à la conclusion que cette opération n'était pas satisfaisante car elle ne pouvait permettre une restructuration rapide. Même si la Banque s'était efforcée de structurer au mieux son investissement, l'évaluation des délais nécessaires pour une restructuration approfondie était trop optimiste. En particulier, la Banque ne disposait que d'une participation minoritaire et n'avait pas obtenu de toutes les parties intéressées d'accords explicites sur le calendrier de restructuration avant de s'engager. Il apparaît donc clairement que les différences de points de vue entre la direction de l'entreprise et un conseil de surveillance divisé peuvent entraîner des retards considérables de la restructuration en l'absence d'un solide investisseur possédant une participation majoritaire dans l'entreprise.

Evaluation des opérations de coopération technique

A ce jour, le département de l'évaluation des projets a examiné près de 250 missions d'experts financées par la coopération technique, représentant environ 71 millions d'euros provenant de quelque 30 donateurs dans le cadre du Programme de fonds de coopération technique de la Banque (voir page 64).

Exemples d'opérations de coopération technique évaluées

Projet de reconstruction d'urgence des télécommunications en Bosnie-Herzégovine

Deux opérations de coopération technique pour un total de 1,9 million d'euros ont été entreprises pour soutenir le projet de reconstruction d'urgence des télécommunications, d'un montant de 130 millions de dollars EU, qui a reçu de la BERD un financement de 15 millions de dollars EU. Un programme technique a été conçu pour aider trois opérateurs régionaux à mettre en œuvre ce projet. L'opération de coopération technique a été considérée comme très satisfaisante. Tout d'abord, elle a réduit les risques et accéléré le processus d'investissement.

La mise en œuvre efficace des politiques et règles de passation des marchés de la Banque a permis des économies substantielles pour les opérateurs. Par ailleurs, grâce à la mise en œuvre de nouvelles technologies, des réductions supplémentaires de coûts ont été réalisées. Les opérateurs ont confirmé que ce niveau de technologie n'aurait pu être introduit sans l'aide de l'expert. Le développement des compétences est l'une des raisons du succès de la mise en œuvre technique du projet, compte tenu de la situation en Bosnie-Herzégovine. L'expert a aidé les opérateurs à préparer les comptes selon les normes internationales et a contribué au programme de formation de l'entreprise.

Axe de transport Europe-Caucase-Asie

Pour soutenir la rénovation d'une section stratégiquement importante de l'axe routier Europe-Caucase-Asie, la BERD a lancé plusieurs opérations de coopération technique. Par la suite, à cause du changement des priorités d'investissement du gouvernement hôte et de son accès aux financements d'autres institutions internationales, l'investissement de coopération technique de la BERD n'a pas engendré les investissements complémentaires attendus, dont le principe avait été accepté par le gouvernement hôte. Dans ce contexte, l'évaluation d'ensemble de cette opération de coopération technique a été *peu satisfaisante*, malgré le fait que les experts de coopération technique soient parvenus à développer des compétences et à mettre en place de nouvelles technologies conformes aux normes de fabrication et aux méthodes de passation des marchés des pays occidentaux.

Deux grands enseignements ont été tirés de cette opération. Tout d'abord, la BERD doit intensifier la consultation et la coopération avec les autres institutions financières internationales. Lorsque cette coopération n'est pas possible au niveau opérationnel, l'équipe de direction de la Banque doit en être avertie. Ensuite, les opérations de coopération technique dans le secteur public doivent être encadrées par des accords contractuels officiels avec le bénéficiaire, de la même manière que pour les opérations du secteur privé. Il est ainsi possible d'engager des procédures de recouvrement des coûts lorsque les accords ne sont pas honorés pour des raisons injustifiées.

Gouverneurs

Gouverneurs et gouverneurs suppléants

31 décembre 2001

Membre

Albanie
Allemagne
Arménie
Australie
Autriche
Azerbaïdjan
Biélarus
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Canada
Chypre
Croatie
Danemark
Égypte
ERY de Macédoine
Espagne
Estonie
Etats-Unis d'Amérique
Fédération de Russie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Israël
Italie
Japon
Kazakhstan
Kirghizistan
Lettonie
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Maroc
Mexique
Moldova
Mongolie
Norvège
Nouvelle-Zélande
Ouzbékistan
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République de Corée
République fédérale de Yougoslavie
République slovaque
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Slovénie
Suède
Suisse
Tadjikistan
Turkménistan
Turquie
Ukraine
Banque européenne d'investissement
Communauté européenne

Gouverneur

Ermelinda Meksi
Hans Eichel
Vardan Khachatryan
Peter Costello
Karl-Heinz Grasser
Elman S. Roustamov
Sergei Sidorsky
Didier Reynders
Nikola Kragulj
Milen Velchev
Paul Martin
Takis Klerides
Mato Crkvenac
Bendt Bendtsen
Hassan Ali Ali Khedr
Nikola Gruevski
Rodrigo Rato
Siim Kallas
Paul H. O'Neill
German O. Gref
Sauli Niinistö
Laurent Fabius
Teimouraz Mamatsachvili
Nikolaos Christodoulakis
Mihály Varga
Charlie McCreevy
Valgerdur Sverrisdóttir
David Klein
Giulio Tremonti
Masajuro Shiokawa
Oraz Jandosov
Roza Otunbayeva
Roberts Zile
Michael Ritter
Dalia Grybauskaitė
Jean-Claude Juncker
John Dalli
Fathallah Oualalou
Francisco Gil Díaz
Andrei Cucu
Chultemiin Ulaan
Karl E. Schjøtt-Pedersen
Phil Goff
Roustam S. Azimov
Gerrit Zalm
Leszek Balcerowicz
Guilherme d'Oliveira Martins
Nyum Jin

Mirojub Labus
Brigita Schmögnerová
Jiri Rusnok
Mihai N. Tanasescu
Gordon Brown
Anton Rop
Bosse Ringholm
Pascal Couchepin
Abdujabor Shirinov
Seyitbay Kandymov
Faik Öztrak
Ihor O. Mityukov

Philippe Maystadt
Pedro Solbes Mira

Gouverneur suppléant

Adriana Berberi
Caio Koch-Weser
Tigran Sargsyan
Chris Gallus
Thomas Wieser
Fouad Akhoundov
Nikolai P. Zaitchenko
Jean-Pierre Arnoldi
Jadranko Prlic
Martin Zaimov
Gaëtan Lavertu
Andreas Tryfonides
Josip Kulisic
Michael Dithmer
Youssef Boutros-Ghali
Dragan Martinovski
Juan Costa Climent
Aare Järvan
Alan P. Larson
Sergei I. Kolotoukhine
Pekka Lintu
Jean-Pierre Jouyet
(Vacant)
Kostas Theos
Werner Riecke
John Hurley
Thorgeir Örlýgsson
Ohad Marani
Lorenzo Bini Smaghi
Masaru Hayami
Murat Kudyshev
Sadridin Jienbekov
Aigars Kalvitis
Roland Marxer
Arvydas Kregždė
Jean Guill
Michael C. Bonello
Abderrazak Lazraq
Augustín Carstens
Dumitru Ursu
Ochirbatyn Chuluunbat
Britt Shultz
Paul East
Abdourafik A. Akhadov
Jozias van Aartsen
Krzysztof Ners
Rudolfo Lavrador
Chol-Hwan Chon

(Vacant)
Marián Jusko
Zdeněk Tůma
Mugur Isarescu
Clare Short
Darko Tolar
Sven Hegelund
Oscar Knapp
Negmatjon Buriev
Guvanch Geoklenov
Aydin Karaöz
Volodymyr S. Stelmakh

Wolfgang Roth
Klaus Regling

Président du Conseil des gouverneurs

Gouverneur représentant le Portugal
(Guilherme d'Oliveira Martins)

Vice-Présidents du Conseil des gouverneurs

Gouverneur représentant la Croatie
(Mato Crkvenac)
Gouverneur représentant la République de Corée
(Nyum Jin)

Tous les pouvoirs de la BERD sont aux mains du Conseil des gouverneurs. Le Conseil des gouverneurs a délégué un grand nombre de ses pouvoirs au Conseil d'administration, qui est responsable de la direction des opérations générales de la Banque et qui, entre autres, fixe les politiques et prend les décisions concernant les prêts, les prises de participation et les autres opérations conformément aux orientations générales arrêtées par le Conseil des gouverneurs.

Le Président de la Banque préside le Conseil d'administration. Sous l'égide de ce dernier, le Président conduit les affaires courantes de la Banque et, en sa qualité de chef de l'administration, il est responsable de l'organisation de la Banque et des mouvements de personnel.

Administrateurs

Administrateurs et administrateurs suppléants

31 décembre 2001

Administrateurs

Jan Bielecki
Scott Clark
António de Almeida
Joaquin de la Infiesta
Peter Engström
Michael Flynn
Erzsébet Gém
Gerlando Genuardi
Laurent Guye

Administrateurs suppléants

Valentin Tsvetanov
(Vacant)
Stefanos Vavalidis
León Herrera
Martin Pöder
Torsten Gersfelt
Igor Ocka
Grammatiki Tsingou-Papadopetrou
Ayşe Dönmezer

Pays ou entités représentés

Pologne / Bulgarie / Albanie
Canada / Maroc
Portugal / Grèce
Espagne / Mexique
Suède / Islande / Estonie
Irlande / Danemark / Lituanie / ERY de Macédone
Hongrie / République tchèque / République slovaque / Croatie
Banque européenne d'investissement
Suisse / Turquie / Liechtenstein / Ouzbékistan / Kirghizistan / Azerbaïdjan /
Turkménistan / République fédérale de Yougoslavie
Norvège / Finlande / Lettonie
Corée / Australie / Nouvelle-Zélande / Egypte
Royaume-Uni
France
Autriche / Israël / Chypre / Malte / Kazakhstan / Bosnie-Herzégovine
Fédération de Russie / Bélarus / Tadjikistan
Communauté européenne
Ukraine / Roumanie / Moldova / Géorgie / Arménie
Italie
Allemagne
Etats-Unis d'Amérique
Belgique / Luxembourg / Slovénie
Japon
Pays-Bas / Mongolie

Tor Hernæs
Byung-Hwa Jin
John Kerby
Jean-Pierre Landau
Heiner Luschin
Serguei Ovseitchik
Philippe Petit-Laurent
Yuri Poluneev
Enzo Quattrociocche
Norbert Radermacher
Karen Shepherd
Bernard Snoy
Kunimitsu Yoshinaga
(Vacant)

Rauli Suikkanen
Gary Johnston
Andrew Lewis
Marc Jullien
Gideon Schurr
Igor Kovtun
Vassili Lelakis
Ionut Costea
Francesco Saverio Nisio
Clemens Kerres
—
Georges Heinen
Masato Iso
Hidde van der Veer

Composition des comités du Conseil d’administration

31 décembre 2001

Comité d'audit

Bernard Snoy *(Président)*
Jan Bielecki *(Vice-Président)*
António de Almeida
Michael Flynn
Byung-Hwa Jin
Enzo Quattrociocche
Karen Shepherd

Comité du budget et des questions administratives

Gerlando Genuardi *(Président)*
Norbert Radermacher *(Vice-Président)*
Erzsébet Gém
John Kerby
Philippe Petit-Laurent
Yuri Poluneev
Kunimitsu Yoshinaga

Comité de la politique financière et des opérations

Tor Hernæs *(Président)*
Serguei Ovseitchik *(Vice-Président)*
Scott Clark
Joaquin de la Infiesta
Peter Engström
Laurent Guye
Jean-Pierre Landau
Heiner Luschin

Comité directeur du Conseil d'Administration

Enzo Quattrociocche *(Président)*
Laurent Guye *(Vice-Président)*
Jan Bielecki
Gerlando Genuardi
Tor Hernæs
Serguei Ovseitchik
Norbert Radermacher
Bernard Snoy
Antonio Maria Costa *(Secrétaire général)*

Le Comité d'audit examine les questions touchant la nomination et le mandat des auditeurs externes et passe en revue les comptes annuels et les principes comptables généraux de la Banque, le programme de travail de l'auditeur interne, l'autorisation des dépenses, les mécanismes de contrôle, les règles de passation des marchés et l'évaluation des projets.

Le Comité du budget et des questions administratives examine la politique générale, les propositions, les procédures et les rapports en matière budgétaire. Il examine en outre les questions relatives au personnel, à l'administration, ainsi que les questions administratives touchant les administrateurs et leurs collaborateurs.

Le Comité de la politique financière et des opérations examine la politique financière, y compris la politique d'emprunt et les grandes lignes des opérations ; il examine en outre les procédures ainsi que les règles applicables en matière de notification.

Le Comité directeur du Conseil d'administration a été institué en 1994 afin d'améliorer la coordination entre le Conseil d'administration et la direction en ce qui concerne l'organisation et l'ordre du jour des réunions du Conseil, des comités et des ateliers.

Informations – Contacts

12 Mars 2002

Président

Opérations bancaires

Premier Vice-Président
Vice-Président adjoint
Planification et budget, Directeur
(rapport conjoint au Département Finance)
Unité d'appui au développement des entreprises

Jean Lemierre

Noreen Doyle
David Hexter

Josué Tanaka
Bruno Balvanera

Energie

Groupe d'affaires, Directeur
Utilisation rationnelle de l'énergie
Ressources naturelles
Service de l'énergie et de l'électricité

Peter Reiniger
Jacquelin Ligot
Kevin Bortz
Tony Marsh

Infrastructure

Groupe d'affaires, Directeur
Infrastructures municipales et environnementales
Transports

Gavin Anderson
Thomas Maier
Roy Knighton

Industries spécialisées

Groupe d'affaires, Directeur
Agro-industries
Immobilier, tourisme et transports maritimes
Télécommunications, informatique et presse

David Hexter
Hans Christian Jacobsen
Edgar Rosenmayr
Izzet Guney

Petites entreprises

David Hexter
Elizabeth Wallace

Redressement des entreprises

Directeurs d'équipe
(rapport conjoint au Département Finance)

Oliver Greene
Charles Wrangham

Institutions financières

Groupe d'affaires, Directeur
Prêts
Participations
Fonds de participation
Institutions financières non bancaires

Kurt Geiger
Rogers LeBaron
Victor Pastor
Kanao Sekine
Jonathan Woollett

Unité d'appui aux participations

Lindsay Forbes

Russie et Asie centrale

Groupe d'affaires, Directeur
Kazakhstan et Kirghizistan (Bureau d'Almaty)
Russie (Bureau de Moscou)
Ouzbékistan, Turkménistan et Tadjikistan
(Bureau de Tachkent)

Noreen Doyle (par intérim)
Mike Davey
Dragica Pilipovic-Chaffey

Kazuhiko Koguchi

Europe centrale

Groupe d'affaires, Directeur
Etats baltes
Croatie, Hongrie et Slovénie
Républiques tchèque et slovaque (Bureau de Bratislava)
Pologne (Bureau de Varsovie)

Alain Pilloux
George Krivicky
Alain Pilloux (par intérim)
Alexander Auboeck
Irene Grzybowski

Europe méridionale et orientale et Caucase

Groupe d'affaires, Directeur
Albanie, Bosnie-Herzégovine, ERY de Macédoine
Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie et Moldova
Bulgarie (Bureau de Sofia)
République fédérale de Yougoslavie (Bureau de Belgrade)
Roumanie (Bureau de Bucarest)
Ukraine (Bureau de Kiev)

Olivier Descamps
Jean-Marc Peterschmitt
Hildegard Gacek
John Chomel-Doe
Henry Russell
Salvatore Candido
Andrew Seton

Unité chargée du mécanisme d'investissement direct

Frances Reid

Finance

Vice-Président

Steven Kaempfer

Trésorerie

Trésorier
Trésorier adjoint et responsable de la gestion
de l'actif et du passif
Crédits d'investissements, Responsable
Responsable du financement
Taux d'intérêt pour les investissements,
Responsable
Gestion des risques clients, Responsable

Ayesha Shah
Axel van Nederveen
Ayesha Shah (par intérim)
Isabelle Laurent (par intérim)
Bart Mauldin
Grant Metcalfe-Smith

Gestion des risques

Directeur
Gestion des risques (opérations de trésorerie), Directeur
Crédit, Responsable
Examen du portefeuille, Responsable
Syndications, Responsable
Redressement des entreprises, Directeurs d'équipe
(rapports conjoints au Département des opérations bancaires)

Mike Williams
Jean-André Sorasio
Bob Harada
Mike Williams (par intérim)
Lorenz Jorgensen
Oliver Greene
Charles Wrangham

Planification stratégique, planification des entreprises et budget

Directeur
Josué Tanaka

Comptabilité, notification et contrôle financier

Directeur
Notification financière et contrôle des dépenses,
Responsable
Contrôle financier des fonds, Responsable
Contrôle financier des opérations de trésorerie,
Responsable

Nigel Kerby
Julie Williams
Teresa Godwin-Coombs
Terry Cullen

Opérations et informatique

Opérations et informatique, Responsable
Systèmes informatiques, Directeur
Responsable senior, Opérations de prêts et participations
Responsable senior, Opérations de trésorerie

Christopher Holyoak
Tim Goldstone
Guy Curtis
Chris Swinchatt

Ressources humaines et administration

Vice-Présidente
Directeur des ressources humaines
Directeur de l'administration

Hanna Gronkiewicz-Waltz
Franco Furno
John McNess

Evaluation, appui opérationnel et environnemental

Vice-Président
Vice-Président adjoint

Joachim Jahnke
Jean-François Maquet

Evaluation des projets

Directeur
Fredrik Korfker

Passation des marchés et services techniques

Directeur
Peter Pease

Achats

Responsable principal
(Vacant)

Cofinancement officiel

Directeur
Gary Bond

Services de consultants

Chef d'unité
Dilek Macit

Environnement

Directeur
Alistair Clark

Sûreté nucléaire

Directeur
Vince Novak

Programme de redressement d'entreprises

Directeur
Chris Walker

Secrétariat général

Secrétaire général
Secrétaire général adjoint

Antonio Maria Costa
Nigel Carter

Bureau des affaires juridiques

Conseiller juridique
Conseiller juridique adjoint
Conseiller juridique, assistant
Conseiller juridique, assistant

Emmanuel Maurice
Norbert Seiler
Stephen Petri
Gerard Sanders

Bureau des affaires économiques

Directeur
Directeur adjoint
Etudes politiques, Directeur

Willem Buiters
Ricardo Lago
Steven Fries

Audit interne

Directeur du Service
Chef adjoint

Tarek Rouchdy
Ray Portelli

Bureau du suivi

Responsable du suivi

Jean Pierre Méan

Communications

Directrice
Brigid Janssen

Cabinet du Président

Directeur
Arnaud Prudhomme

Bureaux résidents

Albanie
Rruga 'Abdi Toptani'
Torre DRIN Bâtiment
4ème étage
Tirana
Albanie
Téléphone : +355 42 32898
Télécopie : +355 42 30580
Chef de bureau : Guilio Moreno

Arménie
Appartement 1
20 Baghramian
375019 Erevan
Arménie
Téléphone : +3741 540 425
Télécopie : +3741 540 430
Chef de bureau : Alexander Witte

Azerbaïdjan
96 Nizami
Landmark
4ème étage
370010 Bakou
Azerbaïdjan
Téléphone : +99 412 97 10 14/5/6/7
Télécopie : +99 412 97 10 19
Chef de bureau : Thomas Moser

Bélarus
2 Gertsena
220050 Minsk
Bélarus
Téléphone : +375 172 110 370
Télécopie : +375 172 110 410
Chef de bureau : Hildegard Gacek
(en poste au siège)

Bosnie-Herzégovine
4 Obala Kulina Bana
2ème étage
71000 Sarajevo
Bosnie-Herzégovine
Téléphone : +387 33 667 945
Télécopie : +387 33 667 950
Chef de bureau : Serban Ghinescu

Bulgarie
17 Moskovska
1000 Sofia
Bulgarie
Téléphone : +359 2 9321 414
Télécopie : +359 2 9321 441
Chef de bureau : John Chomel-Doe

Croatie
59 Petrinjska
5ème étage
10000 Zagreb
Croatie
Téléphone : +385 1 4812 400
Télécopie : +385 1 4819 468
Chef de bureau : Andrew Krapotkin

ERY de Macédoine
14 Dame Gruev
2ème étage
Centre d'affaires
1000 Skopje
ERY de Macédoine
Téléphone : +389 2297 800
Télécopie : +389 2126 047
Chef de bureau : Zsuzsanna Hargitai

Estonie
11 Roosikrantsi
4ème étage
10119 Tallinn
Estonie
Téléphone : +372 6418 548
Télécopie : +372 6418 552
Chef de bureau : Urmas Paavel

Géorgie
38 Nino Chkheidze
380002 Tbilisi
Géorgie
Téléphone : +995 32 920 512/3/4
Télécopie : +995 32 923 845
Chef de bureau : Jürgen Schramm

Hongrie
42 Rákóczi
1072 Budapest
Hongrie
Téléphone : +36 1 486 3020
Télécopie : +36 1 486 3030
Directeur de pays : Hubert Warsmann

Kazakhstan
41 Kazybek Bi
4ème étage
480100 Almaty
Kazakhstan
Téléphone : +7 3272 58 14 76
Télécopie : +7 3272 58 14 22
Directeur de pays : Mike Davey

Bureau de liaison
12 Samal Microdistrict
14ème étage
47300 Astana
Kazakhstan
Téléphone : +7 3172 580 204
Télécopie : +7 3172 580 201
Banquier associé : Leyla Abdimomunova

Kirghizistan
26 Geologicheskaya
720005 Bishkek
Kirghizistan
Téléphone : +996 312 530 012
Télécopie : +996 312 666 284
Chef de bureau : Fernand Pillonel

Lettonie
Centre Valdemara
21 Valdemara
LV 1010 Riga
Lettonie
Téléphone : +371 750 5520
Télécopie : +371 7 750 5521
Chef de bureau : Urmas Paavel

Lituanie
1A Seimyniskiu
4ème étage
LT – 2600 Vilnius
Lituanie
Téléphone : +370 2 638480
Télécopie : +370 2 638481
Chef de bureau : Matti Hyryrnen

Moldova
Bureau 309
98, 31 août 1989
MD 2012 Chisinau
Moldova
Téléphone : +373 2 21 00 00/01
Télécopie : +373 2 21 00 11
Chef de bureau : Hildegard Gacek
(en poste au siège)

Ouzbékistan
Centre financier international
1 Turab Tula
4ème étage
700003 Tachkent
Ouzbékistan
Téléphone : +998 71 1206 279
+998 71 1394 014
Télécopie : +998 71 1206 121
Chef de bureau : Kenji Nakazawa

Pologne
53 Emili Plater
Centre financier de Varsovie
Suite 1300
00-113 Varsovie
Pologne
Téléphone : +48 22 520 5700
Télécopie : +48 22 520 5800
Directrice de pays : Irène Grzybowski

République fédérale de Yougoslavie
Genex Apartmani B22
6 Vladimira Popovica
Novi Beograd 11070
Serbie
République fédérale de Yougoslavie
Téléphone : +381 11 311 3201
Télécopie : +381 11 311 4571
Chef de bureau : Henry Russell

Bureau de liaison
Bureau no. 62/63
3ème étage
Bâtiment BPK principal
Luan Haradinaj
Pristina
Kosovo
Téléphone : +381 38 548 153
Télécopie : +381 38 548 152
Chef de bureau : Zsuzsanna Hargitai

République slovaque

4 Grösslingova
81418 Bratislava
République slovaque
Téléphone : +421 2 5296 7835
Télécopie : +421 2 5292 1459
Directeur de pays : Alexander Auboeck

République tchèque

27 Karlova
11000 Prague 1
République tchèque
Téléphone : +4202 2423 9070
Télécopie : +4202 2423 3077
Chef de bureau : Alexander Auboeck

Roumanie

8 Orlando
Secteur 1, Bucarest
Roumanie
Téléphone : +40 1 202 7100
Télécopie : +40 1 202 7110
Directeur de pays : Salvatore Candido

Russie

36 Bolshaya Molchanovka
Stroenie 1
121069 Moscou
Russie
Téléphone : +7 095/501 787 1111
Télécopie : +7 095/501 787 1122
Directrice de pays : Dragica Pilipovic-Chaffey

Bureau régional

25 Nevsky Prospect
191186 St Pétersbourg
Russie
Téléphone : +7 812 103 5525
Télécopie : +7 812 103 5526
Chef de bureau : Robert Sasson

Bureau régional

Bureau 404
46 Verhneportovaya
690003 Vladivostok
Russie
Téléphone : +7 4232 51 77 66
Télécopie : +7 4232 51 77 67
Chef de bureau : Elena Danysh

Bureau régional

Bureau 605
Centre mondial du commerce
44 Kouibichev
620026 Iekaterinbourg
Russie
Téléphone : +7 34 32 59 61 50
Télécopie : +7 34 32 59 61 51
Chef de bureau : Tatyana Yemboulaeva

Slovénie

3 Trg Republike
9ème étage
1000 Ljubljana
Slovénie
Téléphone : +386 14 26 3600
Télécopie : +386 14 26 3636
Chef de bureau : Murat Yildiran

Tadjikistan

85/22 Internatsionalnaya
734001 Douchanbe
Tadjikistan
Téléphone : +992 372 210763/24 02 35
Télécopie : +992 372 210763/24 02 35
Conseiller de mission : Muzaffar Usmanov

Turkménistan

95 Azadi
744000 Achkabad
Turkménistan
Téléphone : +993 12 51 22 63
Télécopie : +993 12 51 03 18
Chef de bureau : Jaap Sprey

Ukraine

27/23 Sofiyvska
01001 Kiev
Ukraine
Téléphone : +380 44 464 01 32
Télécopie : +380 44 464 08 13
Chef de bureau : Andrew Seton

Notes aux lecteurs

Taux de change

Les monnaies ont été converties en euros, lorsqu'il y a lieu, sur la base des taux de change en vigueur au 31 décembre 2001 (taux de change approximatif de l'euro : 1,96 deutsche mark, 6,56 francs français, 0,61 livre sterling, 0.89 dollar des Etats-Unis, 116,27 yen).

Décompte des opérations

Les opérations peuvent être présentées sous forme de nombres décimaux lorsque plusieurs sous-prêts sont regroupés dans un même accord-cadre. Dans les tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

Définitions

Actifs

- > *Actif d'exploitation* : Prêts et prises de participation de la BERD, non compris les avoirs acquis par la trésorerie de la Banque et déduction faite des avoirs passés par pertes et profits. En langage technique, l'actif d'exploitation représente les décaissements nets. L'expression "actif bancaire" peut être utilisée pour désigner l'ensemble de l'actif d'exploitation du Département des opérations bancaires.
- > *Actifs rémunérateurs* : Actifs d'exploitation diminués des prêts non porteurs d'intérêts.
- > *Actifs dépréciés* : Prêts non porteurs d'intérêts et placements non productifs.
- > *Actifs productifs* : Actifs d'exploitation diminués de l'actif déprécié.
- > *Portefeuille* : Actifs d'exploitation augmentés des lignes de crédit non utilisées de la Banque ; parfois désigné par l'expression "engagements non décaissés".

Complémentarité

La complémentarité est l'un des principes fondamentaux sur lesquels se fondent les opérations de la Banque, tels qu'énoncés dans l'Accord portant création de la BERD. En vertu de ce principe, la Banque évite de se substituer à des sources commerciales pour le financement d'un projet, à condition que ces fonds commerciaux soient offerts à des conditions raisonnables.

Fonds cumulatifs mobilisés

Ressources engagées par d'autres investisseurs dans des opérations de la BERD.

Groupes de pays : répartition géographique

La BERD classe les pays où elle opère en fonction des progrès qu'ils ont accomplis sur la voie de la transition vers une économie de marché. La Russie et les projets "régionaux" sont traités séparément.

- > *Premiers stades/stades intermédiaires* : Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, ERY de Macédoine, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldova, Ouzbékistan, République fédérale de Yougoslavie, Roumanie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine.
- > *Stades avancés* : Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque, Slovaquie.
- > *La région* : l'ensemble des 27 pays d'opérations de la BERD au 31 décembre 2001 (voir plus haut).
- > *Europe centrale et Etats baltes* : Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque, Slovaquie.
- > *Asie centrale* : Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan.
- > *Europe méridionale et orientale et Caucase* : Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, République fédérale de Yougoslavie, ERY de Macédoine, Géorgie, Moldova, Roumanie et Ukraine.

Stades de l'opération ou du financement

- > *Approbation d'avant-projet* : Travail de sélection effectué par le Vice-Président chargé des opérations bancaires pour déterminer si une opération peut être envisagée conformément aux politiques et aux priorités de la Banque et si des ressources importantes doivent être affectées aux stades ultérieurs de sa mise au point.
- > *Examen conceptuel/structurel* : Effectué par le Comité des opérations pour permettre à la direction de procéder à une première évaluation du projet et de fournir des directives à l'équipe chargée de son exécution.
- > *Examen final* : Dernier stade de l'examen des crédits et des choix d'orientation nécessaires effectué par le Comité des opérations avant que le projet ne soit soumis au Conseil d'administration. L'aval des divers départements et services de la Banque concernés est nécessaire.
- > *Approbation du Conseil d'administration* : L'approbation d'un projet par le Conseil d'administration signifie que la Banque s'engage à fournir un financement.
- > *Engagements* : Obligation juridique pour la BERD d'investir un montant déterminé sous forme de prêts et de prises de participation, ou de fournir des garanties, dans un délai déterminé et à certaines conditions, tels qu'approuvés par le Conseil d'administration.
- > *Décaissements* : Fonds versés par la Banque pour financer des prêts ou des prises de participation conformément à ses engagements.

Sigles et abréviations

La Banque, BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BEI	Banque européenne d'investissement
CE	Communauté européenne
CEI	Communauté d'Etats indépendants
CSN	Compte pour la sûreté nucléaire
FMI	Fonds monétaire international
FSIPER	Fonds spécial d'investissement pour les petites entreprises de Russie
FPP	Fonds de postprivatisation
FRCR	Fonds régional de capital-risque
FST	Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl
IED	Investissement étranger direct
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCE	Organisme de crédit à l'exportation
PFCT	Programme de fonds de coopération technique
PHARE	Pologne – Hongrie : Aide à la restructuration économique (UE)
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PRE	Programme de redressement des entreprises
SFI	Société financière internationale
TACIS	Assistance technique pour les pays de la CEI (UE)
UE	Union européenne

Renseignements divers

Publications

La BERD publie un grand nombre de documents, dossiers de politique générale et notes d'information.

Le *Transition Report* (Rapport sur la transition) est une publication annuelle qui analyse les défis de la transition et les progrès réalisés par les pays d'opérations de la BERD dans les domaines macroéconomique et législatif (parution en novembre, £30) ; il existe également une mise à jour : le *Transition Report Update* (parution en mai, £15).

Les périodiques comprennent entre autres : *Environments in transition* (le programme environnemental de la BERD, y compris les dernières informations sur les projets) et *Law in transition* (revue juridique de la BERD).

Toutes les publications peuvent être obtenues auprès du Bureau des publications de la BERD (téléphone : +44 20 7338 7553 ; télécopie : +44 20 7338 6102). La plupart de ces documents peuvent être consultés sur le site web de la BERD (www.ebrd.com).

Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle de la BERD comprend un programme d'affaires ouvert aux investisseurs potentiels de la région. Pour de plus amples renseignements, s'adresser au Service de l'organisation des Assemblées annuelles (téléphone : +44 20 7338 6625 ; télécopie : +44 20 7338 7320).

L'Assemblée annuelle se tiendra à Tachkent (Ouzbékistan) en 2003 et à Londres (Royaume-Uni) en 2004.

Photographies

Astera A.D. (page 45)
Axiom (page 23)
Richard Bate (page 5)
Robert Coyle (page 59)
Sue Cunningham Photographic (pages 8, 9, 13, 15, 29, 30, 46 en haut à gauche, 46, 47 et 48 en bas à droite)
Digital Vision (page 42)
DVI Inc (page 34 en haut à gauche)
Europolis Invest (page 35 en bas à gauche)
General Motors Corporation (page 39)
Ghafur Ghulam Publishers of Literature and Art Publishing House (page 42 en bas à droite)
Paul Harris (page 41)
The Hutchinson Library (pages 37 en bas à droite et 39 en haut à droite)
Impact (pages 7, 17, 25 et 34 en bas à gauche)
INA (page 51 en bas à droite)
Kesko (page 33 en haut à gauche)
LNM Group (page 47 en haut à gauche)
M SAN Group Ltd (page 69 en haut à gauche)
Banque yougoslave de microfinancement (pages 19 et 64)
Unité de sûreté nucléaire (pages 71, 72 et 73)
Panos (page 43 en haut à gauche)
Pliva (page 52)
Polar Lights (page 53)
Polska Telefonía Cyfrowa (page 36 en bas à droite)
ProPress Photography (pages 16 et 21)
Pures Cehs Ltd (page 69 en haut au milieu)
Russia and Eastern Images (page 22)
Ed Siegel (page 20)
Slovalco (page 51 en haut à gauche)
Jon Spaul (pages 27, 37 en haut à gauche, 38, 40 en haut à gauche et 40 en bas à droite)
Spiel Group (page 69 en haut à droite)
Still Pictures (pages 10 et 49)
Peter Stredder (page 11)
Alexander Tanase (page 44)
Togliattiazot (page 61)
Uljanik (page 35 en haut à droite)
Union Fenosa (page 48 en haut à gauche)
Muzaffar Usmanov (page 43 en bas à droite)
Vetropack (page 32)
Viking, croisières fluviales (page 36 en haut à gauche)
Všeobecná Úverová Banka (page 33 en bas à droite)

Publié par la

Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Rédigé et édité par le Service des publications du Département de la communication.
Versions allemande, française et russe établies par le Service des langues.
Maquette conçue et document produit par le Service du graphisme.

Imprimé en Angleterre par Ventura Litho Limited, dans le cadre de programmes de recyclage des déchets et du papier.



Le papier utilisé pour la couverture et le texte est un papier qui ménage l'environnement.
Imprimé sur Ikono Matt pour ses faibles émissions en cours de fabrication.
L'accréditation Nordic Swan s'applique à la production de la gamme des papiers Ikono.

réf : 5243

Couverture : Bazar d'Almaty, Kazakhstan.
Photographe : Mark Wadlow.

Banque Européenne pour la reconstruction et le développement

One Exchange Square
Londres EC2A 2JN
Royaume-Uni

Standard téléphonique

Téléphone : +44 20 7338 6000
Télécopie : +44 20 7338 6100
Télex : 8812161 EBRD L G
SWIFT : EBRDGB2L

Site web

www.ebrd.com

Demandes relatives aux publications

Téléphone : +44 20 7338 7553
Télécopie : +44 20 7338 6102
Mél : pubsdesk@ebrd.com

Demandes de renseignements sur la BERD

Téléphone : +44 20 7338 6372
Mél : generalenquiries@ebrd.com

Nouvelles propositions de projets

Téléphone : +44 20 7338 7168
Télécopie : +44 20 7338 7380
Mél : newbusiness@ebrd.com

Demandes de renseignements sur les projets existants

Téléphone : +44 20 7338 6282
Télécopie : +44 20 7338 6102
Mél : projectenquiries@ebrd.com